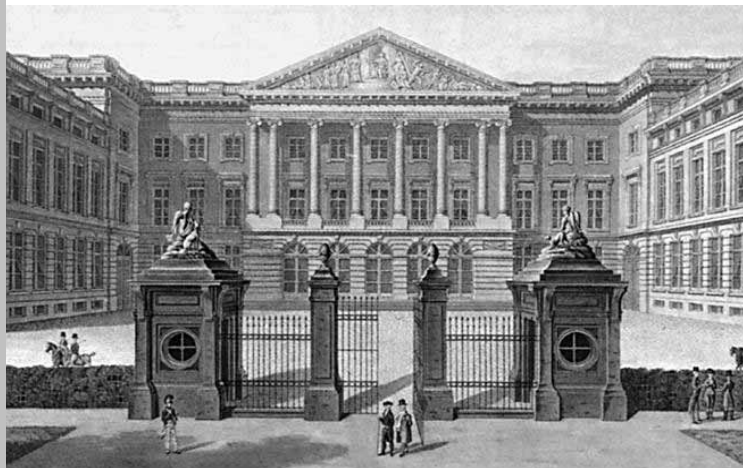


Sénat de Belgique

Session ordinaire 2006-2007



3-184

Séances plénières

Vendredi 20 octobre 2006

Séance du matin

Annales

Belgische Senaat

Gewone Zitting 2006-2007

Handelingen

Plenaire vergaderingen

Vrijdag 20 oktober 2006

Ochtendvergadering

3-184

Les **Annales** contiennent le texte intégral des discours dans la langue originale. Ce texte a été approuvé par les orateurs. Les traductions – *imprimées en italique* – sont publiées sous la responsabilité du service des Comptes rendus. Pour les interventions longues, la traduction est un résumé.

La pagination mentionne le numéro de la législature depuis la réforme du Sénat en 1995, le numéro de la séance et enfin la pagination proprement dite.

Pour toute commande des Annales et des Questions et Réponses du Sénat et de la Chambre des représentants: Service des Publications de la Chambre des représentants, Place de la Nation 2 à 1008 Bruxelles, tél. 02/549.81.95 ou 549.81.58.

Ces publications sont disponibles gratuitement sur les sites Internet du Sénat et de la Chambre:
www.senate.be www.lachambre.be

Abréviations – Afkortingen

CD&V	Christen-Democratisch en Vlaams
CDH	Centre Démocrate Humaniste
ECOLO	Écologistes
FN	Front National
MR	Mouvement réformateur
PS	Parti Socialiste
SP.A-SPIRIT	Socialistische Partij Anders – SPIRIT
VL. BELANG	Vlaams Belang
VLD	Vlaamse Liberalen en Democraten

De **Handelingen** bevatten de integrale tekst van de redevoeringen in de oorspronkelijke taal. Deze tekst werd goedgekeurd door de sprekers. De vertaling – *cursief gedrukt* – verschijnt onder de verantwoordelijkheid van de dienst Verslaggeving. Van lange uiteenzettingen is de vertaling een samenvatting.

De nummering bestaat uit het volgnummer van de legislatuur sinds de hervorming van de Senaat in 1995, het volgnummer van de vergadering en de paginering.

Voor bestellingen van Handelingen en Vragen en Antwoorden van Kamer en Senaat:
Dienst Publicaties Kamer van volksvertegenwoordigers, Natieplein 2 te 1008 Brussel, tel. 02/549.81.95 of 549.81.58.

Deze publicaties zijn gratis beschikbaar op de websites van Senaat en Kamer:
www.senate.be www.dekamer.be

Sommaire

Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale.....	4
Assemblée réunie de la Commission communautaire commune du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale.....	4
Discussion de la déclaration du gouvernement	4
Excusés.....	47

Inhoudsopgave

Brussels Hoofdstedelijk Parlement.....	4
Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement.....	4
Bespreking van de regeringsverklaring.....	4
Berichten van verhindering	47

Présidence de Mme Anne-Marie Lizin*(La séance est ouverte à 10 h 15.)***Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale**

Mme la présidente. – Par message du 18 octobre 2006, le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a fait connaître au Sénat qu'il s'est constitué en sa séance de ce jour.

– **Pris pour notification.**

Assemblée réunie de la Commission communautaire commune du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale

Mme la présidente. – Par message du 19 octobre 2006, l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a fait connaître au Sénat qu'elle s'est constituée en sa séance de ce jour.

– **Pris pour notification.**

Discussion de la déclaration du gouvernement

Mme Sabine de Bethune (CD&V). – *Cette semaine, la chaîne Canvas a sondé nos connaissances culturelles. À cette occasion, on a notamment montré la célèbre peinture de Magritte Ceci n'est pas une pipe. Je voudrais aujourd'hui paraphraser ce tableau et dire : ceci n'est pas un débat parlementaire. Non seulement parce que le premier ministre estime que cela ne vaut pas la peine de venir au Sénat – je ne vais pas répéter tout ce que j'ai déjà dit à ce sujet mais cela reste valable – mais aussi parce que différents groupes de la majorité ne sont même pas représentés au moment où commence ce débat. Il existe d'autres traits communs entre le tableau de Magritte et le présent débat parlementaire. Il ne s'agit pas seulement de la forme, mais aussi du fond. Tant le tableau que le débat ont quelque chose de surréaliste. Dans l'art, le surréalisme est un mouvement exaltant ; en politique, c'est un phénomène dangereux. La présente déclaration politique est surréaliste, pas vraiment à cause de sa forme mais surtout en raison de son contenu et de l'enfilade d'illusions.*

Le fait que le débat soit mené ici quelques jours après celui de la Chambre est à la fois un inconvénient et un avantage. La fête est finie, sur les bancs du gouvernement. L'ivresse et les paillettes ont disparu. Tous les analystes sérieux de la société civile critiquent le manque de crédibilité de la déclaration gouvernementale et du budget. Aujourd'hui, le premier ministre ou son représentant persévéreront certainement dans le mal. De cela aussi nous avons l'habitude. Non seulement les critiques de l'opposition mais aussi celles de la Cour d'arbitrage, de la Cour des Comptes, du Conseil d'État, de l'OCDE, de tous les experts belges et étrangers possibles, même ceux qui appartiennent à la famille politique du premier ministre, seront balayées du revers. Suivant une habitude surréaliste, on fait fi de toutes ces

Voorzitter: mevrouw Anne-Marie Lizin*(De vergadering wordt geopend om 10.15 uur.)***Brussels Hoofdstedelijk Parlement**

De voorzitter. – Bij boodschap van 18 oktober 2006 heeft het Brussels Hoofdstedelijk Parlement aan de Senaat laten weten dat het zich ter vergadering van die dag geconstitueerd heeft.

– **Voor kennisgeving aangenomen.**

Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement

De voorzitter. – Bij boodschap van 19 oktober 2006 heeft de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement aan de Senaat laten weten dat zij zich ter vergadering van die dag geconstitueerd heeft.

– **Voor kennisgeving aangenomen.**

Bespreking van de regeringsverklaring

Mevrouw Sabine de Bethune (CD&V). – Deze week peilde de TV-zender *Canvas* naar onze culturele kennis. Daarbij werd onder meer het bekende schilderij *Ceci n'est pas une pipe* van Magritte getoond. Vandaag wil ik dat schilderij parafraseren en zeggen: dit is geen parlementair debat. Niet enkel omdat de premier het niet waard acht om naar de Senaat te komen – wat ik daarover al allemaal heb gezegd zal ik niet herhalen, maar het blijft geldig – en evenmin omdat verschillende meerderheidsfracties bij het begin van dit debat niet eens vertegenwoordigd zijn. Er zijn andere gemeenschappelijke kenmerken tussen het schilderij van Magritte en het parlementair debat dat we vandaag voeren. Het gaat niet enkel over de vorm, ook over de grond. Zowel het schilderij als het debat hebben iets surrealistisch. In de kunst is surrealisme een inspirerende beweging, in de politiek is het een gevaarlijk fenomeen. De huidige beleidsverklaring is surrealistisch, niet zozeer wegens de vorm, maar vooral wegens de inhoud en de aaneenrijging van illusies.

Het nadeel dat het debat hier enkele dagen later wordt gevoerd dan in de Kamer is tegelijkertijd een voordeel. De party op de regeringsbanken is voorbij. De roes en de glitter zijn weg. Alle ernstige analisten in de civiele maatschappij hekelen de ongeloofwaardigheid van de beleidsverklaring en de begroting. De premier of zijn vertegenwoordiger zullen vandaag zeker volharden in hun boosheid. Ook dat zijn we gewoon. Niet enkel de kritiek van de oppositie zal van tafel worden geveegd, ook die van het Arbitragehof, van het Rekenhof, van de Raad van State, van de OESO, van alle mogelijke binnen- en buitenlandse deskundigen, en zelfs van degenen die tot de eigen politieke familie van de eerste minister behoren. Al die kritiek zal naar surrealistische gewoonte in de wind worden geslagen. Dat belet ons niet om uit intellectuele en politieke eerlijkheid onze kritiek te

critiques. Cela ne nous empêche pas de formuler les nôtres, par honnêteté intellectuelle et politique, conformément à notre responsabilité d'opposition démocratique.

Ces dernières années, nous nous étions habitués aux tentatives du gouvernement violet de déguiser la réalité. Mardi dernier, nous en avons entendu quelques beaux exemples. Je pense au montant cité pour les opérations one shot. Le gouvernement parle de 1,25 milliard d'euros alors que les experts font état de 2,2 milliards. Je pense aussi au solde primaire : dans les années nonante, on a assuré progressivement une amélioration de ce solde. Dernièrement, il a diminué année après année. Il n'y a pas si longtemps, il était compris entre 6 et 7%. Pour 2007, il est estimé à 4,3%. Le premier ministre parle invariablement d'une amélioration par rapport à cette année dans laquelle le solde primaire n'était que de 4,1%.

Le premier ministre me fait sourire lorsqu'il affirme que la bonne croissance économique est due à sa politique. Si la croissance est un peu moins bonne, il renvoie invariablement à la conjoncture internationale. En dépit de la bonne conjoncture, je dois constater que le gouvernement a aujourd'hui recours à une série de mesures one shot pour sauver le budget. Le discours du premier ministre et de son gouvernement est très peu crédible.

La semaine passée, les partis de la coalition violette ont perdu les élections locales mais ils ont fait comme si c'était une grande victoire. Pendant des semaines, la presse a indiqué que le gouvernement recherchait 4 à 5 milliards d'euros pour équilibrer le budget. Mardi dernier, il semblait toutefois que le gouvernement avait surtout besoin de temps pour prendre une série de mesures agréables pour la population. Nous nous souvenons encore très bien de la façon dont, avant les élections fédérales de 2003, le gouvernement a rebattu les oreilles de la population avec des réductions d'impôts. Immédiatement après les élections, les accises sur le diesel et l'essence ont toutefois été augmentées et toutes sortes de taxes ont connu une forte hausse. Entre-temps, grâce au nouveau VLD, la Belgique a obtenu la médaille de bronze de l'OCDE pour la pression fiscale. Avec les nouvelles mesures, le premier ministre place notre pays, sous les applaudissements nourris du même VLD, sur la voie de la médaille d'or. J'attends déjà le prochain rapport de l'OCDE.

Lors des prochaines élections fédérales, il n'en ira pas autrement. Juste auparavant, les gens entendront toutes sortes d'aménités et juste après ils recevront la facture. La taxe sur les emballages coûtera chaque année environ 200 euros par famille. Le fumeur devra puiser davantage dans son portefeuille. Chacun doit contribuer financièrement à la campagne électorale de la coalition violette.

Je me demande si la population apprécie tous ces boniments violets. Les gens aiment-ils qu'on étouffe dans l'œuf les critiques justifiées ? Ne se pourrait-il pas que le discours de sourds de la majorité et même son refus du débat contribuent à l'agrissement ?

Il est en tout cas frappant que dans sa déclaration, le gouvernement ne s'attarde plus sur la situation sociale réelle du pays, sur le chômage élevé malgré la bonne conjoncture, la pauvreté croissante, la désintégration et le refroidissement de la société, l'implosion des départements de la Justice et

formuleren, wat onze verantwoordelijkheid is vanuit de democratische oppositie.

De voorbije jaren zijn we gewend geraakt aan het feit dat paars de realiteit probeert te verbloemen. Vorige dinsdag hebben we daar enkele spitse staaltjes van aangehoord. Ik denk aan het bedrag dat genoemd wordt als *one shots*. De regering spreekt van 1,25 miljard euro, experts spreken daarentegen van 2,2 miljard euro. Ik denk ook aan het primaire saldo: in de jaren '90 werd keer op keer een verbetering van het primaire saldo gerealiseerd. De voorbije jaren is dat primaire saldo jaar na jaar gedaald. Nog niet zo lang geleden schommelde het primaire saldo tussen de 6 à 7%. Voor 2007 wordt het geraamd op 4,3%. Premier Verhofstadt spreekt steevast over een verbetering ten opzichte van dit jaar, waarin het primaire saldo slechts 4,1% bedraagt.

De premier doet mij glimlachen als hij beweert dat de behoorlijke economische groei te danken is aan zijn beleid. Als de groei wat minder is, verwijst hij steevast naar de internationale conjunctuur. Spijts de goede conjunctuur moet ik vaststellen dat de regering vandaag haar toevlucht neemt tot een pak eenmalige maatregelen om de begroting te redden. Het discours van de premier en zijn regering klinkt in hoge mate ongelooftwaardig.

Vorige week verloren de paarse partijen de lokale verkiezingen, maar ze deden alsof het een grote overwinning was. Wekenlang meldde de pers dat de regering op zoek was naar 4 à 5 miljard euro om de begroting in evenwicht te krijgen. Vorige dinsdag leek het er echter op dat de regering vooral tijd nodig had om een pak leuke maatregelen voor de mensen te nemen. We herinneren ons nog levendig hoe de regering in de campagne voor de federale verkiezingen van 2003 de bevolking om de oren sloeg met belastingverlagingen. Onmiddellijk na de verkiezingen werden echter de accijnzen op diesel en benzine opgetrokken en gingen allerhande heffingen fors omhoog. Inmiddels heeft België dankzij de nieuwe VLD de bronzen OESO-medaille voor fiscale druk gekregen. Met de nieuwe maatregelen zet de premier onder luid applaus van diezelfde VLD ons land op weg naar de gouden medaille. Ik kijk al uit naar het volgende OESO-rapport.

Bij de volgende federale verkiezingen zal het niet anders lopen. Vlak ervoor zullen de mensen allerlei leuks krijgen en vlak erna volgt de factuur. De verpakkingsheffingen zullen elk gezin ongeveer 200 euro per jaar kosten. De tabaksgebruiker zal nog wat dieper in de buidel moeten tasten. Iedereen zal moeten meebetalen voor de verkiezingscampagne van paars.

Ik vraag me af of de bevolking wel gediend is met die paarse peptalk. Zijn de mensen ermee gediend dat terechte kritiek in de kiem wordt gesmoord? Zou het niet kunnen dat het dovemansgesprek dat de meerderheid voert en zelfs haar weigering tot een debat tot de reële verzuring bijdragen?

In de beleidsverklaring valt alleszins op dat de regering niet langer stilstaat bij de werkelijke sociale toestand van het land, bij de hoge werkloosheid ondanks de hoogconjunctuur, bij de toenemende armoede, bij de desintegratie en de verkilling van de samenleving, bij de implosie van de departementen Justitie en Financiën.

De aanpak van de vergrijzingsproblematiek is ver zoek en

des Finances.

Il est clair qu'il n'y a aucune approche de la problématique du vieillissement et que le pacte des générations est devenu inutile. On trouve tout aussi peu de mesures visant à mettre notre pays sur la voie du développement durable.

Je voudrais commenter brièvement quatre points : la politique climatique, la lutte contre le chômage, celle contre la pauvreté et la politique étrangère. D'autres collègues de mon groupe s'étendront sur d'autres aspects de la politique.

Il existe en Belgique un consensus sur la politique climatique qui doit être menée. Reste à savoir où en est l'énergie du pouvoir fédéral dans ce domaine.

En 2004, les Régions et le pouvoir fédéral ont conclu un accord de coopération pour réduire les émissions de CO₂. L'autorité fédérale fournirait elles aussi une contribution et brandissait à cet effet deux fers de lance : l'achat d'air propre à l'étranger et l'installation d'éoliennes en mer.

Je voudrais approfondir surtout ce second point. Le pouvoir fédéral s'est engagé à réduire les coûts des émissions de CO₂ de deux millions d'euros grâce à la construction en mer d'un parc à éoliennes. D'ici 2010, entre 5,2% et 5,6% de notre électricité devraient être produits par ces éoliennes. Le gouvernement fédéral s'y était fermement engagé. Dans l'accord de gouvernement de 2003, nous lisions d'ailleurs que, pour 2004 – il y a donc deux ans –, le premier parc à éoliennes construit sur et derrière le Thorntonbank commencerait à produire de l'électricité. De ce projet grandiose, rien n'a toutefois été réalisé jusqu'à présent.

Peut-être Al Gore, l'ancien vice-président des États-Unis récemment en visite chez nous, n'a-t-il posé aucune question au premier ministre à ce sujet tout simplement parce qu'on avait négligé de l'en informer.

J'en viens maintenant à la lutte contre le chômage. Le premier ministre renvoie volontiers à la croissance économique plus forte en Belgique que dans les pays voisins. Il n'a malheureusement pas osé mentionner les chiffres du chômage. En Belgique, le taux d'emploi atteint en moyenne 61,1%. C'est très loin des 70% que le même premier ministre s'est engagé à atteindre en 2000 à Lisbonne. Ce taux est de 64,4% en Allemagne et de 73,2% aux Pays-Bas. Dans notre pays, pour la catégorie d'âge des 55 à 64 ans, il est de 31,8%, ce qui est affreusement bas. En Allemagne, il est de 45,4% et de 46,1% aux Pays-Bas. Dans le domaine de l'emploi, notre retard sur les autres pays européens augmente plus qu'il ne diminue. Le chômage des jeunes était de 15% en 2000 ; il est aujourd'hui de 21%. Le chômage des citoyens non européens s'élève encore toujours à 32% et celui des personnes peu formées augmente chaque jour. Le premier ministre s'est lui-même donné un 8 sur 10 pour la création d'emplois. Il serait honteux qu'aucun emploi ne soit créé pour une population active en croissance. Il est toutefois inquiétant que ces emplois soient essentiellement créés dans la fonction publique au sens large. Un gouvernement qui ne reconnaît pas les problèmes ne s'y attaquera pas. C'est selon nous une des raisons de l'aigrissement et du malaise dans notre société. Dans la société occidentale, le travail est crucial pour l'intégration. Il donne du sens à la vie et offre aux personnes des occasions de se développer, de signifier quelque chose dans la société. Le manque d'emploi est une faille absolue

intussen blijkt ook dat het Generatiepact een maat voor niets is geworden. Maatregelen om ons land op het spoor van de duurzame ontwikkeling te zetten, zijn er al evenmin.

Vier punten van het beleid zou ik kort willen becommentariëren: het klimaatbeleid, de bestrijding van de werkloosheid, de strijd tegen de armoede en het buitenlandse beleid. Andere collega's van de fractie zullen ingaan op andere aspecten van het beleid.

In België bestaat een ruime consensus over het te voeren klimaatbeleid. De vraag is echter waar de daadkracht van de federale overheid op dat vlak blijft.

In 2004 hebben de gewesten en de federale overheid een samenwerkingsakkoord gesloten om de CO₂-uitstoot te verminderen. Ook de federale overheid zou haar bijdrage leveren en pakte hiertoe uit met twee speerpunten: de aankoop van schone lucht in het buitenland en de plaatsing van windmolens in zee.

Ik wil vooral ingaan op dat tweede punt. De federale overheid heeft er zich toe verbonden om de kosten voor de CO₂-uitstoot te reduceren met 2 miljoen euro dankzij de bouw van een windmolenpark in zee. Tegen 2010 zou tussen 5,2% en 5,6% van onze elektriciteit door de zeewindmolens moeten worden geproduceerd. Daartoe had de federale regering zich krachtig verbonden. In het regeerakkoord van 2003 lezen we overigens dat tegen 2004 – dus twee jaar geleden al – het eerste windmolenpark op en achter de Thorntonbank elektriciteit zou beginnen te produceren. Van dat grootse project is tot op heden echter nog niets gerealiseerd.

Wellicht heeft Al Gore, de voormalige vicepresident van de VS, toen hij onlangs op bezoek was de premier hierover geen vragen gesteld omdat gewoon werd nagelaten hem te informeren over dat project.

Ik kom nu tot de strijd tegen de werkloosheid. De premier verwijst graag naar de hogere economische groei in België, in vergelijking met onze buurlanden. Helaas heeft hij het niet aangedurfd ook de werkloosheidscijfers te vermelden. In België bedraagt de werkgelegenheidsgraad gemiddeld 61,1%. Dat is heel ver van de 70% waartoe diezelfde premier zich in 2000 in Lissabon heeft geëngageerd. In Duitsland bedraagt de werkgelegenheidsgraad 64,4%, in Nederland 73,2%. In de leeftijdscategorie tussen 55 en 64 jaar bedraagt de werkgelegenheidsgraad in ons land 31,8%, wat dramatisch laag is. In Duitsland is dat 45,4% en in Nederland 46,1%. Onze jobachterstand tegenover andere Europese landen neemt eerder toe dan af. De jeugdwerkloosheid bedroeg in 2000 15%, nu is dat 21%. De werkloosheid onder niet-EU-burgers bedraagt nog altijd 32%, de werkloosheid bij laaggeschoolden neemt alle dagen toe. De premier gaf zichzelf een 8 op 10 voor jobcreatie. Het zou maar erg zijn dat er geen jobcreatie was bij een groeiende arbeidsbevolking. Het is echter zorgwekkend dat die jobcreatie vooral plaats vindt in de ruime overheidssector. Een regering die de problemen niet erkent, zal ze ook niet aanpakken. Dat is volgens ons een van de redenen van de verzuring, van het onbehagen in onze samenleving. Werk is in de Westerse samenleving cruciaal voor de integratie in de samenleving. Werk geeft zin aan het leven, geeft mensen kansen om zich te ontplooiën, om iets te betekenen in de samenleving. Het gebrek aan werkgelegenheid is een absolute tekortkoming in het paarse

dans la politique violette. En attendant, le CD&V veut lutter contre le chômage et les pièges à l'emploi, renforcer l'activation des demandeurs d'emploi, stimuler les efforts de formation, augmenter la mobilité du marché du travail, cibler davantage les réductions de charges et garantir la participation de tous les groupes à l'emploi.

Le jour de la State of the Union, c'est-à-dire mardi dernier, la Fondation Roi Baudouin a présenté les résultats intermédiaires de l'enquête sur les revenus des allochtones en Belgique, à l'occasion de la journée mondiale de la lutte contre la pauvreté. Dans la déclaration du premier ministre, je n'ai entendu que peu de choses pour remédier à ce grave problème. Il ressort de l'étude de la Fondation Roi Baudouin que 10,16% des Belges autochtones disposent d'un revenu inférieur au seuil européen de pauvreté de 777 euros par mois, ce qui leur fait courir un risque très grand de sombrer dans la pauvreté. Notre présidente, qui est une experte de la pauvreté au niveau international, ne me contredira certainement pas. Le risque est encore plus important pour les allochtones : 55,6% des personnes d'origine marocaine et 58,9% des personnes d'origine turque courent un risque sérieux de sombrer dans la pauvreté. En outre, 38,7% des personnes d'origine turque et 25% des personnes d'origine marocaine doivent même s'en sortir avec moins de 500 euros par mois. Si nous conjuguons ces données avec la faible participation des allochtones à l'emploi – le moyen par excellence d'intégration dans notre société –, nous ne pouvons parler que d'une situation très grave. J'entends volontiers le premier ministre plaider pour la tolérance et pour une société ouverte. Nous soutenons tous cet objectif ; nous nous demandons seulement comment il peut être atteint, comment on peut créer les conditions visant à maintenir cette société et à faire en sorte que chacun y trouve sa place. La déclaration du premier ministre ne dit pratiquement rien sur la manière de s'attaquer énergiquement et concrètement à la question de la pauvreté et de l'intégration.

Enfin, je voudrais parler de la politique internationale. Le CD&V approuve lui aussi que la Belgique siège au Conseil de sécurité les deux prochaines années. Mais présenter cela comme le couronnement de notre engagement international, c'est en prendre à son aise avec la vérité. Celle-ci est beaucoup plus prosaïque. Deux sièges sont réservés au Conseil de sécurité pour la région à laquelle appartient notre pays. Au début, l'Australie, l'Italie et la Belgique étaient candidates. Voici quelques mois, l'Australie s'est retirée. Il n'y avait donc plus que deux candidats pour deux sièges. La Belgique tentera d'occuper cette place avec dignité. Présenter tout cela comme une grande victoire de la politique étrangère belge fait partie du show du gouvernement.

Le premier ministre affirme à juste titre que notre pays prend ses responsabilités sur la scène internationale en envoyant des troupes aux points chauds du monde. Cet engagement doit toutefois être respecté. Le gouvernement a promis des troupes supplémentaires pour l'Afghanistan. Il ne parvient cependant pas à tenir cette promesse à cause d'un désaccord en son sein. De telles fausses promesses affaiblissent notre position internationale.

Le Conseil de sécurité a un agenda imprévisible. Notre pays peut toutefois utiliser son siège pour mettre certains accents particuliers. J'applaudis lorsque la Belgique met en avant le

beleid. CD&V wil alvast de strijd tegen de werkloosheid en de activiteitsvallen opvoeren, de activering van de werkzoekenden versterken, de opleidingsinspanningen stimuleren, de mobiliteit van de arbeidsmarkt vergroten, de loonkostverlaging gericht maken en de participatie van alle groepen aan het arbeidsproces garanderen.

Uitgerekend op de dag van de *State of the Union*, vorige dinsdag, heeft de Koning Boudewijnstichting de tussentijdse resultaten voorgesteld van het onderzoek naar het inkomen van de allochtonen in België, naar aanleiding van de werelddag van verzet tegen armoede. Ik heb in de verklaring van de premier weinig gehoord om aan dit schrijnende probleem tegemoet te komen. Uit de studie van de Koning Boudewijnstichting blijkt dat 10,16% van de autochtone Belgen een inkomen heeft dat lager ligt dan de Europese armoedegrens van 777 euro per maand, waardoor ze een zeer groot armoederisico lopen. Onze voorzitter, die een armoede-expert is op internationaal niveau, zal me zeker niet tegenspreken. Het armoederisico is groter voor allochtonen: liefst 55,6% van de mensen van Marokkaanse herkomst en 58,9% van de mensen van Turkse afkomst lopen een ernstig armoederisico. 38,7% van de mensen van Turkse afkomst en 25% van de mensen van Marokkaanse herkomst moeten zelfs rondkomen met minder dan 500 euro per maand. Als we dat gegeven koppelen aan de lage participatie van allochtonen aan het arbeidsproces, het middel bij uitstek voor integratie in onze samenleving, kunnen we niet anders dan spreken van een schrijnende situatie. Ik hoor de premier graag pleiten voor verdraagzaamheid en voor een open samenleving. Wij staan allemaal achter die doelstelling, we vragen ons alleen af hoe ze kan worden ingevuld, hoe de voorwaarden kunnen worden gecreëerd om ervoor te zorgen dat die samenleving standhoudt en dat iedereen er zijn of haar plaats zou vinden. In de beleidsverklaring van de premier staat nauwelijks iets om de problematiek van armoede en integratie krachtadig en concreet aan te pakken.

Tot slot wil ik het hebben over het internationaal beleid. Ook CD&V is er voorstander van dat België zitting heeft in de Veiligheidsraad gedurende de komende twee jaar. Dit echter voorstellen als de bekroning van ons internationaal engagement is een loopje nemen met de waarheid. De waarheid is veel prozaïscher. Voor de regio waartoe ons land behoort zijn twee zitjes in de Veiligheidsraad voorbehouden. Aanvankelijk waren daarvoor Australië, Italië en België kandidaat. Australië heeft zich enkele maanden geleden teruggetrokken. Er waren dus nog maar twee kandidaten voor twee zitjes. België zal proberen op een waardige manier die plaats in te nemen. Dit voorstellen als een grote overwinning van het Belgische buitenlands beleid maakt deel uit van de show van de regering.

De eerste minister zegt terecht dat ons land zijn verantwoordelijkheid op internationaal vlak opneemt door troepen te sturen naar brandhaarden in de wereld. Dit engagement moet evenwel worden gerespecteerd. De regering beloofde extra troepen voor Afghanistan. Toch slaagde ze er niet in om deze belofte na te komen wegens onenigheid in de regering. Dergelijke loze beloftes verzwakken onze internationale positie.

De Veiligheidsraad kent een onvoorspelbare agenda. Toch kan ons land van zijn lidmaatschap gebruik maken om een

thème des enfants-soldats. Notre pays doit alors adapter sa propre législation, conformément à la résolution 1370 du Sénat. Notre pays compte toujours quelque septante jeunes âgés de 16 à 18 ans, disposant d'un statut militaire et étudiant à l'école militaire en tant que candidats officiers ou sous-officiers ; selon le droit international, ils tombent donc sous la définition des enfants-soldats. En cas de guerre ou d'attaque du territoire belge, ils ne sont plus protégés comme des citoyens mais deviennent une cible légitime selon le droit de la guerre. Il importe d'avoir une politique cohérente pour être crédible sur la scène internationale. J'espère qu'on profitera de la réforme en cours du statut du personnel militaire pour résoudre le problème des mineurs en formation. Dans les textes déjà connus du projet, on ne trouve malheureusement nulle trace de cette réforme. On peut par contre y lire un chapitre consacré aux aspirants sous-officiers.

Le Sénat a déjà pris position sur la résolution 1325 du Conseil de sécurité. Cette résolution se situe dans le droit fil d'une des trois priorités de la politique belge de coopération au développement, à savoir la participation des femmes à la paix et la lutte contre la violence sexuelle. Une fois de plus, la Belgique n'est pas un bon élève. Il n'existe toujours pas de plan d'action national, tel que recommandé dans la résolution 902 du Sénat. Le ministre des Affaires étrangères a déjà déclaré à plusieurs reprises qu'un groupe de travail interdépartemental serait créé, mais on en est toujours resté aux mots. La résolution 1325 insiste sur le fait que la Belgique, tant multilatéralement qu'unilatéralement, doit placer cette question à son agenda.

On insiste également sur un équilibre entre hommes et femmes dans la carrière diplomatique. Une fois de plus, la politique belge n'est pas à la hauteur.

Plus loin dans son introduction, le premier ministre affirme à juste titre que nous avons un engagement spécifique au Congo. Ces dernières années, nous avons fait de nombreux efforts pour accompagner la transition. Mais il faudra des efforts permanents. Nous devons en outre être tous très attentifs aux informations sur la situation actuelle au Congo, sur le second tour qui aura lieu dans quelques jours et surtout sur le processus postérieur à la transition. Nous savons que la situation financière actuelle du Congo est catastrophique. Les caisses de l'État sont vides, ce qui hypothèque une gestion de qualité et durable. Au nom de mon groupe, je voudrais insister sur le fait qu'une réduction inconditionnelle de la dette n'est pas possible. Il faudra des garanties que le montant de l'acquittement de la dette bilatérale sera effectivement utilisé au bénéfice de la population congolaise et pour accompagner une bonne gestion et une paix durable. On devra en effet aussi continuer à travailler dur, pendant les semaines et mois à venir, à la stabilisation de la paix au Congo. Des rumeurs font état d'une course aux armements galopante, ce qui montre clairement que la lutte contre les armes légères est prioritaire. Quels sont les efforts concrets, prévus dans le plan belge de soutien de la démocratie au Congo, visant à combattre cette course aux armements ? Je n'ai vu aucun engagement concret à ce sujet.

La vigilance et une politique proactive de prévention des conflits sont des conditions absolues pour empêcher une escalade de la situation au Congo en période préélectorale.

aantal eigen accenten te leggen. Ik juich toe dat België het thema van de kindsoldaten naar voren schuift. Ons land moet dan wel zijn eigen wetgeving aanpassen conform de aanbevelingen van resolutie 1370 van de Senaat. Ons land heeft nog altijd een zeventigtal jongeren tussen 16 en 18 jaar met een militair statuut die als kandidaat-officier of -onderofficier aan de militaire school studeren en dus volgens het internationaal recht onder de definitie van kindsoldaten vallen. In geval van oorlog of een aanval op het Belgische grondgebied worden ze niet als burgers beschermd, maar zijn ze volgens het oorlogsrecht een legitiem doelwit. Op internationaal vlak is een coherent beleid belangrijk om geloofwaardig te zijn. Ik reken erop dat van de hervorming van het statuut van het militair personeel, dat ook op stapel staat, gebruik wordt gemaakt om het probleem van de minderjarigen in opleiding op te lossen. In de al bekend geraakte ontwerp teksten is over die hervorming helaas geen spoor te vinden. Wel staat daarin een deel over de aspirant-onderofficieren.

De Senaat nam al een standpunt in over resolutie 1325 van de Veiligheidsraad. Die resolutie ligt in de lijn van één van de drie prioriteiten van het Belgische ontwikkelingsbeleid, namelijk de participatie van vrouwen aan de vrede en de strijd tegen seksueel geweld. Andermaal is België geen goede leerling. Een nationaal actieplan, zoals aanbevolen in resolutie 902 van de Senaat, is er nog steeds niet. De minister van Buitenlandse Zaken heeft al herhaaldelijk verklaard dat een interdepartementale werkgroep zou worden opgericht. Het blijft bij woorden. Resolutie 1325 dringt erop aan dat België, zowel multilateraal als unilateraal, deze problematiek op de agenda zou brengen.

Er wordt eveneens aangedrongen op een evenwicht tussen mannen en vrouwen bij de diplomatieke carrière. Eens te meer schiet het Belgisch beleid tekort.

De eerste minister stelt verder in zijn inleiding terecht dat we een specifiek engagement hebben in Congo. We hebben de voorbije jaren vele inspanningen gedaan om de transitie te begeleiden. Aanhoudende inspanningen zullen evenwel nodig blijven. Bovendien moeten we met zijn allen zeer alert zijn voor de berichten over de huidige toestand in Congo, over de tweede ronde die over een paar dagen plaatsvindt en vooral over het posttransitieproces. We weten dat de financiële toestand in Congo vandaag catastrofaal is. De staatskas is leeg. Dat legt een hypotheek op goed en duurzaam bestuur. Namens mijn fractie wil ik benadrukken dat een onvoorwaardelijke schuld kwijtschelding niet kan. Er zullen garanties moeten komen dat het bedrag van de kwijtschelding van de bilaterale schuld effectief wordt aangewend ten dienste van de Congolese bevolking en ter begeleiding van goed bestuur en duurzame vrede. Ook aan de stabilisatie van vrede in Congo zal de komende weken en maanden immers hard moeten worden voort gewerkt. Er zijn geruchten over de toenemende wapenwedloop. Dat maakt meteen ook duidelijk dat de strijd tegen de lichte wapens prioritair is. Wat zijn in het Belgisch plan ter ondersteuning van de democratie in Congo de concrete inspanningen om die wapenwedloop tegen te gaan? Ik heb daarover geen concrete engagementen gezien.

Alertheid en een proactief conflictpreventiebeleid zijn absolute voorwaarden om de toestand in Congo niet te laten escaleren in de periode na de verkiezingen. Ook hier laat de

Dans ce cas aussi, le gouvernement laisse passer des occasions : la répartition des compétences entre deux ministres et plusieurs administrations empêche une bonne politique de prévention des conflits. Il y a trop d'acteurs et trop de projets. Les moyens sont éparpillés. Notre pays excelle sur une petite échelle et ne peut peser efficacement. C'est pourquoi le CD&V plaide pour une seule administration, une seule ligne budgétaire et un seul ministre responsable pour les interventions de prévention des conflits et de paix. On éviterait ainsi l'éparpillement des compétences, des moyens et du savoir-faire. Notre engagement en Afrique sub-saharienne devra être très fortement intensifié. Les images choquantes de jeunes réfugiés qui fuient l'Afrique par la mer afin de chercher en Europe un véritable avenir doivent nous faire prendre conscience que nos efforts pour aider l'Afrique à sortir de la pauvreté extrême et pour promouvoir la paix doivent être davantage prioritaires. Si nous voulons y travailler, cela doit notamment aussi se traduire dans les efforts financiers en faveur de la coopération au développement. On fait à nouveau des promesses dans la déclaration politique mais celui qui connaît le dossier sait qu'elles sont tout simplement mensongères, comme le montrent les chiffres relatifs à l'engagement d'atteindre les 0,7%. Le gouvernement annonce fièrement qu'il entend consacrer, en 2007, 0,55% du RNB à la coopération au développement. En 2005, il s'agissait de 0,53% du RNB. Cela signifie une augmentation de seulement 0,02% en deux ans. Si on maintient ce rythme, nous n'atteindrons à mon sens la norme de 0,7% qu'en 2022.

M. Wille affirme que ces dernières années, des efforts budgétaires plus importants que prévus ont été faits. Mais il se tait dans toutes les langues sur le fait que 20 à 30% du budget total de l'aide au développement ne consistent qu'en un simulacre d'aide. Outre l'accueil des demandeurs d'asile, l'assainissement de l'Office national du Ducroire et les mesures prises pour atteindre les normes de Kyoto, la plus grande partie de ce simulacre d'aide se compose de réductions de dettes. Ainsi, en 2005, les réductions de dette accordées au Nigeria et à l'Irak ont englouti à elles seules 20% du budget. Pas un euro de ce montant n'a été réellement investi dans le Sud. Ceci hypothèque lourdement la croissance vers les 0,7%.

Dès 2008, lorsque les réductions de dettes seront entièrement asséchées, le gouvernement devra rechercher, en compensation, de nouveaux moyens budgétaires, outre l'augmentation de 0,05 points de pour-cent prévue par le scénario de croissance.

Bref, après les élections de l'année prochaine, d'importantes corrections devront être apportées, comme pour de nombreux autres postes budgétaires.

En politique, il ne suffit pas d'être un bon artiste. C'est même dangereux. Ce dont nous avons besoin aujourd'hui, ce sont des femmes et des hommes politiques sérieux qui voient les problèmes de la société et s'y attaquent !

M. Philippe Mahoux (PS). – Nous avons été particulièrement attentifs à la déclaration de politique générale du premier ministre. Dans un cadre souvent convenu, nous allons exprimer nos motifs de satisfaction. Comme à la Chambre, notre groupe soutiendra le

regering kansen liggen: de bevoegdheidsverdeling over twee ministers en meerdere administraties verhindert een goed conflictpreventiebeleid. Er zijn te veel actoren en te veel projecten. De middelen zijn versnipperd. Ons land blinkt uit in kleinschaligheid en kan niet efficiënt wegen. CD&V pleit daarom voor één administratie, één budgetlijn en één verantwoordelijke minister voor de interventies inzake conflictpreventie en vrede, waardoor eindelijk de versnippering van bevoegdheden, middelen en knowhow wordt tegengegaan. Ons engagement voor Subsaharaans Afrika zal heel sterk moeten worden opgedreven. De schokkende beelden van jonge bootvluchtelingen die Afrika ontvluchten om in Europa op zoek te gaan naar een echte toekomst moeten ons ervan bewust maken dat onze inspanningen om Afrika uit de extreme armoede te helpen en er de vrede te bevorderen veel hoger op onze agenda moeten staan. Als we daar werk van willen maken moet dat onder meer ook blijken uit de financiële inspanning voor ontwikkelingssamenwerking. Opnieuw worden in de beleidsverklaring beloftes gemaakt waarvan iemand die het dossier kent, weet dat ze gewoon leugenachtig zijn. Dat blijkt uit de cijfers met betrekking tot de 0,7%-verbintenis. De regering kondigt fier aan dat ze met 0,55% van het BNI voor ontwikkelingssamenwerking in 2007 op schema zit om in 2010 de 0,7%-norm te halen. In 2005 was dat 0,53% van het BNI. Dit betekent een stijging van slechts 0,02% in twee jaar tijd. Als dit tempo wordt aangehouden, bereiken we volgens mijn berekeningen de 0,7%-norm pas in 2022.

De heer Wille zegt dat de voorbije jaren zwaardere budgettaire inspanningen werden gedaan dan gepland. Hij zwijgt wel in alle talen over het feit dat 20 tot 30% van de totale begroting voor ontwikkelingshulp uit schijnhulp bestaat. Naast de opvang van asielzoekers, de sanering van de Nationale Delcredere dienst en de maatregelen in het licht van de Kyotonorm, bestaat het grootste deel van die schijnhulp uit schuldkwijtscheldingen. Zo slokten in 2005 de schuldkwijtscheldingen aan Nigeria en Irak alleen al 20% van de begroting. Niet één euro daarvan werd daadwerkelijk in het Zuiden geïnvesteerd. Dat legt een zware hypotheek op het groeipad naar de 0,7%.

Vanaf 2008, wanneer de schuldkwijtscheldingen volledig zullen zijn opgedroogd, zal de regering ter compensatie nieuwe budgettaire middelen moeten zoeken, naast de door het groeipad voorziene stijging met 0,05 procentpunt.

Kortom, na de verkiezingen van volgend jaar zal sterk bijgestuurd moeten worden zoals dat ook voor vele andere begrotingsposten het geval zal zijn.

In de politiek volstaat het niet een goed kunstenaar te zijn, het is zelfs gevaarlijk. Wat we vandaag nodig hebben, zijn ernstige politici die de problemen in de samenleving zien en ze ook aanpakken!

De heer Philippe Mahoux (PS). – *We hebben zeer aandachtig geluisterd naar de beleidsverklaring van de eerste minister. Net als in de Kamer zal mijn fractie de regering steunen.*

Met de begroting 2007 zal de koopkracht van de burgers en

gouvernement.

Le budget 2007 renforcera le pouvoir d'achat de nos concitoyens et surtout celui des plus vulnérables d'entre eux. Grâce à un contrôle strict des dépenses ainsi qu'à de nouvelles recettes, autres que celles qui grèvent le facteur « travail », des excédents ont pu être dégagés pour faire face aux défis que devra immanquablement rencontrer notre système de sécurité sociale, comme la problématique particulière du vieillissement.

En effet, au fonds « vieillissement » déjà existant, le gouvernement a ajouté un fonds dans le secteur des soins de santé. Le groupe socialiste adhère donc pleinement à cette politique qui assure sans conteste la pérennité de notre système de sécurité sociale.

En outre, des corrections sociales importantes se concrétisent dans l'immédiat.

Le contrat de solidarité entre générations avait prévu la base légale du mécanisme d'adaptation au bien-être des prestations sociales. Cette mesure est maintenant une réalité et nous nous en félicitons tout particulièrement.

L'accès à l'emploi reste à nos yeux l'élément essentiel d'intégration dans notre société. Plus qu'une allocation sociale, les demandeurs d'emploi réclament avant tout le droit au travail. Le gouvernement a été attentif à ce dossier. En effet, indépendamment de la polémique en cours et du référent statistique utilisé alternativement par la majorité et l'opposition, Eurostat relève que depuis 2003, quelque 157.000 nouveaux emplois ont été créés en termes nets.

Je le répète, ces données sont critiquées en fonction du choix des analystes pour évaluer le nombre d'emplois créés. Pour ma part, je suis assez sensible aux arguments du premier ministre qui préfère placer la barre haut et se faire reprocher de ne pas l'avoir complètement atteinte plutôt que d'avoir de faibles ambitions et de se satisfaire d'une attitude moins volontariste. La comparaison des critères d'analyse permet d'apprécier la réalité. En tout état de cause, soulignons qu'il faut poursuivre dans cette démarche volontariste, sachant que celle-ci implique de mobiliser toutes les énergies pour que les objectifs ambitieux soient atteints.

Pour nous, il a toujours été hors de question de remettre en cause les principaux mécanismes de solidarité. Nous restons convaincus qu'une protection sociale optimale renforce une gestion rigoureuse des deniers publics. Le secteur des soins de santé, en particulier, montre actuellement que ce soutien des mécanismes de solidarité est une réussite.

Nous approuverons donc, sans réserve, l'avancée sociale majeure que constitue l'extension du statut VIPO à d'autres ayants droits. Cela nous amènera à une conversion de vocabulaire puisque le terme VIPO sera remplacé par OMNIO. Cette transformation, qui n'est pas que sémantique, permettra à 100.000 familles à bas revenus et fragilisées de bénéficier désormais d'un statut préférentiel.

Le gouvernement annonce une politique sociale qui rencontre bon nombre de nos préoccupations. J'épinglerai au passage quelques mesures significatives : le financement de l'augmentation du salaire minimum interprofessionnel, l'augmentation des pensions les plus modestes, la création d'un fonds visant à indemniser les victimes de l'amianté,

vooral die van de meest kwetsbaren worden versterkt. Dankzij een strikte controle van de uitgaven en dankzij nieuwe inkomsten, die niet langer arbeid belasten, zal een overschot kunnen worden gecreëerd. Hiermee zullen de uitdagingen waarmee het socialezekerheidssysteem zal worden geconfronteerd, zoals de vergrijzing, kunnen worden aangepakt.

De regering heeft aan het al bestaande Zilverfonds een Zilverzorgfonds toegevoegd. De PS staat volledig achter dat beleid, dat het voortbestaan van ons socialezekerheidssysteem waarborgt.

Ook zullen op korte termijn belangrijke sociale correcties worden aangebracht.

In het Generatiepact werd een mechanisme voor de welvaartsaanpassing van de sociale uitkeringen overeengekomen. De wettelijke basis is inmiddels gelegd.

Toegang tot de arbeidsmarkt is volgens ons essentieel voor de integratie in de samenleving. Werkzoekenden eisen in de eerste plaats recht op werk en niet enkel op een uitkering. De regering heeft dat dossier ter harte genomen. Los van de polemieken en de statistische referenties die meerderheid en oppositie gebruiken heeft Eurostat bevestigd dat er sinds 2003 netto 157.000 jobs zijn bijgekomen.

Verschillende analisten kiezen verschillende methodes om het aantal gecreëerde jobs te evalueren, waardoor er kritiek kan zijn op de bovenvermelde gegevens. Ik volg de eerste minister, die verkiest de lat hoog te leggen, met het risico te worden verweten dat hij de doelstelling niet helemaal heeft gehaald, in plaats van zich tevreden te stellen met een minder ambitieuze aanpak. Een vergelijking van de analysecriteria moet een inschatting van de realiteit mogelijk maken. De voluntaristische aanpak moet hoe dan ook worden voortgezet. Daarbij moet alles in het werk worden gesteld om de ambitieuze doelstellingen te halen.

Voor ons mochten de belangrijkste solidariteitsmechanismen alleszins niet op de helling worden gezet. We blijven ervan overtuigd dat een optimale sociale bescherming een efficiënt beheer van het overheidsgeld versterkt. Vooral in de sector van de gezondheidszorg wordt aangetoond dat het behoud van de solidariteitsmechanismen een succes is.

Een andere sociale vooruitgang is de uitbreiding van het WIGW-statuut tot andere rechthebbenden. WIGW wordt voortaan OMNIO. Hierdoor zullen 100.000 gezinnen met een laag inkomen vanaf nu een voorkeursstatuut krijgen.

De regering kondigt een sociaal beleid aan dat aan heel wat van onze bekommernissen tegemoet zal komen. De belangrijkste maatregelen zijn: de financiering van de verhoging van het interprofessioneel minimumloon, de verhoging van de laagste pensioenen, de oprichting van een asbestfonds, de uitbreiding van de maximumfactuur voor de chronische ziektes, een betere terugbetaling van pijnstillers en moderne actieve verbanden, die zeer duur zijn, maar zeer efficiënt in de bestrijding van chronische wonden.

Tijdens deze regeerperiode heeft mijn fractie gewezen op het belang van de pijnbestrijding en van die zeer dure verbanden. Het verheugt ons dat de regering met onze bekommernissen rekening houdt.

l'élargissement du maximum à facturer relatif aux maladies chroniques – vous savez combien la prise en compte des maladies chroniques est fondamentale dans un système de solidarité –, un meilleur remboursement des médicaments anti-douleur et des pansements actifs modernes, extrêmement coûteux mais efficaces pour les plaies chroniques.

Au cours de cette législature, notre groupe a eu l'occasion d'intervenir à plusieurs reprises, tant sur la lutte contre la douleur que sur ces pansements fort coûteux. Nous nous réjouissons donc que le gouvernement ait rencontré ces préoccupations.

J'ajoute encore la prise en compte des frais de déplacement pour les parents d'enfants cancéreux hospitalisés. Ces situations sont extrêmement dramatiques sur le plan humain et impliquent des dépenses parfois insupportables pour les familles. Nous voulons donc saluer de manière particulière ces prises en compte dans le cadre de la sécurité sociale.

Un autre point de satisfaction concerne la décision du gouvernement d'augmenter le revenu d'intégration sociale et d'assurer sa liaison au bien-être. Concrètement, en deux législatures, le revenu d'insertion sociale aura augmenté de 10%, comme le gouvernement l'avait d'ailleurs promis en 1999.

Relevons, dans la palette des mesures sociales, les positions prises par le gouvernement en matière d'accès au logement : le droit au logement est certes inscrit dans notre constitution mais cela ne suffit pas pour qu'il devienne une réalité. Un nombre croissant de personnes rencontrent des difficultés majeures à acquérir un bien immobilier ou à prendre un logement en location. Cette démarche devient hors de portée pour les plus pauvres. Nous saluons les efforts réalisés par le gouvernement pour aboutir à des avancées significatives en la matière.

En tant que socialistes, nous saluons donc ce qui a été obtenu. Nous continuons à être attentifs – je sais que nos représentants au gouvernement le sont de manière particulière – à ce que les mesures prises soient suivies d'effets, soient contrôlées et que l'on progresse encore dans cette direction.

Sans l'économie, les mesures sociales se révèlent parfois inapplicables. Or, on constate que notre économie connaît un indice de croissance supérieur à celui de la moyenne des pays voisins. C'est un élément important, qui doit être souligné et qui est déterminant. Pour la cinquième fois consécutive notre pays réalisera de meilleurs scores dans la zone euro.

À cet égard, le renforcement de la collaboration fiscale entre les différents niveaux de pouvoir devrait aviver encore davantage la compétitivité de notre pays. J'ai lu que le budget de la Région wallonne avait été proposé hier au gouvernement et qu'il s'inscrivait dans une direction de cette nature. Je pense qu'au fédéral également on peut s'en réjouir.

Dans ce contexte, nous pouvons également nous réjouir de ce que le taux de faillite des entreprises ait diminué de quatorze pour cent par rapport à l'année dernière tandis que notre pays enregistre cette année la création de 33.000 nouvelles entreprises.

Point de triomphalisme cependant : cette bonne santé économique n'entraîne malheureusement pas de manière automatique la disparition de la précarité pour une bonne

Een ander punt zijn de verplaatsingskosten voor ouders van gehospitaliseerde kankerpatiëntjes. Het gaat hier niet alleen om drama's op menselijk vlak, ze brengen soms ook onoverkomelijke uitgaven voor de gezinnen met zich mee. Het verheugt ons dat hiermee rekening wordt gehouden in de sociale zekerheid.

Voorts wordt het leefloon opgetrokken en aan de welvaart aangepast. Na twee regeerperiodes zal het leefloon met 10% zijn gestegen, zoals de regering in 1999 trouwens had beloofd.

Ook inzake huisvesting heeft de regering positieve maatregelen genomen: het recht op wonen is in de Grondwet ingeschreven, maar dat betekent nog niet dat het een realiteit is. Steeds meer mensen hebben het zeer moeilijk om een onroerend goed te kopen of een woning te huren.

Als socialisten zijn we blij met wat we hebben bereikt. We zullen erop toezien dat de genomen maatregelen worden uitgevoerd en worden gecontroleerd en dat verdere stappen in de goede richting worden gedaan.

Sommige sociale maatregelen kunnen slechts worden gerealiseerd mits de economie goed draait. Onze economie heeft een hoger groeipercentage dan het gemiddelde in onze buurlanden. Dat is zeer belangrijk. Voor het vijfde opeenvolgende jaar zal ons land een van de beste scores in de Eurozone behalen.

Het concurrentievermogen van ons land zal nog worden verhoogd door een betere fiscale samenwerking tussen de verschillende beleidsniveaus. Gisteren werd de Waalse begroting voorgesteld en die gaat dezelfde richting uit. Dat moet ook op federaal vlak tot tevredenheid stemmen.

Ook positief is dat de faillissementsgraad het afgelopen jaar met 14% is gedaald tegenover het jaar daarvoor. Tegelijkertijd werden in ons land dit jaar 33.000 nieuwe ondernemingen opgericht.

Ondanks die gezonde economie blijft de situatie voor heel wat medeburgers precair.

We moeten het socialezekerheidssysteem dat gebaseerd is op het principe van de verantwoorde solidariteit en dat een verzoening van sociale maatregelen en een concurrerende economie mogelijk maakt, verdedigen en versterken.

Niet alleen op economisch vlak, ook inzake leefmilieu is de toestand precair. De standpunten van Al Gore stemmen dan ook overeen met onze bekommernissen.

Ons Kyotoplan gaat niet ver genoeg. Dat moeten we durven zeggen. Er is nood aan nieuwe instrumenten om de catastrofale opwarming van de aarde aan te pakken. Hierbij vestigen we onze hoop op de internationale rol van België.

Zoals de eerste minister onderstreepte is die internationale rol belangrijk: met de aanwezigheid van troepen in Libanon, Afghanistan en Congo wil België een bijdrage leveren aan de democratische en sociale ontwikkeling van die landen en vermijden dat nieuwe conflicten uitbreken.

We kunnen dan ook enkel maar instemmen met het voornemen van de regering om tegen 2010 0,7% van het BBP aan ontwikkelingssamenwerking te besteden. Een verhoging van de budgettaire middelen voor ontwikkelingssamenwerking is

partie de nos concitoyens.

Nous devons continuer, inlassablement, à défendre et améliorer le système de sécurité sociale basé sur le principe de la solidarité responsable et permettant de concilier des mesures sociales et une économie compétitive.

La précarité n'est pas seulement économique, elle est également environnementale et, puisque tout le monde fait référence à la visite de M. Al Gore et à ses prises de positions, disons que celles-ci reflètent nos préoccupations.

Osons le dire, notre plan Kyoto nous semble insuffisant. Nous devons mettre en place, ensemble, de nouveaux instruments pour lutter contre le phénomène désastreux du réchauffement planétaire et nous plaçons beaucoup d'espoir, à cet égard, dans le rôle international que joue la Belgique.

Ce rôle international est important. Le premier ministre l'a souligné : la présence de nos troupes armées, entre autres, au Liban, en Afghanistan et au Congo vise à contribuer au développement démocratique et social de ces pays et à éviter le déclenchement de nouveaux conflits.

La volonté du gouvernement belge de consacrer, d'ici 2010, sept dixièmes de pour cent du PIB à la coopération au développement rencontre dès lors notre approbation. Nous considérons que dans les relations entre le Sud et le Nord de la planète, dans les relations entre les pauvres et les nantis, ou considérés comme tels, l'augmentation des moyens budgétaires à l'aide au développement est une nécessité absolue.

Mais si elle est soucieuse de la sécurité à l'étranger, la Belgique doit également se préoccuper de celle de ses propres citoyens dans notre pays. Je terminerai donc cette brève intervention en évoquant les mesures gouvernementales relatives à la Justice et aux Affaires intérieures.

Dans sa déclaration, le premier ministre relève, avec émotion, la violence croissante à l'égard des victimes innocentes.

C'est en pensant à ces victimes que nous apprécions les efforts consentis par le gouvernement en matière de Justice et, notamment, l'accent qui a été mis sur l'opportunité de la peine et sur la réinsertion.

Sans approfondir ici en détail les dispositions proposées, il nous paraît cependant évident que certaines constituent des mesures synthétisant deux valeurs qui nous sont chères, à savoir l'humanisme duquel le système carcéral doit aussi faire la preuve et la sécurité de nos concitoyens.

Je soulignerai donc, malgré les échos parfois discordants sur les possibilités de mise en application, les mesures suivantes : la création des tribunaux d'application des peines, sujet que nous avons largement discuté au Sénat et particulièrement en commission de la Justice, l'augmentation de l'usage des bracelets électroniques et l'amélioration des conditions carcérales, notamment par l'engagement de nouveaux agents pénitentiaires.

Dans le même registre d'idées, le groupe socialiste prend note de la volonté gouvernementale de vouloir renforcer les forces de police, spécialement les forces de police locale. Nous espérons donc que l'effectif promis de 3.200 policiers supplémentaires sera complet pour la fin de la législature.

absoluut noodzakelijk in de betrekkingen tussen Noord en Zuid, tussen armen en rijken.

België moet niet alleen aandacht hebben voor de internationale veiligheid, maar ook voor de veiligheid van de eigen burgers. Ik zal ten slotte dan ook stilstaan bij de maatregelen inzake Justitie en Binnenlandse Zaken.

De eerste minister had het over het toenemende geweld tegen onschuldige slachtoffers.

In die context steunen we de maatregelen van de regering inzake Justitie. We zijn vooral verheugd over de nadruk die wordt gelegd op de opportuniteit van de straf en de resocialisatie.

In sommige van die maatregelen vinden we een synthese terug van twee waarden die ons na aan het hart liggen: het humanisme, dat ook in het gevangeniswezen aanwezig moet zijn, en de veiligheid van onze medeburgers.

Ik denk hierbij aan de volgende maatregelen: de oprichting van de strafuitvoeringsrechtbanken, waarover in de Senaat en vooral in de commissie voor de Justitie uitvoerig is gedebatteerd, de uitbreiding van het elektronisch toezicht en de verbetering van de situatie in de gevangnissen, met name door de aanwerving van nieuwe penitentiaire agenten.

De PS-fractie neemt ook nota van het voornemen van de regering om de politie, en vooral de lokale politie te versterken. We hopen dat de belofte van 3.200 extra politieagenten tegen het einde van de regeerperiode zal worden ingelost.

Die agenten kunnen worden ingezet om de bescherming van de burgers te verbeteren en om de aanwezigheid op het terrein te vergroten. Ze kunnen zich bezighouden met hun hoofdopdracht, die van nabijheidspolitie, zonder de bijkomende opdrachten te moeten vervullen die de federale politie hun al te vaak oplegt.

In de beleidsverklaring wordt duidelijk een versterking van de sociale bescherming in al haar facetten en een beheersing van de openbare uitgaven aangekondigd. Bijzondere aandacht gaat naar de veiligheid van onze medeburgers en naar de uitdagingen op internationaal en milieuvlak.

Er wordt niet van ons verwacht dat wij vertrouwen geven aan de regering, dat is de taak van de Kamer. We zullen een eventuele eenvoudige motie ondertekenen, maar niet zonder voorbehoud. Dat doen we trouwens nooit.

Dat vertrouwen houdt in dat we de regering tot het einde van de regeerperiode met een waakzaam oog zullen volgen; dat is de opdracht van de wetgevende macht tegenover de uitvoerende macht.

Ces agents pourront ainsi se consacrer davantage à la protection des citoyens, renforcer leur présence sur le terrain et remplir leur mission de proximité, une des tâches essentielles des zones de police locale, sans devoir réaliser les tâches complémentaires sollicitées de manière trop régulière par la police fédérale.

Le texte soumis à notre examen annonce clairement le renforcement significatif de la protection sociale dans tous ses aspects et la maîtrise des dépenses publiques. Une attention particulière est également accordée à la sécurité de nos concitoyens et aux défis internationaux et environnementaux.

Il ne nous revient pas d'accorder la confiance au gouvernement, c'est là le rôle de la Chambre. Si une motion pure et simple est déposée – ce qui ne manquera pas d'être le cas – nous la signerons, mais ce ne sera toutefois pas sans réserve ; on n'accorde d'ailleurs jamais sa confiance sans réserve.

Cette confiance impliquera un suivi et une vigilance jusqu'au terme de cette législature, suivi et vigilance que tout parlementaire doit avoir à l'égard de l'exécutif.

M. Bart Martens (SP.A-SPIRIT). – *Je me limiterai aux mesures relatives à la réforme fiscale et à la politique énergétique.*

La Belgique est championne d'Europe de l'imposition de ce qui est bon pour la société. L'emploi n'est nulle part ailleurs autant imposé que dans notre pays.

Par contre, elle se situe en queue de peloton en ce qui concerne l'imposition de ce qui est nocif pour la société. L'utilisation de matières premières nuisibles à l'environnement n'est quasiment pas taxée dans notre pays.

Le gouvernement essaye de corriger cette anomalie dans la nouvelle déclaration de politique.

La déclaration gouvernementale comprend également un important chapitre sur l'écofiscalité. La déductibilité fiscale des initiatives visant à économiser l'énergie est revue à la hausse. C'est positif. De telles mesures peuvent contribuer fortement à la réduction de notre facture énergétique.

L'utilisation d'emballages non recyclables sera également plus fortement taxée. Cette mesure a été accueillie avec beaucoup de scepticisme. Un système de taxation différenciée des matériaux des emballages primaires a cependant donné d'excellents résultats au Danemark.

FOST Plus, l'industrie du conditionnement et même le ministre flamand de l'Environnement font peu de distinction entre le recyclage et le produit. Le fait qu'un emballage peut être totalement ou en grande partie recyclé ne signifie pas que celui-ci n'est pas nocif pour l'environnement. Toutes les analyses relatives au cycle de vie montrent que les conditionnements en verre recyclable sont encore très nocifs pour l'environnement et ce, bien qu'ils soient recyclés à concurrence de 80 à 90%.

Une taxation différenciée des matériaux d'emballage pourrait nous conduire à substituer aux emballages nuisibles à l'environnement des emballages moins polluants. Nous apporterions ainsi une contribution supplémentaire à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et autres substances polluantes, ce qui ne peut être que profitable à

De heer Bart Martens (SP.A-SPIRIT). – Ik beperk mij tot de maatregelen inzake de fiscale hervorming en het energiebeleid.

België is Europees koploper in het belasten van wat goed is voor de maatschappij. Arbeid wordt in geen enkel OESO-land zo zwaar belast als in België. De arbeidskosten zijn dan ook dermate hoog dat de werkgelegenheid hieronder lijdt. Het is zeer duur om laaggeschoolden aan te werven.

Tegelijkertijd bengelt België aan de staart van het Europese peloton inzake de belastingen op wat slecht is voor de maatschappij. Het milieubelastend grondstoffengebruik wordt in ons land bijna niet belast.

De regering probeert die scheefftrekking in de nieuwe beleidsverklaring recht te zetten. Ploegenarbeid wordt goedkoper en de loonkosten voor onderzoekers worden verder verlaagd. Dat moet ons land op de weg zetten naar een duurzame kenniseconomie en naar de activering van veel meer mensen.

De beleidsverklaring bevat ook een belangrijk hoofdstuk over ecofiscaliteit. De fiscale aftrekbaarheid van investeringen in energiebesparende initiatieven wordt verhoogd. Dat is positief. Mensen die energie willen sparen en het milieu willen ontzien, worden beloond. Met dergelijke maatregelen kunnen onze energieverslaving en onze energieverpilling een halt worden toegevoerd. Wie zijn huis beter isoleert, wie zijn oude stoorketel door een moderne condensatieketel vervangt of wie fotovoltaïsche zonnepanelen plaatst, krijgt een extra fiscaal steuntje.

Ook het gebruik van verpakkingsafval zal hoger worden belast. Die maatregel is op heel wat scepsis onthaald. Nochtans heeft een vergelijkbaar systeem van gedifferentieerde belastingen op primaire verpakkingsmaterialen in Denemarken mooie resultaten opgeleverd. Producenten brengen daar minder verpakkingsmaterialen op de markt en milieubelastende verpakkingen worden door minder belastende verpakkingen vervangen.

l'environnement.

J'espère toutefois que cette taxe ne rapportera pas autant que prévu et qu'elle incitera les entreprises à utiliser moins d'emballages et à en mettre de nouveaux sur le marché.

Il ne me semble pas juste de qualifier cette taxe de pure mesure de financement. Il s'agit d'une taxe qui doit réguler et corriger les comportements. Je regrette par conséquent la réaction de l'industrie de l'emballage et de l'industrie alimentaire qui veulent faire croire qu'elles n'ont pas le choix et qu'elles ne portent pas de responsabilité sociale. Leurs calculs me semblent tout à fait exagérés. Selon les pronostics du gouvernement fédéral, la taxation devrait rapporter 300 à 350 millions d'euros, c'est-à-dire 30 euros par habitant. Proclamer qu'elle coûtera 200 euros par famille est vraiment faire preuve de mauvaise volonté.

Quoi qu'il en soit, nous soutenons totalement la réforme fiscale annoncée dans la déclaration gouvernementale. Nous devons effectivement imposer de moins en moins le travail et taxer ce qui est nocif dans cette société.

Je voudrais encore ajouter un mot sur la réforme du paysage de l'énergie de notre pays. La déclaration gouvernementale ne dit pas grand chose à ce sujet mais, à la tribune, le premier ministre a signalé qu'il y avait eu, durant les jours qui ont précédé la déclaration gouvernementale, concertation avec les grands patrons de Suez et Gaz de France qui, comme chacun le sait, envisagent une fusion qui pourrait avoir de lourdes conséquences sur la domination des acteurs sur nos marchés énergétiques, tant au niveau de la production et de la fourniture d'électricité que de la fourniture de gaz naturel.

Il est bon que la Commission européenne suive ce dossier avec circonspection pour éviter que la fusion ait un impact négatif pour le consommateur. Outre les engagements déjà pris par Suez et Gaz de France à l'égard de la Commission européenne, il est bon que notre pays ait essayé d'imposer des mesures supplémentaires.

Nous laissons donc le bénéfice du doute à la Pax Electrica bis, même si nous voudrions en connaître les termes précis. Jusqu'à présent, nous avons dû nous contenter d'informations diffusées par les médias. Nous devons veiller à ce que de tels accords n'entraînent pas un important déficit démocratique.

En ce sens, nous sommes encore quelque peu septiques parce que nous avons constaté que la première Pax Electrica – le premier accord volontaire entre Suez et le gouvernement fédéral – n'a été que partiellement exécutée. Selon cet accord, Suez se serait notamment engagée à ramener sa participation dans la gestion du réseau haute tension en deçà de la minorité de blocage et à offrir 500 mégawatts sur la bourse Belpex. Ils n'ont pas du tout respecté ces engagements ce qui, bien entendu, nous incite à craindre que le nouvel accord volontaire ne soit pas respecté.

L'accord comprend certains éléments positifs. Il est bon qu'il y ait trois acteurs à part entière sur le marché. Il est positif que la Pax Electrica bis mène à une opération de sauvetage du deuxième opérateur du marché – SPE – et qu'un troisième acteur puisse intervenir. C'est cependant insuffisant pour développer un marché de l'électricité compétitif. Nous devons veiller à la régulation des prix afin, d'une part, que les prix ne soient pas plus élevés pour le consommateur et, d'autre

FOST Plus, de verpakkingindustrie en zelfs de Vlaamse minister van Leefmilieu maken weinig onderscheid tussen het recyclage- en het productbeleid. Dat verpakkingmateriaal volledig of grotendeels kan worden gerecycleerd, betekent immers niet dat het gebruik niet milieubelastend is. Uit alle levenscyclusanalyses blijkt dat glazen wegwerpverpakkingen nog altijd zeer belastend zijn voor het milieu, ondanks het feit dat ze voor 80 tot 90% worden gerecycleerd.

Een gedifferentieerde belasting op verpakkingmaterialen kan ertoe leiden dat we milieubelastende verpakkingen door minder belastende vervangen. Op die manier leveren we een extra bijdrage tot de vermindering van de uitstoot van broeikasgassen en andere vervuilende stoffen. Dat kan ons milieu alleen maar ten goede komen.

Ik hoop alleen dat die belasting niet zoveel opbrengt als geprogrammeerd is. Dat zou immers betekenen dat de bedrijven onder invloed van de belasting inderdaad hun gedrag wijzigen in de plaats van de kosten integraal aan de consument door te rekenen. Hopelijk zullen bedrijven door deze belasting inderdaad minder en andere verpakkingen op de markt brengen.

Deze belasting afdoen als een pure financieringsheffing lijkt me niet juist. Het is een regulerende, gedragsturende heffing die resultaat moet opleveren en dat volgens mij ook zal doen. Ik betreur dan ook de reactie van de verpakking- en de voedingsindustrie, die de indruk wekken dat ze geen keuze hebben en geen maatschappelijke verantwoordelijkheid moeten dragen. Hun berekeningen lijken me helemaal overtrokken. Volgens de prognoses van de federale regering zal de belasting per jaar 300 tot 350 miljoen euro opleveren. Dat is zo'n 30 euro per inwoner. Om dat op te blazen tot een totaalbedrag van 200 euro per gezin, moet men toch van slechte wil zijn.

In elk geval geniet de fiscale hervorming die in de beleidsverklaring wordt aangekondigd, onze volle steun. We moeten inderdaad af van het belasten van arbeid en komen tot het belasten van wat slecht is in deze maatschappij, namelijk energieverstopping en negatieve invloed op het milieu.

Ik wil nog even ingaan op de hervorming van ons energielandschap. In de beleidsverklaring is daarover weinig of niets terug te vinden, maar de premier heeft er op dit spreekgestoelte wel op ingezoomd. In de dagen voorafgaand aan de beleidsverklaring is er nauw overleg geweest met de grote bazen van SUEZ en Gaz de France, die, zoals iedereen weet, een fusie plannen met grote gevolgen voor de dominantie van de spelers op onze energiemarkten, zowel op het vlak van de productie en levering van stroom als van de levering van aardgas.

Het is goed dat de Europese Commissie dit dossier met argusogen volgt en tracht te voorkomen dat de fusie voor de consument negatief uitpakt, omdat ze leidt tot minder keuze tussen verschillende concurrerende energieleveranciers en door afwezigheid van concurrentie tot het wegvallen van de neerwaartse druk op de prijzen. Het is ook goed dat ons land heeft geprobeerd bovenop de engagementen die SUEZ en Gaz de France al tegenover de Europese Commissie zijn aangegaan, nog bijkomende maatregelen af te dwingen.

Wij geven de Pax Electrica bis dus het voordeel van de twijfel, al zouden we wel graag de precieze inhoud ervan

part, que l'acteur dominant sur le marché ne puisse pas, du jour au lendemain, faire chuter les prix. Cela empêcherait de nouveaux investissements et rendrait toute concurrence impossible à terme.

Nous souhaitons que la lumière soit faite sur les termes précis de l'accord entre Suez et l'État fédéral. Si l'accord s'avérait insuffisant, nous nous réserverions le droit de poursuivre le travail réglementaire et de veiller à ce que la concurrence sur le marché soit garantie à l'avantage du consommateur et de l'environnement.

Si nous pouvons choisir entre la poursuite du monopole actuel avec des centrales électriques polluantes et de moins en moins sûres, maintenues en vie artificiellement, ou de nouveaux acteurs s'affrontant à jeu égal, de véritables investissements et la construction de centrales électriques performantes, nous choisissons la deuxième option. Nous espérons que la réforme du marché énergétique ne rendra pas la chose impossible.

M. Paul Wille (VLD). – *Jamais deux sans trois ! Si nous pouvions approuver le dernier budget du gouvernement à la fin de cette discussion, la rentrée serait encore plus importante. Depuis la réforme Dehaene-Tobback, ce n'est cependant plus la mission du Sénat. Le cœur de notre débat d'aujourd'hui n'est dès lors pas le même qu'à la Chambre.*

Pendant la déclaration gouvernementale, j'ai bien observé le langage corporel du premier ministre et des sénateurs, et j'ai fait une comparaison avec l'année dernière. Plusieurs choses sont frappantes.

Malgré son marathon nocturne, le premier ministre était remarquablement enthousiaste et en forme. Après la lecture de la déclaration, l'euphorie manifestée par certaines personnes dans cet hémicycle ces derniers mois avait

willen kennen. Tot nog toe moeten we daarvoor voortgaan op berichten in de media. We moeten er toch voor opletten dat dergelijke akkoorden niet leiden tot een enorm democratisch deficit. Nu is het de premier die herenakkoorden sluit op de canapé van de Wetstraat 16. We moeten ervoor zorgen dat die akkoorden ook afdwingbaar en duidelijk zijn en dat iedereen de inhoud ervan kent.

In die zin blijven we enigszins sceptisch, omdat we ook zien dat de eerste Pax Electrica, de eerste, vrijwillige overeenkomst tussen SUEZ en de federale regering, alles behalve volledig is uitgevoerd. Die eerste Pax Electrica kwam er na het overnamebod van SUEZ op alle Electrabel aandelen. Volgens die overeenkomst zou SUEZ zich bijvoorbeeld uit het beheer van het hoogspanningsnet terugtrekken tot onder de blokkeringsminderheid en een pakket stroom van 500 megawatt op de Belpexbeurs brengen. Die engagementen zijn nog helemaal niet nagekomen en dat doet uiteraard vrezzen voor de afdwingbaarheid van het nieuwe, vrijwillige akkoord.

Het akkoord omvat een aantal positieve elementen. Het is goed dat drie volwaardige spelers op de markt kunnen komen. Het is positief dat de Pax Electrica *bis* kan leiden tot een reddingsoperatie van de tweede speler op de markt, SPE, en dat er een derde speler kan komen. Dat zal evenwel niet voldoende zijn om een competitieve stroommarkt te ontwikkelen. We zullen voor prijsregulering moeten zorgen, zodat, enerzijds, de prijzen voor de consument niet hoger worden en, anderzijds, de dominante speler op de markt de prijzen van de ene dag op de andere niet volledig doet instorten. Dit zou als gevolg hebben dat nieuwe investeringen uitblijven en concurrentie op termijn onmogelijk wordt.

We wensen duidelijkheid over wat er nu precies is overeengekomen tussen SUEZ en de federale overheid. Mocht de overeenkomst onvoldoende blijken, dan houden we ons het recht voor om het regelgevend werk voort te zetten en ervoor te zorgen dat de concurrentie op de markt effectief gewaarborgd blijft, ten voordele van de consument en ten voordele van het milieu.

Als we de keuze hebben tussen de bestendiging van het bestaande monopolie met de kunstmatige levensduurverlenging van aftandse, vuile en steeds onveiligere wordende elektriciteitscentrales of een gelijk speelveld en een investeringsklimaat voor nieuwe spelers, effectief investeren en de bouw van performantere elektriciteitscentrales, dan kiezen we voor het tweede. We hopen dat de hervorming van de energiemarkt dat niet onmogelijk maakt.

De heer Paul Wille (VLD). – *Nooit twee zonder drie!* Mochten we op het einde van deze bespreking de laatste begroting van de regering kunnen goedkeuren, dan zou de rentree nog belangrijker zijn. Met de hervorming Dehaene-Tobback is dit echter niet meer de taak van de Senaat. Het spanningsveld van ons debat vandaag is dan ook anders dan dat van de Kamer.

Tijdens de beleidsverklaring heb ik de lichaamstaal van de premier en die van de collega's in de zaal goed bekeken. Ik heb ze geplaatst tegenover de lichaamstaal van het jaar voordien. Er zijn een paar opvallende dingen.

Ondanks het nachtelijke werk was de premier merkwaardig gezond en bevlogen. Nadat de verklaring was voorgelezen was de gelukzaligheid die ik de jongste maanden in dit

toutefois quasiment disparu.

Dans son exposé, la présidente du groupe CD&V n'a pas fait état d'une grande satisfaction. Elle a fait quelques comparaisons qu'elle aurait pu appliquer à elle-même, entre autres à propos de la coopération au développement, mais la majorité de ses arguments étaient plutôt pauvres.

M. Wouter Beke (CD&V). – *Les remarques de l'opposition sont aussi pertinentes que celles de toute une série de professeurs, tel votre ancien et renommé collègue Paul De Grauwe, qui ont démontré dans le Standard, arguments à l'appui, que ce budget ne tenait la route. Peut-être la communication non verbale de ces spécialistes, lorsqu'ils ont eu le budget sous les yeux, était-elle plus parlante encore que celle du premier ministre mardi.*

M. Paul Wille (VLD). – *Je propose à M. Beke de réagir à ce que je dis et non à ce que je dois dire, de donner son opinion sur mes propos et non sur ceux de quelques universitaires ratés qui ne sont quand même pas nos meilleurs amis et qui profitent de l'occasion pour dire des choses dont personne ne juge utile de vérifier le bien-fondé.*

En matière de crédibilité, je voudrais rappeler le grand expert du CD&V, l'ancien ministre des Finances Van Rompuy, qui dit chaque année que l'approche financière du gouvernement ne conduit nulle part et que la politique menée sera démasquée après un an. Il y a aussi des seconds couteaux comme M. Pieter De Crem, qui lancent des critiques à contenu purement émotionnel, lesquelles manquent leur but car la faillite annoncée ne se produit pas. Non seulement le gouvernement Verhofstadt a présenté chaque année un budget comme un tout, avec ses partisans et ses détracteurs, mais, de plus, le compte s'est avéré chaque fois exact un an plus tard. En matière de crédibilité et de responsabilité, l'exposé du premier ministre de mardi n'était donc pas si mauvais. Au contraire.

Le VLD n'essaiera pas de refaire le débat qui a eu lieu à la Chambre. Ce n'est pas nécessaire. Je ne veux toutefois pas dire par là que le Sénat n'a pas la carrure pour mener un débat de qualité. Nous devons profiter de l'occasion pour dire un certain nombre de choses.

Le groupe VLD estime, plus encore que les années précédentes, qu'il y a un équilibre budgétaire où nous pouvons parfaitement trouver notre compte en tant que démocrates libéraux. Gouverner ne consiste pas uniquement à énumérer des cadeaux ; il faut aussi prendre des mesures moins populaires. Certains partis, tant de la majorité que de l'opposition, le savent. D'autres partis, que ce soit volontairement ou non, n'ont pas encore expérimenté les avantages et les inconvénients du pouvoir. Cette fois, le budget est bien plus en équilibre que certains budgets antérieurs. Dès lors, notre groupe le soutiendra.

Nous sommes quasi au terme d'un parcours de huit ans de gestion violette.

Il n'est pas certain que les vainqueurs des sondages d'opinion d'aujourd'hui gagneront les élections au printemps. Entre les

halfroond bij een aantal mensen kon bespeuren en die we ons herinneren uit de periode van 'Mooi, het leven is mooi' nagenoeg verdwenen.

In de uiteenzetting van de fractievoorzitter van de CD&V was er geen sprake van grote tevredenheid. Ze maakte weliswaar een paar vergelijkingen die ze ook naar zichzelf had kunnen doortrekken, onder meer over ontwikkelingssamenwerking, maar haar meeste argumenten waren niet bijzonder inhoudelijk.

De heer Wouter Beke (CD&V). – De opmerkingen van de oppositie zijn even inhoudelijk als de opmerkingen van een hele reeks professoren, zoals uw notoire voormalige collega Paul De Grauwe, die in *De Standard* de begroting deskundig de grond hebben ingeboord. Ze stellen dat deze begroting absoluut niet duurzaam is. Misschien was de non-verbale communicatie van deze specialisten toen zij de begroting onder ogen kregen, nog veelzeggender dan de non-verbale communicatie van de premier dinsdag.

De heer Paul Wille (VLD). – Ik stel voor dat collega Beke reageert op wat ik zeg in plaats van op wat ik moet zeggen, en dat hij reageert op mij in plaats van op die paar mislukte academici, die toch al niet onze grootste vrienden zijn en die van de gelegenheid gebruik maken om zaken te zeggen waarvan nauwelijks iemand vindt dat ze op hun academische waarde moeten worden getoetst.

In verband met geloofwaardigheid wil ik trouwens herinneren aan de grote expert van de CD&V, gewezen minister van Financiën Van Rompuy, die jaar na jaar zegt dat de financiële benadering van de regering nergens toe leidt en dat na een jaar de ontmaskering van het beleid al zwart op wit zal blijken. Er zijn ook nog enkele gezellen-vazallen zoals de picadors à la Pieter De Crem, die nog eens mogen steken met argumenten die op emopolitiek berusten, maar die niet echt kwetsen omdat het aangekondigde falen geen werkelijkheid werd. De regeringen-Verhofstadt presenteerden niet alleen elk jaar een begroting als een geheel, met zijn voor- en tegenstanders, maar ook bleek na een jaar de rekening telkens te kloppen. Op het vlak van geloofwaardigheid en verantwoordelijkheid was de uiteenzetting van de premier van dinsdag dus niet zo slecht. Integendeel.

De VLD zal vandaag niet proberen het debat dat in de Kamer werd gevoerd, over te doen of er een afkooksel van te maken. Daar is geen behoefte aan. Ik wil daarmee echter helemaal niet zeggen dat de Senaat niet voldoende ruggengraat heeft om een degelijk debat te voeren. We moeten wel van de gelegenheid gebruik maken een aantal zaken te zeggen.

De VLD-fractie is van mening dat, meer nog dan vorige jaren, er een evenwicht in de begroting is waarin wij ons als liberaal-democraten zeer goed kunnen terugvinden. Een goed bestuur bestaat niet alleen uit het opsommen van cadeaus, maar ook uit minder populaire maatregelen. Dat is besturen. Sommige partijen, zowel uit de meerderheid als uit de oppositie, kennen dat. Andere partijen hebben, gewild of ongewild, de lusten en de lasten van het bestuur nog niet meegemaakt. Dit keer is de begroting veel evenwichtiger dan sommige vorige begrotingen. Onze fractie zal de begroting dan ook steunen.

Ik wil nog iets zeggen over paars besturen in een ruimer geheel. We staan bijna aan het einde van een rit van acht jaar

sondages de l'automne et les vraies élections, il y a encore un long et rude hiver. Espérons que le travail à effectuer persuadera de nombreuses personnes que le bilan de la gestion violette est positif.

Un groupe important de personnes, surtout celles qui sont dans le besoin, n'a certainement pas vu sa situation se détériorer. Les mesures en vue d'un progrès économique et social s'équilibrent parfaitement. Le Fonds de vieillissement et le Pacte des générations sont le résultat des décisions politiques de l'équipe actuelle. Les universitaires qui ne font pas de politique ou qui sont des observateurs politiques avisés voient en l'occurrence la preuve que le gouvernement a relevé les défis importants auxquels les générations futures seront principalement confrontées. Les retombées de ces mesures ne sont peut-être pas immédiatement perceptibles, mais des fonds devront y être affectés.

La gestion violette était et est garante d'une politique crédible dans les domaines économique et social. Cette politique se trouve à l'opposé de la nostalgie du village d'autrefois, soi-disant plus humain, évoquée par le ministre-président flamand dans son dernier livre. Il s'agit à mon sens d'une démarche conservatrice totalement opposée à notre conception des choses.

À nos yeux, le concept du village global est incontournable. Malgré la poussée de conservatisme au sein de la population, cette idée s'imposera partout au cours de la prochaine décennie. Le développement économique et l'individualisation bien comprise – et non le matérialisme – n'ont pas encore atteint leur point culminant. Il s'agit pour nous d'une individualisation incluant l'attention et le respect pour les besoins des milieux défavorisés de notre société.

On peut approcher les problèmes de la société de deux manières : soit on croit à la force et à la créativité de l'individu ainsi qu'au respect de chacun, soit on cède aux réflexes conservateurs et à l'immobilisme, et on se replie sur soi. Avec tout le respect pour M. Leterme, je pense qu'il a fait ce dernier choix.

Il est en effet beaucoup plus facile de céder aux tentations de l'immobilisme et d'opter pour un petit nombre de certitudes. En revanche, il faut beaucoup plus de courage pour suivre des chemins non balisés et chercher des alternatives. L'angoisse et la frustration ne peuvent dominer notre vision de l'avenir. Notre société change toujours plus vite et ne laisse ni le temps ni la place à la stagnation. Une seule voie est ouverte, celle qui est tracée par la volonté d'innover.

Je ne veux pas faire du triomphalisme, mais le libéralisme moderne, un mouvement progressiste qui croit dans les possibilités de chacun, nous indique cette voie. Nous avons foi dans la force et la plus-value apportée par chaque individu ainsi que dans leur union en vue du progrès social.

La vérité par excellence n'existe pas. Elle évolue. Cette conviction fait précisément la différence entre les conservateurs de droite, les progressistes et les libéraux. On ne peut progresser que si l'on est disposé à douter quotidiennement des certitudes. On crée ainsi de nouvelles perspectives. Cela est parfois difficile à accepter par l'opinion publique. C'est pourtant la tâche du politique de regarder de l'avant et de susciter l'enthousiasme pour ses idées. On peut considérer mes propos comme très généraux.

paars bestuur.

Maar laat mij duidelijk zijn over dat 'bijna'. Het is immers niet zeker dat de winnaars van de opiniepeilingen vandaag in het voorjaar de verkiezingen winnen. Tussen de peilingen van de herfst en de echte verkiezingen ligt er zowel voor de meerderheid als voor de oppositie nog een lange en harde winter. Het werkstuk dat voorligt, zal er hopelijk vele mensen van overtuigen dat de balans van het paarse beleid positief is.

Een groot deel van de mensen, vooral zij die het echt nodig hebben, zijn er zeker niet op achteruitgegaan. De maatregelen voor economische en sociale vooruitgang zijn wel degelijk in evenwicht met elkaar. Het Zilverfonds en het Generatiepact zijn het resultaat van beleidsbeslissingen van de huidige ploeg. Academics die niet aan politiek doen of verstandige politieke waarnemers zijn, zien hierin het bewijs dat de regering de belangrijke uitdagingen is aangegaan waarmee vooral toekomstige generaties zullen worden geconfronteerd. De weerslag van die maatregelen is misschien niet onmiddellijk voelbaar, maar er moet wel geld voor worden gereserveerd.

Het paarse bestuur stond en staat garant voor een degelijk tweesparenbeleid op economisch en sociaal vlak. Het gaat in tegen het dorpsideaal dat de Vlaamse minister-president promoot in zijn nieuw boek. Vol nostalgie verwijst hij naar de wereld van vroeger, die kleinschaliger en zogenaamd menselijker was. De gedachten zijn vrij, maar voor mijn aanvoelen volgt hij een conservatief denkspoor dat haaks op onze visie staat.

In onze ogen mag men de *global village*-gedachte niet weglachen. Ondanks de ruk naar behoudsgezindheid bij de bevolking zal die gedachte in de komende decennia volledig doorbreken. De technologische ontwikkeling en de goede individualisering – niet het materialisme – zijn op lange na nog niet op hun hoogtepunt. Onze visie is er één van individualisering met aandacht en respect voor de noden aan de onderkant van de maatschappij.

Men kan de maatschappelijke problemen altijd op twee manieren benaderen: ofwel gelooft men in de kracht en de creativiteit van het individu en in het respect voor elke mens, ofwel geeft men toe aan conservatieve reflexen en aan immobilisme en plooit men zich op zichzelf terug. Met alle respect voor de heer Leterme, maar ik denk dat hij die laatste keuze heeft gemaakt.

Het is immers veel gemakkelijker om toe te geven aan de verleidingen van het immobilisme en te kiezen voor een klein aantal zekerheden. Het vraagt daarentegen veel meer moed om ongeëffende paden in te slaan en alternatieven te zoeken. Angst en frustratie mogen ons toekomstbeeld niet overheersen. Onze samenleving verandert steeds sneller en laat ruimte noch tijd voor stagnatie. Er ligt maar één weg open: de weg vooruit, die wordt afgebakend door de wil om te innoveren.

Ik zeg dat niet zelfgenoegzaam, maar het moderne liberalisme, een progressieve beweging die gelooft in de kansen voor eenieders mogelijkheden, wijst ons die weg. Onze levensvisie is er een van geloof in de kracht en in de meerwaarde van elk individu en in de bundeling ervan tot maatschappelijke vooruitgang.

Ils sont pourtant aussi pratiques.

Prenons l'exemple du taux d'emploi. Je suis irrité par la manière dont ce débat se déroule au parlement, dans l'opinion publique et dans les médias. Le taux d'emploi est passé de 57% en 1998 à 60,3% au premier semestre de cette année. Par rapport à l'année dernière, il y a une légère baisse. Il est exact que c'est une mauvaise surprise parce que le gouvernement comptait sur un taux d'emploi de 62,1% pour la fin de cette année. Cette légère baisse est aussi due au fait que la population en âge de travailler a davantage augmenté que le nombre d'emplois.

L'opposition tente de replacer ces chiffres dans un contexte où, d'un point de vue économique, ils n'ont pas leur place. Le taux d'emploi n'est pas statique. C'est une donnée dynamique. Toutes les périodes ne connaissent pas la même croissance économique. L'augmentation de la population active évolue également. Les professeurs Vuchelen et De Grauwe devraient examiner si le principe du taux moyen d'emploi par trimestre peut être appliqué.

Depuis l'entrée en fonction du gouvernement violet en 2003 jusque et y compris la première moitié de l'année 2006, il y a eu 157.522 emplois supplémentaires, ce qui signifie 13.127 par trimestre ou 146 par jour. Si on étend la moyenne au deuxième trimestre de 2007, on arrive à 210.031 emplois. Nous nous basons sur des moyennes, en tenant compte des trimestres qui ont connu une croissance économique moins forte qu'à la fin de la législature. L'électeur jugera ces chiffres. Au début de la législature, le premier ministre avait cité comme objectif 200.000 emplois. Certaines personnes disent dès lors qu'avec 157.000 emplois, cet objectif n'est pas encore atteint. Mais lorsqu'on applique le principe du taux d'emploi et que l'on examine les chiffres dans leur dynamique, nous devons admettre que l'espoir d'arriver à 200.000 nouveaux emplois est particulièrement grand.

J'espère qu'à l'avenir, lors de l'évaluation du budget, nous pourrions toujours davantage appliquer ce mode d'approche des faits et des convictions politiques.

La position du premier ministre et de l'équipe gouvernementale me conforte dans la conviction que le projet violet a encore un bel avenir. Dans certains de ses propos, et non uniquement ceux qui ont trait à des affaires communautaires, le ministre-président flamand admet en outre qu'il n'y a pas de temps à perdre et que tous les esprits progressistes doivent s'unir afin d'éviter de basculer dans une société basée sur l'angoisse et l'immobilisme. Le libéralisme en tant que mouvement humain et base d'une société équitable constitue dès lors une voie claire.

Le langage corporel des membres de la majorité pendant la déclaration gouvernementale du premier ministre était positif. Permettez-moi dès lors de dire comme Churchill : ce n'est pas encore la fin, ce n'est même pas le début de la fin, c'est tout au plus la fin du commencement.

Dé waarheid bestaat niet. Ze is aan wijziging onderhevig. In die overtuiging ligt precies het verschil tussen rechtsconservatieven en progressieven en liberalen. Er kan maar vooruitgang worden geboekt, als men bereid is iedere dag opnieuw aan zekerheden te twifelen. Door steeds opnieuw zekerheden in twijfel te trekken, creëert men nieuwe inzichten. Soms ligt dat moeilijk bij de publieke opinie. Het is echter de taak van de politicus om vooruit te kijken en de mensen voor zijn inzichten enthousiast te maken.

Men kan mijn woorden als zeer algemeen beschouwen. Ze zijn echter ook praktisch.

Ik geef het voorbeeld van de werkgelegenheidsgraad om mijn ergernis over het verloop van dit debat in het parlement, de publieke opinie en de media aan te tonen. Als econoom kijk ik graag naar cijfers. De werkgelegenheidsgraad is toegenomen van 57% in 1998 tot 60,3% in het eerste semester van dit jaar. Tegenover het vorige jaar is dat een lichte daling. Het is juist dat dit een tegenvaller is, omdat de regering rekende op een werkgelegenheidsgraad van 62,1% tegen het einde van dit jaar. Die lichte daling is evenwel te wijten aan het feit dat de bevolking in de beroepsactieve leeftijd sterker is gegroeid dan het aantal jobs.

De oppositie probeert die cijfers in een context te plaatsen waar ze economisch niet thuishoren. De werkgelegenheidsgraad is niet statisch. Het is een dynamisch gegeven. Niet elke periode kent dezelfde economische groei. Ook de toename van de beroepsbevolking evolueert. De professoren Vuchelen en De Grauwe zouden eens kunnen bestuderen of het principe van de gemiddelde werkgelegenheidsgraad per trimester kan worden toegepast.

Sinds het aantreden van paars in 2003 tot en met de eerste jaarhelft van 2006 zijn er 157.522 jobs bijgekomen, dat wil zeggen 13.127 per trimester of 146 per dag. Wanneer het gemiddelde wordt doorgetrokken tot en met het tweede trimester van 2007 komen we tot 210.031 jobs. We baseren ons dan op de gemiddelde cijfers, waarin ook rekening wordt gehouden met trimesters die een minder sterke economische groei kenden dan de trimesters op het einde van de legislatuur. De kiezer zal de cijfers beoordelen. De eerste minister had het bij de aanvang van de legislatuur over het streefcijfer van 200.000. Sommige mensen zeggen dan ook dat met 157.000 dat streefcijfer nog niet bereikt is. Wanneer echter het principe van de werkgelegenheidsgraad wordt gehanteerd en de cijfers in hun dynamiek worden bekeken, dan moeten we toegeven dat de hoop om aan 200.000 nieuwe jobs te geraken bijzonder groot is.

Ik hoop dat wij in de toekomst bij de beoordeling van de begroting deze stijl om met feiten en met politieke overtuigingen om te gaan, steeds meer kunnen overnemen.

De houding van de premier en van de volledige regeringsploeg sterkt mij in de overtuiging dat het paarse project er één is dat alsnog veel toekomst heeft. Sommige uitspraken van de Vlaamse minister-president, niet in minst die over communautaire aangelegenheden, geven daarenboven aan dat er geen tijd te verliezen is en dat alle progressieve geesten moeten worden gebundeld om niet te vervallen in een samenleving die op angst en verstarring gebaseerd is. Het liberalisme als humane beweging en als basis voor een rechtvaardige maatschappij met kansen voor

Mme Marie-Hélène Crombé-Berton (MR). – L'opposition crie au mensonge quand le Gouvernement annonce un budget en équilibre, comme à chaque fois depuis huit ans. Mais depuis huit ans, les chiffres montrent que le Gouvernement dit vrai. Soyons sérieux et reconnaissons le travail accompli.

Au-delà de l'équilibre, le Gouvernement dégage un excédent de 0,3% entièrement dédié au financement du vieillissement de la population. Ce seront donc 900 millions qui viendront assurer le financement des défis à venir. Le solde primaire atteint 4,3% grâce à des dépenses contenues dans tous les départements fédéraux. Il permet de poursuivre l'effort consenti en vue de diminuer la dette publique. Celle-ci tombera à 83,9% du PIB en 2007, performance inégalée dans la zone euro. On est loin des 114,9% du PIB atteints avant le retour de libéraux au pouvoir. Cette situation budgétaire améliore la confiance des consommateurs et agit positivement sur la croissance économique.

Le groupe MR tient à redire que le Gouvernement va dans le bon sens quand il diminue les charges pesant sur nos entreprises et qu'il ne se trompe pas en voulant rendre le travail plus attractif. Ce n'est pas toujours le cas à l'heure actuelle.

Nous soutenons les nouvelles réductions fiscales en matière de sous-traitance, d'heures supplémentaires, de distribution de dividendes.

Enfin, l'entreprise d'avenir est aussi celle qui sera créée demain.

Il faut donc encore, comme le Gouvernement le prévoit, encourager l'entrepreneuriat en facilitant la vie des candidats entrepreneurs. En 2007, créer une entreprise en Belgique ne prendra plus que trois jours. Parmi les mesures fiscales proposées par le Gouvernement, l'une a retenu mon attention. Il s'agit des réserves immunisées pour lesquelles seront prévus de nouveaux tarifs réduits incitant au réinvestissement dans notre économie de bon nombre de capitaux aujourd'hui inutilisés par les entreprises.

J'attire votre attention sur le caractère volontaire et incitatif de cette mesure innovante mais aussi sur la liberté de choix laissée aux entreprises en la matière. Il ne s'agit pas d'une nouvelle taxation obligatoire, je tenais à le souligner.

Je reviens également sur une autre mesure annoncée par le Premier ministre, à savoir la contribution sur les déchets d'emballages.

Certains la rejettent estimant que son objectif premier est de faire rentrer de l'argent dans les caisses de l'État – elle rapporterait près de 320 millions d'euros.

Je leur rappelle que l'équilibre budgétaire ne s'obtient pas par magie. Il fallait dégager des marges. Le Gouvernement l'a fait mais en veillant à ce que cette taxation nouvelle soit établie au service de valeurs sociales louables.

iedereen, heeft dan ook een duidelijke weg.

De lichaamstaal van de leden van de meerderheid tijdens de beleidsverklaring van de premier was positief. Staat u mij dan ook toe, net als Churchill te zeggen: dit is nog niet het einde, het is zelfs niet het begin van het einde, het is hooguit het einde van het begin.

Mevrouw Marie-Hélène Crombé-Berton (MR). – Wanneer de regering een begroting in evenwicht aankondigt, verkondigt de oppositie luidkeels dat de regering liegt. Dat scenario heeft zich de voorbije acht jaar telkens voorgedaan. Sinds acht jaar blijkt echter uit de cijfers dat de regering de waarheid zegt. Laten we ernstig zijn en erkennen dat goed werk is verricht.

Bovenop het evenwicht zorgt de regering voor een overschot van 0,3% dat volledig wordt gewijd aan de financiering van de vergrijzing. Dat komt neer op 900 miljoen voor het veilig stellen van de financiering van de toekomstige uitdagingen. Het primaire saldo bedraagt 4,3%, dankzij het in bedwang houden van de uitgaven in alle federale departementen. Daardoor kan de inspanning voor de vermindering van de openbare schuld worden volgehouden. De openbare schuld zal zakken tot 83,9% van het BBP in 2007, een ongeëvenaarde prestatie in de eurozone. Een staatsschuld van 114,9% van het BBP, het resultaat dat werd bereikt toen de liberalen nog niet opnieuw aan de macht waren, ligt ver achter ons. Door die budgettaire toestand neemt het vertrouwen van de consumenten toe en is er een positief effect op de economische groei.

De MR-fractie herhaalt dat de regering op de goede weg is door de lasten te verlagen die op onze bedrijven wegen, en dat ze zich niet vergist in haar keuze om arbeid aantrekkelijker te maken. Dat is vandaag niet altijd het geval.

We steunen de nieuwe belastingverlagingen voor onderaanneming, overuren en winstuitkeringen.

Ten slotte is de onderneming van de toekomst ook de onderneming die morgen zal worden opgericht. Daarom moet, zoals de regering het zich voorneemt, het ondernemerschap worden aangemoedigd door het leven van kandidaat-ondernemers makkelijker te maken. In 2007 zal de oprichting van een onderneming in België nog slechts drie dagen in beslag nemen.

Van de voorgestelde fiscale maatregelen is er één die mijn aandacht heeft getrokken. Het betreft de eigen middelen waarvoor in nieuwe lagere tarieven zal worden voorzien. Daardoor wordt aangemoedigd dat heel wat kapitaal dat vandaag niet door de bedrijven wordt gebruikt, in onze economie wordt geherinvesteerd.

Deze vernieuwende maatregel is vrijwillig en aanmoedigend en de bedrijven wordt keuzevrijheid gelaten. Het is geen nieuwe verplichte belasting.

Ik kom ook terug op de heffing op het verpakkingsafval. Sommigen verwerpen die heffing omdat ze menen dat de voornaamste doelstelling erin bestaat geld terug te laten vloeien naar de Staatskas – de heffing zou ongeveer 320 miljoen euro opbrengen.

Het begrotingsevenwicht kan niet met toverkunst worden bereikt. Er moest speelruimte worden geschapen. De regering

Le développement de cette fiscalité verte répond à ces valeurs et je ne serai pas de ceux qui condamnent cette initiative sans même lui laisser le temps de prouver son efficacité budgétaire et surtout, son utilité sociale et environnementale.

Enfin, si le Gouvernement diminue dans l'ensemble les prélèvements de type fiscal, il confirme en même temps, comme indispensable corollaire aux allègements fiscaux, sa priorité à la lutte contre la fraude fiscale. Les moyens qui y sont consacrés sont renforcés puisque pas moins de 256 millions d'euros seront débloqués à cet effet.

J'aborde à présent le chapitre des matières sociales.

En ce domaine, mon groupe se réjouit du fait que les dépenses de soins de santé restent dans le carcan du taux de croissance arrêté, à savoir 4,5%. On retrouve ici le même souci et le même respect de l'orthodoxie budgétaire.

De plus, le Gouvernement prépare l'avenir par la constitution d'un fonds de 300 millions d'euros destiné à compenser le phénomène inévitable du vieillissement de notre population.

En ce qui concerne les mesures plus précises qui seront prises en matière de sécurité sociale, je relève l'adoption prochaine d'un nouveau statut OMNIO destiné à octroyer le bénéfice du tarif préférentiel en matière de soins de santé aux ménages dont les revenus se trouvent sous un certain seuil sans que, comme c'est le cas actuellement, d'autres conditions supplémentaires ne soient requises. Cette mesure éminemment sociale permettra aux personnes économiquement plus vulnérables de se soigner à moindre coût.

La mise en œuvre du Pacte de solidarité entre les générations se poursuit. Je pense à l'instauration et au financement du régime du bonus pension destiné à encourager les personnes à travailler plus longtemps. Il m'est particulièrement agréable de voir que les indépendants n'ont pas été oubliés à cet égard.

En tant que libérale, je me réjouis de voir figurer dans la déclaration gouvernementale l'augmentation des allocations familiales pour le premier enfant des travailleurs indépendants. Il subsistait en effet une discrimination incompréhensible, inacceptable, vis-à-vis des milliers de familles dont les membres concourent de manière active et significative à la richesse du pays. Cette discrimination s'estompe. Nous nous acheminons enfin vers ce qui devrait être la règle absolue : « Un enfant égale un enfant ».

Mais que serait le bien-être socio-économique sans la préservation de l'essentiel : la sécurité des personnes et des biens ?

Je constate avec intérêt que différentes propositions sont envisagées pour améliorer la prise en charge des délinquants sexuels, aussi bien en défense sociale que dans le système carcéral. Toutefois, je suis déçue de ne rien trouver dans le volet répression.

En effet, la déclaration gouvernementale de 2003 annonçait un durcissement de la loi Lejeune, notamment l'obligation de purger les trois quarts de la peine en cas de récidive pour crimes de sang. Il faudrait aussi envisager une mise à disposition automatique du gouvernement en cas d'infraction sexuelle. Il me semble qu'en se limitant au traitement et au suivi et en ne durcissant pas la répression, le gouvernement

heeft dat gedaan, maar heeft ervoor gezorgd dat die nieuwe belasting in dienst staat van lovenswaardige sociale waarden.

De nieuwe groene belasting komt tegemoet aan dergelijke waarden. Ik zal niet, zoals sommigen, dat initiatief veroordelen zonder het de tijd te gunnen om de budgettaire doeltreffendheid en het sociale en milieueffect ervan te bewijzen.

De regering vermindert over het geheel genomen de heffingen van fiscale aard, maar bevestigt tegelijkertijd haar prioriteit van de strijd tegen de fiscale fraude, als noodzakelijke consequentie van de belastingverminderingen. De middelen die daaraan worden gewijd worden uitgebreid: niet minder dan 256 miljoen euro worden vrijgemaakt voor die doelstelling.

Ik kom tot het hoofdstuk over sociale materies.

Onze fractie verheugt zich over het feit dat de uitgaven in de gezondheidszorg in het keurslijf blijft van het groeicijfer van 4,5%. We zien opnieuw bezorgdheid en respect voor de budgettaire orthodoxie.

Bovendien bereidt de regering de toekomst voor door de oprichting van een fonds van 300 miljoen euro voor de gevolgen van het onvermijdelijke fenomeen van de vergrijzing.

Wat de specifieke maatregelen op het vlak van de sociale zekerheid betreft, vestig ik de aandacht op het nieuwe OMNIO-statuut dat binnenkort zal worden goedgekeurd en dat als doel heeft het preferentieel tarief inzake gezondheidszorg uit te breiden tot gezinnen waarvan de inkomsten zich onder een bepaalde drempel bevinden, zonder dat, zoals nu het geval is, aan bijkomende voorwaarden moet worden voldaan. Door deze buitengewoon sociale maatregel zullen de economisch zwakkeren zich tegen een lagere kostprijs kunnen laten verzorgen.

De inwerkingtreding van het Generatiepact gaat verder. Ik denk aan de invoering en de financiering van het stelsel van de pensioenbonus, dat als doel heeft mensen ertoe aan te zetten langer te werken. Het doet me in het bijzonder plezier dat de zelfstandigen niet vergeten werden op dat vlak.

Als liberaal ben ik blij dat de verhoging van de kinderbijslag voor het eerste kind van zelfstandigen in de regeringsverklaring is opgenomen. Er bestond immers een onbegrijpelijke, onaanvaardbare discriminatie ten opzichte van duizenden gezinnen waarvan de leden op actieve en betekenisvolle wijze bijdragen aan de rijkdom van het land. Die discriminatie wordt minder scherp. We zijn op weg naar wat de absolute regel moet zijn: 'Een kind is een kind'.

Wat is sociaal-economisch welzijn echter waard zonder het behoud van het essentiële: de bescherming van personen en goederen? Er zijn verschillende voorstellen voor de verbetering van de opvang van seksuele delinquenten, zowel op het vlak van de bescherming van de maatschappij als in de gevangenissen. Ik ben evenwel ontgoocheld dat er niets te vinden is in het hoofdstuk repressie.

De regeringsverklaring van 2003 kondigde immers een aanscherping van de wet-Lejeune aan, meer bepaald de verplichting drie vierde van de straf uit te zitten in het geval van recidive bij geweldsdelicten. Er moest ook aan een

néglige un élément important qui pourrait contribuer à la diminution de la récidive.

En février 2007, un nouvel outil devra prendre ses marques en matière de libérations conditionnelles : les tribunaux d'application des peines, souhaités depuis plus d'une décennie par le MR et enfin concrétisés par la ministre de la Justice. Encore faudra-t-il qu'ils disposent des moyens suffisants pour s'acquitter correctement de leur tâche.

Les caméras sont sans conteste un précieux outil technique mis à la disposition des policiers mais elles ne doivent pas les remplacer sur le terrain.

Les nettes augmentations annoncées par le gouvernement de la capacité opérationnelle de l'effectif policier, des recrutements supplémentaires réalisés dans les zones de police et du personnel civil constituent également de bonnes nouvelles. Tout comme les 2000 fonctionnaires de police supplémentaires annoncés dans nos rues pour la fin de l'année. Il s'agit d'une vieille revendication du MR. Elle contribuera sans nul doute à réduire le sentiment d'insécurité ressenti par certains de nos concitoyens.

J'aborderai enfin la question du logement en lui réservant les développements qu'elle mérite. Je me réjouis que le gouvernement se propose, en cette fin de législature, d'agrandir le parc immobilier locatif, dans les grandes villes notamment.

Force est de constater que, d'une manière générale, les prix des locations d'appartements ou de maisons sont de plus en plus élevés. Comment pourrait-il en être autrement au vu de la hausse des prix d'achat de l'immobilier ? Or, dans le même temps, le nombre de logements sociaux est clairement insuffisant. Cette situation met de nombreuses familles dans une situation inextricable.

Le droit au logement est un droit essentiel garanti par la Constitution. Son effectivité doit être assurée. C'est l'objectif louable que s'est donné le gouvernement.

Les différentes mesures fiscales envisagées, qu'elles visent les propriétaires privés – incitants fiscaux en cas de location via une agence immobilière sociale, TVA de 6% au lieu de 21% en cas de démolition d'une maison insalubre pour la remplacer par une nouvelle construction – ou publics – TVA de 6% au lieu de 12% pour les constructions des logements sociaux par des sociétés régionales de logement – amélioreront sans aucun doute la situation.

Par contre, j'ai du mal à suivre le gouvernement lorsqu'il décide de ramener la garantie locative à deux mois. Je pense que cette mesure, au lieu de favoriser l'accès au logement, le rendra au contraire plus difficile. Je crains fort qu'une diminution de la garantie locative ne pousse dans les faits les propriétaires à accorder une location uniquement à des personnes garantissant un revenu suffisant et stable, extraits de rôle à l'appui.

Je comprends qu'il est difficile pour une famille de déboursier au début d'une location l'équivalent de trois mois de loyer. Il faut trouver une solution à ce problème mais j'estime que ce n'est pas aux propriétaires de le résoudre.

Les propriétaires d'appartements ou maisons, ne sont pas, comme certains le croient, uniquement des grosses sociétés

automatische terbeschikkingstelling van de regering worden gedacht in het geval van seksuele delicten. Door zich te beperken tot behandeling en opvolging zonder de repressie op te voeren, verwaarloost de regering een belangrijk element dat zou kunnen bijdragen tot de vermindering van de recidive.

In februari 2007 moet een nieuw instrument zijn stempel drukken op de voorwaardelijke invrijheidsstelling: de strafuitvoeringsrechtbanken, die de MR reeds meer dan tien jaar wenst en die nu eindelijk geconcretiseerd worden door de minister van Justitie. Ze moeten wel over voldoende middelen beschikken om hun taak correct te kunnen vervullen.

Camera's zijn onmiskenbaar een waardevol technisch instrument voor de politie, maar ze mogen niet in de plaats komen van de agenten.

De door de regering aangekondigde verhoging van de operationele capaciteit van het politiekorps, de gerealiseerde bijkomende aanwervingen in de politiezones en de bijkomende aanwervingen van burgerpersoneel zijn eveneens goed nieuws, alsook de aankondiging van 2000 bijkomende politiemensen op straat eind dit jaar. Dat is een oude eis van de MR. Dit zal ongetwijfeld bijdragen tot een vermindering van het onveiligheidsgevoel dat sommige medeburgers ervaren.

Ik kom tot de kwestie van de huisvesting. Ik ben verheugd dat de regering zich, aan het einde van deze regeerperiode, voornemt het huurpandenbestand uit te breiden, meer bepaald in de grote steden.

We moeten vaststellen dat de huurprijzen van appartementen of woningen over het algemeen verhogen. Hoe kan het ook anders met de stijging van de aankooprijzen van vastgoed? Tegelijkertijd zijn er onvoldoende sociale woningen. Door die situatie komen veel gezinnen in een zeer moeilijke situatie terecht.

Het recht op wonen is een grondrecht dat gewaarborgd wordt door de Grondwet. De uitvoering van dat recht moet worden verzekerd. De regering heeft zich dat prijzenswaardige doel gesteld.

Sommige fiscale maatregelen beogen de privé-eigenaars: fiscale aanmoediging van verhuring via een sociaal verhuurkantoor, BTW van 6% in plaats van 21% bij afbraak van een onbewoonbare woning die wordt vervangen door nieuwbouw; andere maatregelen beogen publieke eigenaars: BTW van 6% in plaats van 12% voor de bouw van sociale woningen door gewestelijke huisvestingsmaatschappijen. Al die maatregelen zullen ongetwijfeld beterschap brengen in de situatie.

Ik kan de regering echter niet volgen in haar beslissing om de huurwaarborg tot twee maanden huur te verminderen. Die maatregel zal de toegang tot de huisvesting niet aanmoedigen, maar bemoeilijken. Ik vrees ten stelligste dat een vermindering van de huurwaarborg er de eigenaars toe zal aanzetten enkel te verhuren aan mensen die een stabiel en voldoende inkomen waarborgen, met uittreksels als bewijs.

Ik begrijp dat het moeilijk is voor een gezin om bij het begin van de huur een bedrag neer te tellen dat drie maanden huur bedraagt. Er moet een oplossing gevonden worden voor dat probleem, maar het is niet aan de eigenaars om dat op te

qui peuvent faire face aux manquements d'un locataire. Il s'agit surtout de propriétaires relevant des classes moyennes qui ont besoin de leurs loyers pour compléter leurs revenus, leurs pensions ou rembourser leurs emprunts hypothécaires. Cette nouvelle mesure pourrait leur être fortement préjudiciable.

La déclaration gouvernementale n'est pas une déclaration de fin de législation. Il s'agit d'un projet ambitieux, qui nous permet d'envisager l'avenir avec la conviction forte que nous avons préservé l'essentiel : un budget en boni, une sécurité sociale parmi les plus performantes du monde et une fiscalité fortement allégée. Pour cela, le groupe MR remercie le gouvernement et l'encourage à continuer son action.

M. Joris Van Hauthem (VL. BELANG). – *Guy Verhofstadt est passé maître dans l'art de leurrer, fût-ce pour un temps, les observateurs, les commentateurs et peut-être même l'opinion publique. Au lendemain de sa déclaration à la Chambre et au Sénat, il apparaissait plus enthousiaste, plus volontariste que jamais et la coalition violette semblait revivre. Verhofstadt est la preuve vivante qu'en politique, la perception importe parfois davantage que la réalité. Cependant, une fois l'agitation retombée, son beau discours s'est révélé n'être qu'une opération cosmétique. En fin de compte, seul Verhofstadt y croit encore.*

Gouverner ne se limite pas à gérer mais consiste aussi à repousser les limites, comme l'a dit le premier ministre lui-même. Mais s'il a repoussé les limites, ce ne sont pas celles du volontarisme mais celles du cynisme, de l'arrogance du pouvoir et de la fatuité. Il est normal qu'un premier ministre présente sa politique de manière aussi positive que possible mais coter ses résultats et s'accorder une grande distinction, en concédant un cinq sur dix à Yves Leterme, constitue un exercice d'autoencensement sans précédent.

Le premier ministre se décrit sans fausse modestie comme le vaillant capitaine à la barre du navire, bravant les eaux houleuses, contrairement à Leterme qui, lui, se laisse bercer par les flots, au gré du vent. La coalition violette, toujours prête à critiquer le CD&V, lance une campagne de dénigrement visant Leterme.

M. Paul Wille (VLD). – *Pourquoi le VLD devrait-il toujours être visé ?*

M. Joris Van Hauthem (VL. BELANG). – *Monsieur Wille, je ne suis pas ici pour défendre M. Leterme. Je ne fais que constater certains faits.*

Si la manière dont le premier ministre a présenté son budget peut provoquer l'hilarité, sa façon de vanter la taxe sur les

lossen.

De eigenaars van appartementen of huizen zijn niet uitsluitend grote maatschappijen die het hoofd kunnen bieden aan nalatigheden van een huurder. Het zijn vooral eigenaars uit de middenklasse die hun huur nodig hebben om hun inkomen of hun pensioen aan te vullen of om hun hypotheecaire lening af te betalen. Die nieuwe maatregel kan zeer nadelig zijn voor hen.

De regeringsverklaring is geen verklaring van het einde van een regeerperiode. Het is een ambitieus project, waardoor we de toekomst tegemoet kunnen zien met de sterke overtuiging dat we het essentiële hebben bewaard: een overschot op de begroting, een sociale zekerheid die tot de meest efficiënte van de wereld behoort en een sterk verlaagde fiscaliteit. Daarvoor dankt de MR de regering en moedigt ze haar aan verder te doen.

De heer Joris Van Hauthem (VL. BELANG). – *Guy Verhofstadt is iemand die er als geen ander in slaagt waarnemers, commentatoren en misschien zelfs de publieke opinie op het verkeerde been te zetten, althans voor even. De dag na zijn verklaring in Kamer en Senaat luidde het dat paars helemaal terug is, dat we met een herboren Verhofstadt te maken hadden, bevlogener en voluntaristischer dan ooit. Verhofstadt is het levende bewijs dat perceptie in de politiek soms belangrijker is dan de realiteit. Alleen wanneer na een paar dagen het stof is gaan liggen, blijkt dat de bevlogenen woorden van de premier voor een stuk windowdressing waren. Het drama van Verhofstadt is dat hij zichzelf nog gelooft ook, al is hij op het einde van de rit de enige die dat nog doet.*

Besturen is meer dan beheren, besturen is grenzen verleggen. Dat heeft de premier hier zelf gezegd. De premier heeft inderdaad grenzen verlegd, niet zozeer de grenzen van het voluntarisme, maar wel die van het cynisme, van de arrogantie van de macht, van de schaamteloze pretentie en van de zelfvoldaanheid. Het is begrijpelijk dat een premier probeert zijn beleid zo positief mogelijk voor te stellen. Daar is niets op tegen. Het omgekeerde zou verbazen. Ik heb echter nog nooit meegemaakt dat een premier zichzelf op het einde van de rit punten geeft, een 7 of zelfs een 8 op 10, een grote onderscheiding dus. Dat is voor een premier die nu al jaren in een virtuele paarse wereld rondhuppelt, een staaltje van pretentieuze zelfbewieroking zonder voorgaande. En in die sfeer van voluntarisme geeft hij nog een klap aan Yves Leterme, die weggestuurd wordt met een schamele 5 op 10. Niet gehinderd door enige vorm van bescheidenheid beschrijft de premier zichzelf als de stoere kapitein die op de voorplecht met visie en missie het schip door de woelige baren stuurt, terwijl Leterme wordt afgedaan als een amechtige beheerder die wat doelloos ronddobbert op zee. Paars was altijd wel te vinden voor een nummertje CD&V-bashing. Nu komt er nog een nummertje Leterme-bashing bij.

De heer Paul Wille (VLD). – *Waarom zou de VLD altijd het mikpunt moeten zijn?*

De heer Joris Van Hauthem (VL. BELANG). – *Mijnheer Wille, ik ben hier niet om de heer Leterme te verdedigen. Ik stel alleen een aantal dingen vast.*

De wijze waarop de premier zijn begroting heeft voorgesteld is bij wijlen hilarisch, maar de wijze waarop hij ons de

emballage est hallucinante. Convaincu par le film d'Al Gore sur le réchauffement planétaire lié aux émissions de CO₂, Guy Verhofstadt est aussitôt passé à l'action. Plutôt que de perdre du temps à discuter du Traité de Kyoto, il instaure une taxe sur les emballages. Nous sommes censés croire que cette mesure n'a rien à voir avec le déficit budgétaire et que c'est un pur hasard si le produit de cette taxe et de l'augmentation des accises sur le tabac correspond à l'excédent budgétaire virtuel annoncé. Nous sommes censés croire que le consommateur conserve le libre choix parce qu'il peut éviter la taxe en modifiant son comportement. Certes, le papier et le carton ne sont pas taxés, mais que je sache, le dentifrice n'est pas vendu en tubes de carton !

Il est vrai que des incitants fiscaux peuvent influencer le comportement des gens mais le gouvernement devrait reconnaître qu'il utilise une taxe pour combler un déficit budgétaire.

La ministre du Budget évoque l'argument ridicule que l'augmentation des accises peut inciter les fumeurs à arrêter de fumer.

Nos excellences espèrent constater lors d'un prochain contrôle budgétaire qu'il n'y a plus d'excédent budgétaire et que la taxe a donc atteint son objectif. Personne ne peut prendre ce raisonnement au sérieux. La vérité est que la taxe sur les emballages ne sert qu'à colmater le budget. Pourquoi ne pas l'admettre ?

De plus, cette taxe porte atteinte à la politique de recyclage qui a été soigneusement mise en œuvre, entre autres, par le gouvernement flamand. C'est à juste titre que le ministre Peeters a posé mercredi, au Vlaams Parlement, la question de savoir dans quelle mesure cette taxe ne fait pas obstacle à sa propre politique environnementale.

Le VLD, qui applaudit cette taxe, devrait savoir que l'industrie alimentaire en a estimé le coût à environ 200 euros par an par famille moyenne. Si c'est exact, cela signifie que l'avantage constitué par la diminution de charges octroyée aux Flamands par le Vlaams Parlement doit être cédé quelques mois plus tard au pouvoir fédéral. Cela revient à donner d'une main et à reprendre de l'autre.

Ce dossier de la taxe sur les emballages témoigne de l'arrogance du pouvoir. À deux reprises, la Cour d'arbitrage a suspendu la taxe sur les emballages des boissons. Après son annulation en 2005, la coalition violette la réintroduit en 2006.

Mercredi, la Cour d'arbitrage a suspendu la taxe pour la deuxième fois. Or le gouvernement veut à nouveau instaurer une taxe sur les emballages sans tenir compte de l'arrêt de la Cour d'arbitrage.

Dans une démocratie normale, un gouvernement qui se considère au-dessus de la loi et ignore les avis de la plus haute juridiction du pays ne resterait pas longtemps en place. Dans ce pays, la notion de responsabilité n'est toutefois plus qu'une illusion et la notion d'État de droit est sur le point d'être définitivement remise.

Une fois l'euphorie retombée, il convient de nuancer les choses. Quelques économistes ont démontré, arguments à l'appui, que ce budget ne tient pas la route.

heffing op verpakkingen probeert aan te praten is hallucinant. We worden geacht te geloven dat we die heffing te danken hebben aan Al Gore. De bevlogen Guy Verhofstadt wordt bij het zien van Al Gore's filmpje over de opwarming van de aarde ten gevolge van de CO₂-uitstoot, als een Saulus van zijn paard gebliksemd en beslist om daar stante pede iets aan te doen. In plaats van te leuteren over het Kyotoverdrag, gaat hij tot actie over en voert een verpakkingshoofheffing in. We worden geacht te geloven dat de maatregel niets te maken heeft met het dichtrijden van het gat in de begroting. We worden geacht te geloven dat het bedrag van de verpakkingshoofheffing en de verhoging van de accijnzen op tabak toevallig overeenstemmen met het virtuele begrotingsoverschot dat de premier uit zijn mouw schudt. We worden in alle ernst geacht te geloven dat de consument een keuze heeft: als hij zijn koopgedrag aanpast, kan hij de heffing ontlopen. Papier en karton vallen inderdaad buiten het toepassingsgebied van de heffing, maar ik ken geen winkel waar men pakweg tandpasta in een kartonnen doos kan kopen.

Fiscale stimuli kunnen het gedrag van mensen sturen, maar als een gat in de begroting gedicht moet worden, geef dan toe dat je als regering daarvoor een heffing gebruikt. Ik zei het al, de consument heeft met de verpakkingshoofheffing geen keuze.

Wat de accijnzen betreft, wordt het belachelijk wanneer de minister van Begroting komt vertellen dat een accijnsverhoging rokers kan aanzetten tot stoppen met roken.

Als we de excellenties mogen geloven, hopen ze bij een volgende begrotingscontrole vast te kunnen stellen dat er geen begrotingsoverschot meer is omdat de heffing gewerkt heeft. Niemand die die redenering serieus neemt.

De waarheid is dat verpakkingshoofheffing alleen dient om het gat in de begroting te helpen dichten. Waarom daar niet eerlijk voor uitkomen?

Er is echter nog meer aan de hand met die heffing. Met die heffing gooit de premier met een pennentrek het succesvolle recyclagebeleid over boord, dat zorgvuldig werd uitgetekend door onder meer de Vlaamse regering. Minister Peeters vroeg zich woensdag in het Vlaams Parlement dan ook terecht af in welke mate de maatregel zijn eigen milieubeleid doorkruist.

De VLD die wellustig applaudisseert voor de heffing, zou daarenboven moeten weten dat de voedingsindustrie heeft berekend dat de heffing een gemiddeld gezin een 200 euro per jaar zal kosten. Als dat cijfer klopt, laten we dat even aannemen, dat moeten we beseffen dat de hardwerkende Vlaming die dit jaar – niet alleen onder luid applaus van de VLD, maar van heel de meerderheid en zelfs van de oppositie- door het Vlaams parlement werd beloond met een lastenverlaging, nauwelijks enkele maanden later dat voordeel ingevolge de verpakkingshoofheffing moet afstaan aan de federale overheid. Met de ene hand geven, met de andere terug nemen.

In het dossier van de verpakkingshoofheffing kunnen we echt spreken van de arrogantie van de macht. Twee keer heeft het Arbitragehof de heffing op drankverpakkingen geschorst. Nadat het Arbitragehof de heffing in 2005 had vernietigd, voert paars ze in 2006 opnieuw in.

Woensdag schorste het Arbitragehof de heffing voor de tweede keer. Nu gaat de regering opnieuw een verpakkingshoofheffing invoeren en legt ze daardoor de uitspraak

La majorité applaudit ce budget qui repose pourtant sur les trucs et ficelles classiques. Le gouvernement reporte des dépenses et anticipe la perception de certaines taxes. Quant à la lutte obligatoire contre la fraude fiscale, comment le fisc la mènera-t-il alors qu'il n'est pas en mesure de calculer les recettes propres ? Les entreprises sont à peine contrôlées. En 2005, près de 40.000 entreprises qui n'avaient pas introduit de déclaration ont été taxées forfaitairement sur un bénéfice estimé à 9.000 euros.

Un deuxième truc consiste à inscrire à nouveau des fonds de pension pour le montant non négligeable de 500 millions d'euros. Cependant, le parlement ne peut savoir de quels fonds il s'agit. Soit le gouvernement l'ignore, soit il refuse de le dire, et le parlement est supposé signer un chèque en blanc.

De toute évidence, le dossier Cofinimmo a des répercussions sur les comptes du gouvernement mais celui-ci continue tranquillement à vendre des bâtiments, nullement gêné par le rapport accablant de la Cour des comptes. Le gouvernement a inscrit 600 millions d'euros représentant le produit de la poursuite de la vente du patrimoine. Verhofstadt finira par annoncer un jour au parlement qu'il ne reste plus aucun bâtiment à vendre.

Grâce à tous ces trucs utilisés depuis des années, le gouvernement crée un équilibre et, parfois, un excédent virtuels. Le taux d'endettement est en effet tombé à 83% du PIB.

Ce chiffre semble spectaculaire mais nous ne pouvons oublier que le compteur de la dette publique nominale affiche actuellement déjà 11.300 milliards. Le gouvernement passe pudiquement sous silence les aubaines liées à la conjoncture et aux intérêts. Il ne mentionne pas non plus qu'il a dilapidé ces aubaines de telle sorte qu'à l'avenir, une faible augmentation des taux suffira pour entraîner un dérapage budgétaire.

En ce qui concerne le chapitre Emploi, le ministre a atteint les sommets de la tromperie en déclarant que la veille de la déclaration du gouvernement, Eurostat avait annoncé que depuis 2003, 157.000 nouveaux emplois avaient été créés. Or mon collègue député, Gerolf Annemans, a appris d'Eurostat que les chiffres les plus récents dataient du 14 septembre et que les chiffres suivants seront publiés le 14 décembre. Si le mot « mensonge » ne fait pas partie du vocabulaire parlementaire, le moins qu'on puisse dire est que M. Guy Verhofstadt a fortement altéré la réalité.

Les avis positifs émis par la majorité au sujet de la situation économique appellent de nombreuses remarques. L'année dernière, le taux de chômage a dépassé les 8%, ce qui est supérieur à la moyenne de l'eurozone. Il y a 88.000 chômeurs de plus qu'en 1999. Une bonne partie des nouveaux emplois ont été créés non pas dans l'économie privée mais dans l'économie subsidiée. En outre, il y a 46.000 fonctionnaires supplémentaires.

La compétitivité de nos entreprises n'est pas bonne. En six ans, la Belgique est tombée de la 17^{ème} à la 33^{ème} place de l'index de compétitivité du World Economic Forum. Notre pays perd des parts de marché. L'année passée, les investissements étrangers ne représentaient plus que 44% de ceux de 2004. La Commission européenne a déjà rectifié ses prévisions concernant la croissance économique dans notre

van het Arbitragehof naast zich neer.

In een normale democratie zou een regering die zich op een dergelijke arrogante manier boven de wet stelt en de uitspraken van het hoogste rechtscollege van het land naast zich neerlegt, de laan worden uitgestuurd. In dit land heeft de notie verantwoordelijkheidszin echter plaatsgemaakt voor de waan van de dag. Het begrip rechtsstaat kan nu definitief worden opgeborgen.

Als na de euforie het stof gaat liggen, komt er tijd voor wat meer nuancering. Deze begroting is als een kartonnen doos die te lang in de regen heeft gestaan. Er worden snel nog wat touwen rond gebonden om te voorkomen dat ze helemaal uit elkaar valt.

Enkele economen hebben de begroting inderdaad vakkundig afgemaakt. Professor De Grauwe wordt voor zijn uitspraak 'gebuisd'. Professor Moesen zegt over de begroting het volgende: 'De regering hoopt op 250 miljoen besparingen op de departementen, de gemeenten en de deelgebieden. Maar welke besparingen dat moeten zijn, wordt nergens uitgelegd. Het blijft dus bij een vrome wens, met als bijgedachte: hoe we dat uitvoeren, zien we nog wel. Als ik de rekensom maak, stel ik vast dat ongeveer 2,2 miljard van de 4,6 miljard gevonden wordt door cosmetische, eenmalige maatregelen. Vroeger waren die flankerend, als bij de begrotingscontrole bleek dat de doelstelling niet werd gehaald. Nu zijn ze ingecalculleerd van in het begin. Het is alsof een kleuter zegt dat één plus één drie is en iedereen in de handen klappt.'

De meerderheid klappt in de handen voor een begroting die nochtans vol zit met de klassieke trucs. De regering schuift betalingen voor zich uit en int sommige belastingen vroeger. De obligate strijd tegen de fiscale fraude zit er uiteraard ook weer bij. Professor Vuchelen vraagt zich daarbij af hoe de fiscus die strijd zal voeren als hij zelfs niet in staat is de eigen inkomsten te berekenen. Ik lees dat bedrijven nog nauwelijks worden gecontroleerd. In 2005 hebben bijna 40.000 bedrijven geen aangifte gedaan en werden ze dan maar forfaitair belast op een geschatte winst van 9.000 euro.

Een tweede truc bestaat erin opnieuw pensioenfondsen in te schrijven en dat voor het niet onaardige bedrag van 500 miljoen euro. Het parlement mag echter niet weten over welke pensioenfondsen het gaat. Ofwel weet de regering het niet, ofwel wil ze het niet zeggen en wordt het parlement geacht een blanco cheque te ondertekenen.

Het dossier Cofinimmo betekent zeker een streep door de rekening van de regering, maar toch gaat de regering rustig door met de verkoop van gebouwen daarbij niet gehinderd door het vernietigende rapport van het Rekenhof dat het heeft over 'een tijdbom onder de toekomst'. De regering schrijft 600 miljoen euro in als opbrengst van de verdere uitverkoop van het patrimonium. Wellicht zal premier Verhofstadt ooit het parlement meedelen dat hij geen gebouwen meer zal verkopen omdat alles al verkocht is.

Met trucs die nu al jaren worden toegepast, creëert de regering een evenwicht en soms een virtueel overschot. Paars dweept met het overschot. Paars dweept met de schuldratio die inderdaad gedaald is tot 83% van het BBP.

Dat cijfer oogt spectaculair, maar we mogen niet vergeten dat de teller van de nominale staatsschuld nu al op 11.300 miljard

pays. Dans l'index de Lisbonne, la Belgique occupe la quatorzième place sur 25. Il n'y a pas de quoi pavoiser.

Le premier ministre a jugé nécessaire d'adopter un ton moralisateur dans la conclusion de sa déclaration. Il a mis en garde contre les réponses simplistes et les polarisations. Il s'est montré extrêmement démagogue en accusant ceux qui s'opposent à sa politique de maintien du statu quo communautaire de dresser des groupes de population les uns contre les autres.

À bon entendeur, salut. Le premier ministre aurait dû remercier le ministre-président flamand Leterme parce que le gouvernement flamand a bien voulu constituer des réserves qui contribuent au résultat budgétaire au niveau fédéral. M. Leterme n'a toutefois droit qu'à de l'ingratitude.

À présent que Verhofstadt s'est débarrassé définitivement de l'aile droite de son propre VLD, il se frotte sans vergogne contre le PS, en dépit des nombreuses accusations de corruption et de confusion d'intérêts portées contre les mandataires de ce parti. Dans cette déclaration du gouvernement, on ne trouve aucune mention des affaires Kaplan, Termonde, Hoxha, Stacy et Nathalie. Cela témoigne d'une bien curieuse conception de la notion de responsabilité ministérielle.

En 1999, lors de la crise de la dioxine, Verhofstadt était de ceux qui réclamaient la tête du ministre responsable, tout comme lors de l'évasion de Dutroux. À présent, il ne voit pourtant aucun inconvénient à ce que sa ministre la Justice fasse preuve de compréhension, qu'il s'agisse de l'affaire Kaplan, de la libération anticipée d'un pédophile, du délai de placement des nouvelles serrures à la prison de Termonde ou d'un chef de bande en balade à Anvers. Cela ne pose aucun problème à M. Verhofstadt de gouverner avec un parti qui ne se sent pas concerné par la notion de responsabilité politique.

Le message politique sous-jacent de la déclaration de politique comme du débat qui s'est déroulé à la Chambre et au Sénat est particulièrement clair : la coalition violette veut continuer, y compris après 2007, avec pour enjeu le statu quo communautaire, ce qui implique de continuer à puiser sans vergogne dans la prospérité de la Flandre au profit de la Wallonie.

Tout Flamand sensé est bien conscient qu'il ne peut faire confiance à la coalition violette pour garantir son avenir, sa sécurité et son identité et que dès lors il n'aura qu'une seule option lors des prochaines élections : éliminer cette coalition.

staat. De regering zwijgt zedig over de conjunctuur- en de rentemeevallers. Evenmin wordt gezegd dat paars die rentemeevallers gulzig heeft opgesoupeerd zodat een kleine rentestijging in de toekomst zal volstaan om de begroting danig te doen ontsporen.

In het hoofdstuk Tewerkstelling zagen we de Eerste minister op zijn best, namelijk als een meester in misleiding en vervalsing. Hij stond dinsdag op het spreekgestoelte molenwiekend te peroreren dat Eurostat een dag vóór de beleidsverklaring had bekendgemaakt dat er sinds 2003 netto 157.000 jobs zijn bijgekomen. Mijn collega in de Kamer Gerolf Annemans heeft contact opgenomen met Eurostat, waar men hem wist te melden dat de meest recente cijfers dateren van 14 september en dat de volgende op 14 december zullen worden gepubliceerd. Naar het schijnt komt het woord 'liegen' niet in de parlementaire woordenschat voor, maar het minste wat we kunnen zeggen is dat de heer Guy Verhofstadt de waarheid zwaar geweld heeft aangedaan.

Er kunnen trouwens heel wat kanttekeningen worden geplaatst bij de positieve berichten van de meerderheid over de economische toestand. De werkloosheidsgraad is het afgelopen jaar boven 8% gestegen. Dat is nog altijd hoger dan het gemiddelde in de Eurozone. Er zijn 88.000 werklozen meer dan in 1999. Een groot deel van de nieuwe jobs werden niet in de privé-economie, maar in de gesubsidieerde economie gecreëerd. Tevens zijn er 46.000 ambtenaren bijgekomen.

Ook met de concurrentiekracht van onze bedrijven is het niet goed gesteld. In de competitiviteitsindex van het *World Economic Forum* is België in zes jaar tijd van de zeventiende naar de drieëndertigste plaats gezakt. Ons land verliest marktaandeel en de buitenlandse investeringen bedroegen vorig jaar nog slechts 44 procent van die in 2004. De Europese Commissie heeft haar prognoses voor de economische groei in ons land al bijgesteld. In de Lissabonindex bekleedt België de veertiende plaats op vijftienvijf landen. Er is dus niet echt veel reden om hoog van de toren te blazen en bescheidenheid is geboden.

De eerste minister achtte het nodig en nuttig om op het einde van zijn beleidsverklaring de moraliserende toer op te gaan. Hij waarschuwde voor simplismen en voor het opzetten van bevolkingsgroepen tegen elkaar. Het was zeer demagogisch om wie oppositie voert tegen zijn beleid om de communautaire status-quo behouden, te beschuldigen van het tegen elkaar opzetten van bevolkingsgroepen.

Een goede verstaander heeft een half woord nodig. De eerste minister had Vlaams minister-president Leterme mogen bedanken omdat de Vlaamse regering bereid is geweest reserves op te bouwen die mee bepalend zijn voor het begrotingsresultaat op federaal vlak. De heer Leterme krijgt echter stank voor dank.

Nu Verhofstadt zich voorgoed van de rechtervleugel van zijn eigen VLD heeft ontdaan, schurkt hij schaamteloos aan tegen de Parti socialiste, ook al worden burgemeesters, schepenen en beheerders van sociale huisvestingsmaatschappijen van die partij met de regelmaat van de klok door het gerecht van corruptie en belangenvermenging beschuldigd. In de beleidsverklaring wordt met geen woord gerept over incidenten rond Kaplan, Dendermonde, Hoxha en Stacy en

Mme Isabelle Durant (ECOLO). – Lors de son entrée en fonction, le 1^{er} juin 2003, le gouvernement s’était donné deux objectifs principaux : l’équilibre budgétaire et la création de 200.000 emplois.

En matière d’emploi, Ecolo a pris au mot le gouvernement, notamment en créant un site pour suivre l’évolution de la création d’emplois. Évidemment, nous sommes loin du compte et plus encore, si l’on modifie les bases de calcul et de référence en cours de route. Les chiffres fournis par l’administration démontrent la création de 91.500 emplois à ce jour, bien moins donc que les prétendus 157.000 emplois créés. Et je doute que ce chiffre puisse être atteint avant la fin de la législature.

Quant à l’équilibre budgétaire, vous vous targuez de l’avoir atteint chaque année. Hélas, ce n’est qu’une apparence car il n’est pas atteint d’un point de vue structurel. Nous le savons en observant l’ajustement et le contrôle 2006, le budget 2007 et les hypothèques qui pèsent encore sur 2005, comme le règlement de la discussion avec Eurostat sur la dette de la SNCB. Si les choses ne sont pas reprises par la Commission, il sera difficile d’atteindre l’équilibre.

On nous parle d’une diminution du recours aux opérations *one shot*, ce qui confirme bien la place de ces opérations dans les budgets antérieurs. Cette année, le montant s’élève approximativement à 1,2 milliard d’euros, ce qui n’est tout de même pas rien. En outre, comme chaque année, ce sont les communautés et les régions qui viennent en quelque sorte au secours du gouvernement fédéral. Si l’on en croit le rapport

Nathalie. Bij die incidenten werd het begrip ministeriële verantwoordelijkheid wel op zeer bizarre wijze ingevuld: het betekende namelijk helemaal niets.

In 1999 was premier Verhofstadt er als de kippen bij om in de dioxinecrisis de kop van de verantwoordelijke ministers te eisen, net zoals hij dat ook deed bij de ontsnapping van Dutroux. Nu ziet hij er echter geen been in dat zijn minister van Justitie enig begrip opbrengt voor het feit dat Murat Kaplan niet uit penitentiair verlof terugkeerde omdat hij geen perspectief meer had, dat een pedofiel vervroegd vrijkomt, dat het blijkbaar drie jaar duurt voor er in de gevangenis van Dendermonde nieuwe sloten komen en dat een bendeleider ongestoord in Antwerpen kan rondwandelen. De heer Verhofstadt heeft er geen probleem mee te regeren met een partij waarvoor het begrip ‘politieke verantwoordelijkheid’ altijd op een ander slaat, nooit op zichzelf.

De onderliggende politieke boodschap van de beleidsverklaring en van het debat in de Kamer en vandaag in de Senaat is bijzonder duidelijk: paars wil voortgaan, ook na 2007, met als inzet de communautaire status-quo en dus de verdere schaamteloze welvaartsdiefstal van Vlaanderen ten voordele van Wallonië. Paars wordt de inzet van de volgende verkiezingen.

Intussen dendert de Verhofstadttrein voort, langs de zelfgefabriceerde Potemkindorpen. Achter de façade van de goednieuwsshow van Verhofstadt bevindt zich echter de nuchtere Vlaming die wel door heeft dat hij voor het vrijwaren van zijn toekomst, zijn veiligheid en zijn identiteit met paars bedrogen uitkomt. Bijgevolg rest de Vlaming volgend jaar maar één keuze en dat is paars wegstemmen.

Mevrouw Isabelle Durant (ECOLO). – Bij haar aantreden stelde de regering zich twee hoofddoelen: een begroting in evenwicht en de creatie van 200.000 nieuwe banen.

Wat de jobcreatie betreft, nam Ecolo de regering op haar woord en startten we een website op waar we de evolutie op de voet volgen. Het vooropgestelde doel is ver van bereikt, zeker wanneer de referentiepunten steeds veranderen. Volgens de cijfers van de administratie zijn er tot heden 91.500 nieuwe banen bijgekomen, veel minder dus dan de beweerde 157.000 banen. Ik betwijfel dat het vooropgestelde cijfer voor het einde van de legislatuur zal worden gehaald.

Elk jaar weer gaat de regering er prat op dat haar begroting in evenwicht is. Dat is helaas slechts schijnbaar zo, want er is geen structureel evenwicht bereikt. Dat zien we als we kijken naar de aanpassing en de controle voor 2006, de begroting 2007 en de hypotheek die nog wegen op 2005, zoals de beslechting van het dispuut met Eurostat over de schuld van de NMBS. Als de Commissie niet volgt, dan zal het begrotingsevenwicht moeilijk bereikt kunnen worden.

Er wordt gezegd dat er deze keer minder one shot-operaties zijn, wat tevens bewijst dat van dergelijke operaties in de vorige begrotingen wel gebruik werd gemaakt. Dit jaar gaat het om 1,2 miljard euro, dat is niet niks. Zoals elk jaar zijn het vooral de gemeenschappen en de gewesten die de federale regering uit de nood moeten helpen. Volgens het Rekenhof biedt ook de verkoop van gebouwen weinig soelaas, aangezien men de huur moet blijven betalen.

de la Cour des Comptes, le recours à la vente des bâtiments a aussi ses limites, puisqu'il faudra payer la location.

Enfin, pour équilibrer le budget, on se sert aussi des titres-services, ce qui est étonnant au regard des 200.000 emplois à créer. Les moyens affectés aux titres-services et aux entreprises qui s'engagent dans cette voie vont être diminués. Or, on sait déjà que les travailleuses – en effet, ce sont majoritairement des femmes – de ce secteur connaissent de grandes difficultés pour négocier, non pas une augmentation, mais simplement une indexation de leurs revenus. Malgré cela, on ferme les robinets, ce qui aura inmanquablement un impact, y compris sur la création d'emplois dans ce secteur.

Enfin, pour ce qui est de la nouvelle taxe, je n'y vois qu'un bouche-trou car elle n'a rien à voir avec une taxe environnementale. Cela me rappelle l'expérience « très particulière » des écotaxes. On ne devrait d'ailleurs plus dire « écotaxes égale écolo » mais « écotaxes égale Reynders ». Peut-être est-ce une bonne idée, on verra bien. Toujours est-il que cette taxe sur l'emballage m'apparaît avant tout comme un bouche-trou. En effet, le but initial de ce type de fiscalité est d'induire un changement de comportement des producteurs et des consommateurs, de sorte que la taxe perde sa raison d'être, une taxe biodégradable, en quelque sorte. Dans le cas présent, on miserait plutôt sur la pérennité de cette taxe pour ne pas mettre le budget en grandes difficultés.

Le premier ministre, après avoir visionné le film d'Al Gore, y voit également une occasion de réduire l'émission de gaz à effet de serre et de CO₂. Je lui signalerai simplement qu'il s'attaque à un tout petit segment, à savoir 0,5% des émissions de CO₂, c'est-à-dire celles des emballages. Or, nous savons tous que c'est dans le secteur du transport que la production de CO₂ attend, exige, impose des mesures qui tardent malheureusement.

À cet égard, et même si elle ne vous concerne pas directement, je dois souligner une véritable stupidité, à savoir un vol Charleroi-Liège, ce qui représente 33 tonnes de CO₂ par semaine. On est en droit de se demander comment une telle aberration n'est pas davantage fiscalisée.

Beaucoup de lobbies ont dû se faire entendre suite au refus de travailler au sujet du secteur du transport. Je n'en doute pas. On s'attaque donc par une taxe « bouche-trou » à un petit secteur qui représente 0,5% du CO₂. Enfin, le prix du train augmente. Si on voulait vraiment agir en matière de CO₂, des mesures importantes eussent pu être prises dans le domaine de la tarification des trains.

Par ailleurs, on a parlé à grands renforts de publicité de la lutte contre les véhicules dépourvus de filtres à particules. Il s'agit d'une question de santé. Le premier ministre avait annoncé lors du Salon de l'auto qu'une déduction fiscale aurait lieu pour ce type de filtre. Rien n'a été fait mais aujourd'hui on nous annonce une déduction fiscale de 150 euros.

Or, nous savons que si l'on veut encourager l'achat de véhicules équipés de ce filtre, il vaut mieux travailler sur la prime que sur la déduction fiscale qui intervient deux ans plus tard. C'est la seule manière de modifier le comportement d'achat des consommateurs.

Enfin, un autre point important est celui de la création d'un

Ook van de dienstencheques wordt gebruik gemaakt om de begroting in evenwicht te brengen, wat toch verbazend is als men 200.000 jobs wil creëren. Er zullen minder middelen beschikbaar zijn voor dienstencheques en voor dienstenchequebedrijven. Het is bekend dat het voor de, voornamelijk vrouwelijke, werknemers van die bedrijven al zeer moeilijk is om een indexering van hun inkomen te bedingen, laat staan een verhoging. Niettemin draait men de kraan dicht, wat ongetwijfeld een weerslag zal hebben, ook op de jobcreatie in deze sector.

De nieuwe heffing is niets meer dan een lapmiddel en heeft niets te maken met een milieuheffing. Het doet me denken aan het experiment met de ecotaks. Intussen zou men moeten weten dat het niet Ecolo is dat aanstuurt op ecotaksen, maar wel Reynders. Of het een goed idee is, zal nog moeten blijken. Toch lijkt de verpakkingsheffing mij in de eerste plaats een budgettair lapmiddel, terwijl het voornaamste doel fiscale ontrading moet zijn om het gedrag van producenten en consumenten te veranderen. Het is een soort biologisch afbreekbare heffing die overbodig wordt en vanzelf verdwijnt. In dit geval denk ik veeleer dat men hoopt dat de heffing een tijdje zal blijven bestaan zodat het evenwicht van de begroting niet in het gedrang komt.

De eerste minister zag er na het bekijken van de film van Al Gore een middel in om de uitstoot van broeikasgassen en CO₂ te verminderen. Verpakkingen veroorzaken een zeer kleine fractie van de CO₂-uitstoot, namelijk 0,5%. Iedereen weet dat vooral in de transportsector de uitstoot van CO₂ dringend moet worden aangepakt, maar daar blijven de maatregelen uit.

Ik denk daarbij aan het volstrekt aberrante voorbeeld van een vlucht Charleroi-Luik, waarbij 33 ton CO₂ per week wordt uitgestoten. Waarom wordt dat niet fiscaal ontraden?

De weigering om de transportsector aan te pakken is ongetwijfeld het gevolg van intens lobbywerk. Men pakt nu de verpakkingssector aan die maar verantwoordelijk is voor 0,5% van de CO₂-uitstoot. Verder wordt reizen met de trein duurder. Als men echt iets wilde doen aan de CO₂-uitstoot, had men belangrijke maatregelen kunnen nemen inzake treintarieven.

Aan de strijd tegen voertuigen zonder roetfilters werd met de hulp van de media veel aandacht besteed. Het is een gezondheidskwestie. De eerste minister had op de Autosalon een belastingaftrek voor dergelijke filters aangekondigd. Daar is niets van terechtgekomen, maar vandaag kondigt men ons een belastingaftrek van 150 euro aan.

We weten nochtans dat, als men de aankoop van voertuigen met een roetfilter wil aanmoedigen, men beter met een premie werkt dan met een aftrek die pas twee jaar later voelbaar is. Alleen op die manier kan men het koopgedrag van de consument bijsturen.

Een ander belangrijk punt is de oprichting van een asbestfonds. Ik juich dit toe, want Ecolo ijvert al lang voor een vergoeding van asbestslachtoffers. De eerste minister heeft die slachtoffers ontmoet en was onder de indruk, net zoals wij dat vele jaren geleden al waren.

Ik vraag de regering om hiervan snel werk te maken op basis van de teksten die in de Kamer al zijn uitgewerkt. Ik heb

fonds « amiante ». Je m'en réjouis particulièrement parce que c'est un dossier sur lequel Ecolo a beaucoup travaillé en vue de pouvoir indemniser les victimes de ce fléau. Lorsque le premier ministre a rencontré les victimes de l'amiante, il a été, comme nous voici de nombreuses années, extrêmement impressionné. C'est une très bonne chose.

Je demande instamment au gouvernement de travailler sur la base des textes déjà élaborés à la Chambre. Je ne plaide donc pas pour ma propre institution alors que j'ai également déposé une proposition au Sénat. Peu importe. Un travail est engagé et il est plus avancé à la Chambre qui dispose d'un avis du Conseil national du travail et d'un avis des partenaires sociaux.

Il faut tout faire pour indemniser les victimes en termes de santé mais aussi prendre en compte l'ensemble des personnes concernées. Outre les professionnels, les salariés ou les indépendants, il y a aussi les victimes passives ou environnementales, celles qui ont subi des effets indirects. Il convient encore de veiller à indemniser les dommages moraux subis par ces personnes et leur entourage.

Nous avons une lourde responsabilité puisque l'on a continué à utiliser l'amiante alors que tout le monde connaissait le danger qu'il représentait et savait qu'il provoquait maladies, cancers et mort. Or, il n'est interdit que depuis le début des années nonante.

Nous avons donc une responsabilité à assumer en termes de soins de santé, mais aussi de dommage moral vis-à-vis de l'ensemble des victimes concernées. J'espère que vous travaillerez sur la base des éléments actuellement préparés à la Chambre.

Je reviendrai enfin sur quelques mesures environnementales qui me paraissent insuffisantes. Je relève tout d'abord l'absence de soutien à la réduction des émissions de CO₂. Je pense en particulier à « chauffage et énergie ».

Je ne vois que l'addition d'un certain nombre de fonds. Il s'agit en premier lieu du Fonds Kyoto devenu FEDESCO, qui devra faire l'audit de huit bâtiments fédéraux sur les 1.800 existants, soit 0,4% de l'audit énergétique des bâtiments publics. À ce rythme, il faudra encore un siècle pour aboutir à une isolation et une prise en compte convenables de la production énergétique de nos bâtiments.

Le deuxième fonds concerne la réduction du coût global de l'énergie, qui date de février 2006. Un capital de 100 millions est prévu pour permettre son entrée en vigueur, mais, à ce stade, il n'est pas encore concrétisé.

J'entends également dire qu'une part des provisions nucléaires de Synatom sera utilisée. L'idée est bonne à condition que l'on gère correctement les périodes d'amortissement de ces investissements. J'ai du mal à y croire. Comment puis-je être certaine que cet argent sera correctement utilisé pour ces mécanismes et pour une efficacité énergétique ? Nous n'avons aucune garantie. Il faudra donc obtenir des éléments complémentaires pour avoir la certitude que ces moyens seront utilisés à bonne fin.

Le dernier fonds concerne les 12 millions provenant des pétroliers à partir de leur contribution au chèque mazout. On affirme à présent que ce fonds sera destiné au développement des énergies renouvelables. J'espère recevoir quelques

daarover zelf voorstellen ingediend in deze Senaat, maar dat doet er niet toe. De werkzaamheden in de Kamer zijn al verder gevorderd; er is al een advies van de Nationale Arbeidsraad en van de sociale partners over uitgebracht.

De schade aan de gezondheid van de betrokken werknemers of zelfstandigen moet worden vergoed, maar ook van de passieve slachtoffers die daar onrechtstreeks mee te maken hebben gekregen. Er moet ook aandacht zijn voor de morele schade van de slachtoffers en hun omgeving.

Onze verantwoordelijkheid is groot omdat men asbest is blijven gebruiken op het moment dat iedereen al wist dat het gevaarlijk was en dat de stof ziekte, kanker en de dood veroorzaakt. Toch werd asbest pas in het begin van de jaren negentig verboden.

We hebben dus een grote verantwoordelijkheid, zowel met betrekking tot de schade aan de gezondheid van de getroffen als de morele schade voor alle slachtoffers. Ik hoop dat de regering haar medewerking zal verlenen aan de teksten die in de Kamer worden voorbereid.

Ik kom nu tot een aantal maatregelen inzake het milieu, die mij ontoereikend lijken. Vooreerst wordt er inzake 'verwarming en energie' niets gedaan met het oog op de reductie van de CO₂-uitstoot.

Ik zie alleen de oprichting van een aantal fondsen. Het Kyotofonds wordt FEDESCO, dat de energieaudit moet uitvoeren in acht van de 1.800 bestaande overheidsgebouwen, hetzij 0,4%. Tegen dat tempo duurt het nog een eeuw voordat in onze gebouwen isolatie en energiehuishouding op verantwoorde wijze worden beheerd.

Het tweede fonds, dat in februari 2006 is opgericht, heeft betrekking op de globale reductie van energiekosten. Daarvoor is 100 miljoen euro uitgetrokken, maar het fonds is nog niet actief.

Ik verneem dat een gedeelte van de nucleaire provisies van Synatom zal worden gebruikt. Het idee is goed, op voorwaarde dat de afschrijvingsperiodes van die investeringen correct worden toegepast, wat ik betwijfel. Er is geen enkele garantie dat het geld correct wordt gebruikt waarvoor het bedoeld is of voor meer energie-efficiëntie. We zullen daar dus nog moeten op terugkomen om na te gaan of de middelen correct zijn aangewend.

Het laatste fonds wordt gestijfd met de bijdrage van de petroleumsector in de financiering van de korting op de stookoliefactuur. Er wordt nu gezegd dat dit fonds zal worden gebruikt voor de ontwikkeling van duurzame energiebronnen. Ik hoop daar spoedig meer over te vernemen, want op de vele vragen daarover kwam nooit een antwoord.

De federale regering heeft inzake duurzame energie nog veel werk te doen en mag de hete aardappel niet simpelweg naar de gewesten doorschuiven. Daartoe dienen immers de fondsen. Ik hoop dat dit ook zal gebeuren maar voor het ogenblik zien we meer intenties en verwarring dan concrete acties.

Ik ben blij dat er een onderdeel over het woonbeleid in deze beleidsverklaring staat. Iedereen weet evenwel dat het verschil tussen de evolutie van het inkomen en van de huurprijzen 46% bedraagt. Dat betekent dat als de inkomens

informations sur la manière selon laquelle on agira car les nombreuses questions posées sont toujours restées sans réponse.

Le fédéral a à faire dans le domaine des énergies renouvelables et ne peut se contenter de laisser la « patate chaude » aux Régions ; il doit prendre sa part. Les fonds sont là pour cela. J'espère que ce sera le cas mais, franchement, nous sommes plus dans la multiplication des fonds et dans la confusion que dans l'action concrète.

Le logement est un autre dossier important de cette déclaration. Je me réjouis que ce point y figure. Mais nous savons tous que la différence entre l'évolution des revenus et celle des loyers est de quarante-six pour cent, ce qui signifie que lorsque les revenus augmentent de 100 euros, les loyers croissent de 146. C'est impressionnant, en particulier dans les grandes villes, mais pas uniquement.

Il était nécessaire et urgent de prendre des mesures et la conférence interministérielle en parlait d'ailleurs depuis longtemps. Nous sommes à la fin de la législature, après quatre ans de travail et nous constatons que la montagne accouche d'une souris ! Les mesures annoncées l'avaient déjà été au super conseil des ministres de 2004 à Ostende. Or, nous sommes en 2006 et on nous parle du début de leur mise en œuvre pour 2007.

Ces mesures concernent les garanties locatives. On se trompe. On aurait pu faire une proposition *win-win* (Toutes les parties y gagnent) qui aurait permis, par la mise en place d'un fonds de garantie, de soutenir autant le locataire que le propriétaire. Je pense que la plupart propriétaires risquent d'être mis en difficulté par cette diminution de trois à deux mois du montant de la garantie locative, dans la mesure où ce sont ces propriétaires qui paieront donc les déficiences de paiement des locataires.

En créant un fonds de garantie locative, on aurait pu soulager les locataires – dont certains doivent consacrer soixante-quatre pour cent de leurs revenus au loyer – mais aussi soutenir les propriétaires en cas de dégâts locatifs ou de non-paiement du loyer. La mesure annoncée par le gouvernement mécontente donc tant les locataires que les propriétaires. Je ne comprends donc pas bien pourquoi elle a été prise.

En outre, on a beaucoup parlé de blocage ou de régulation des loyers. Chaque fois qu'un bail prend fin, il y a des augmentations de loyers, parfois de manière excessive. Or, aucune mesure n'est prise pour réguler ce phénomène. On ne répond donc pas à l'urgence sociale posée par la question du logement.

Je terminerai par un aspect que traite plus généralement mon collègue Josy Dubié. Je me réjouis d'un certain nombre de déclarations sur le terrain international, même s'il ne s'agit encore que de déclarations d'intention.

Je pense en particulier aux déclarations traitant des opérations de règlements de conflits dans lesquelles interviennent des forces belges mais aussi à la réforme de l'OTAN, sur laquelle nous reviendrons en commission, et sur le soutien à la reconstruction du Congo.

Nous savons que, dans quelques semaines, dans ce pays aura lieu le second tour des élections présidentielles. Nous espérons tous que cela se déroulera le mieux possible. Mais

met 100 euro stijgen, de huurprijzen met 146 euro stijgen. Dat is enorm, vooral in de grote steden, maar niet alleen daar.

Er moesten dringend maatregelen genomen worden. De interministeriële conferentie kondigt die al lang aan. Het einde van de legislatuur is in zicht en na vier jaar heeft de berg een muis gebaard! De aangekondigde maatregelen werden in 2004 al op de superministerraad van Oostende in het vooruitzicht gesteld. We zijn nu in 2006 en men zou ze beginnen uitvoeren in 2007.

Het gaat daarbij vooral om maatregelen inzake de huurwaarborg. Toch is het een gemiste kans. Men had een win-winvoorstel kunnen uitwerken waarvan zowel de huurder als de verhuurder beter werd. De meeste verhuurders zullen in de problemen komen met de verlaging van de huurwaarborg van drie tot twee maanden huur en zullen zelf moeten opdraaien voor wanbetaling door de huurder.

Via een huurwaarborgfonds had men de kosten voor de huurders, die soms tot 64% van hun inkomen aan huur uitgeven, kunnen beperken maar tegelijk ook de eigenaars kunnen helpen in geval van huurschade of wanbetaling vanwege de huurder. Met de regeringsmaatregel zijn noch de huurders noch de eigenaars tevreden. Ik begrijp niet goed waarom hij werd genomen.

Er is ook veel gesproken van blokkering of regulering van de huurprijzen. Wanneer de huur verstrikt, slaat de prijs op en soms op buitensporige wijze. Dit wordt op geen enkele wijze gereguleerd en er wordt dus niet ingegaan op dringende sociale noden binnen het woonbeleid.

Ik besluit met een aspect dat in het algemeen wordt opgevolgd door mijn collega Dubié. Ik verheug me over de aankondiging van een aantal maatregelen inzake internationale betrekkingen, ook al zijn het voor het ogenblik nog maar intentieverklaringen.

Ik denk vooral aan de deelname van Belgische troepen aan operaties van conflictbeheersing maar ook aan de hervorming van de NAVO, waarover we het in de commissie zullen hebben, en aan de ondersteuning van de heropbouw in Congo.

Over enkele weken vindt er de tweede ronde van de presidentsverkiezingen plaats. We hopen dat alles optimaal zal verlopen. Maar na de verkiezingen, die ook nog in de provincies moeten worden gehouden, zal hard gewerkt moeten worden aan de wederopbouw. Ik hoop dat België de internationale gemeenschap zal blijven mobiliseren voor de heropbouw van dit grote land, ook na de fase van de politieke heropbouw.

Ons oordeel over de sociale maatregelen en de maatregelen inzake milieu is dus vrij hard. Het begrotingsevenwicht werd, zoals de vorige jaren, ook dit jaar niet bereikt. Positief zijn een aantal maatregelen zoals de hervorming van het WIGW-stelsel tot een OMNIO en het welvaartsvast maken van de sociale uitkeringen, ook al gebeurt dit onvoldoende en te traag.

We noteren dus enkele positieve elementen, maar te weinig en te laat. Helaas wordt niet over deze verklaring gestemd.

ensuite il faudra encore organiser dans élections provinciales et mettre en œuvre de nombreux chantiers de reconstruction. J'espère que la Belgique continuera à mobiliser la communauté internationale en faveur de la reconstruction de ce grand pays, bien après sa reconstruction politique.

Notre jugement sur les mesures sociales et environnementales est assez dur, l'équilibre budgétaire n'est pas atteint, pas plus que durant les quatre années précédentes d'ailleurs, malgré quelques touches positives comme la transformation du système VIPO en OMNIO et la liaison, quoique insuffisante et trop lente, de la liaison des allocations sociales au bien-être.

Au total, quelque mesures positives mais bien des éléments tardifs et insuffisants. Malheureusement on ne vote pas sur cette déclaration.

M. Christian Brotcorne (CDH). – J'aborderai essentiellement les matières dans lesquelles il me semble que notre assemblée doit être active, en évitant de répéter ce qui a déjà été dit en d'autres lieux, notamment à la Chambre. Je ne reviendrai donc pas sur les aspects budgétaires et financiers de la déclaration gouvernementale et je m'en tiendrai à deux volets qui me paraissent très importants pour notre assemblée, à savoir notre politique de relations internationales et celle que nous entendons mener dans notre pays en matière de sécurité ou de police au sens large et noble du terme.

Je me réjouis que le premier ministre ait entamé sa déclaration par le département des Affaires étrangères et qu'il ait ainsi mis ce dernier à l'honneur. En effet, comment ne pas se réjouir de la prochaine participation de la Belgique au Conseil de sécurité comme membre non permanent ainsi que des engagements courageux et responsables de notre pays qui a envoyé nos soldats au Kosovo, en Afghanistan ou, tout récemment, au Liban ? Comment ne pas approuver l'annulation annoncée de la dette bilatérale du Congo et le choix d'une véritable relance de la politique européenne ?

Présentées ainsi, les positions du gouvernement ne peuvent qu'emporter une belle unanimité, à tout le moins auprès des partis démocratiques. Cependant, un examen plus approfondi de la déclaration, et surtout de ses annexes, en particulier celle relative aux Affaires étrangères, met en évidence certains points sur lesquels le CDH ne peut marquer son accord.

Je parlerai tout d'abord de la politique des Affaires étrangères et, ensuite, de la Coopération au développement.

Je m'attacherai à critiquer l'option sécuritaire telle qu'elle apparaît à plusieurs reprises dans la déclaration gouvernementale, ainsi que l'absence de débat ou de transparence dans la politique à mettre sur pied à propos de l'Union européenne et de l'évolution de l'OTAN. Je reviendrai également sur certaines impasses dans lesquelles se trouve la communauté internationale et dont elle doit impérativement sortir si elle veut garder du crédit.

En ce qui concerne les Affaires étrangères, le premier ministre nous propose essentiellement une vision sécuritaire, même si, dans les élans d'enthousiasme que nous lui connaissons, il nous donne une vision enchantée des relations internationales. Je pense que l'approche sécuritaire n'est pas la plus adéquate et ne constitue pas la seule solution. Il ne faut pas non plus nier les difficultés.

Je citerai deux exemples. Le premier est tiré de la politique

De heer Christian Brotcorne (CDH). – *Ik zal het hoofdzakelijk hebben over de materies waarvoor onze assemblee speciaal bevoegd is, waarbij ik zal trachten niet in herhaling te vallen met wat al in de Kamer werd gezegd. Ik laat de budgettaire en financiële aspecten van de beleidsverklaring buiten beschouwing en zal me beperken tot het buitenlands beleid en het veiligheids- en politiebeleid.*

Het verheugt me dat de eerste minister zijn verklaring is begonnen met het departement Buitenlandse Zaken. We kunnen niet anders dan ons verheugen over het toekomstige lidmaatschap van België van de Veiligheidsraad als niet-permanent lid en over de moed en verantwoordelijkheidszin waarmee ons land zich ertoe heeft verbonden onze soldaten naar Kosovo, Afghanistan en heel recent Libanon te sturen. We kunnen niet anders dan instemmen met de aangekondigde kwijtschelding van de bilaterale schulden van Congo en met de keuze voor een relance van een echt Europees beleid.

Zo gezien kan het regeringsbeleid de unanieme goedkeuring wegdragen van de democratische partijen. Na een diepgaande analyse van de verklaring en vooral van de bijlage over Buitenlandse Zaken, heeft CDH echter vastgesteld dat wij met sommige punten niet akkoord kunnen gaan.

Wat het buitenlands beleid betreft, heb ik vooral kritiek op de veiligheidsoptie en op de afwezigheid van debat of transparantie in het beleid dat moet worden uitgewerkt ten opzichte van de Europese Unie en de NAVO. Ik zal ook wijzen op een aantal patstellingen waaruit de internationale gemeenschap zich noodgedwongen zal moeten bevrijden, wil ze haar geloofwaardigheid behouden.

Ook al lijkt de eerste minister – met het enthousiasme dat hem kenmerkt – opgetogen over de evolutie van de buitenlandse betrekkingen, toch schuift hij in zijn beleidsverklaring vooral een veiligheidsvisie naar voren. Ik vind de veiligheidsbenadering niet de meest geschikte en ook niet de enige oplossing. We mogen de problemen ook niet ontkennen.

Ik zal twee voorbeelden geven. Het eerste heeft betrekking op het migratiebeleid. Onmiddellijke veiligheidsoplossingen nemen steeds vaker de overhand op oplossingen die rekening houden met de ontwikkelingsproblematiek, die slechts in vage bewoordingen in de beleidsverklaring wordt aangeraakt.

Men heeft het over een dialoog op hoog niveau over het thema 'migratieontwikkeling', eventueel gevolgd door een

des migrations et le second, de la politique de relance européenne.

À propos des migrations, je remarque que les réponses sécuritaires immédiates prennent de plus en plus souvent l'ascendant sur les réponses formulées, lesquelles sont pourtant un élément important de la problématique en termes d'aide au développement et, bien qu'elles soient évoquées dans la déclaration gouvernementale, le sont souvent en termes très vagues.

On nous parle d'un dialogue de haut niveau sur le thème « migration-développement » qui pourrait être suivi d'un forum. Rien de très concret pourtant. Inversement, la lutte contre l'immigration clandestine – c'est-à-dire contre les effets du problème – semble être une solution réalisable à court terme.

Autre exemple, la relance européenne. On sait que les deux rejets populaires du traité ont suscité des interrogations, tant de la part des citoyens que des différentes organisations non gouvernementales à travers toute l'Europe. Les interrogations des citoyens portaient sur la dimension sociale du modèle européen et sur les failles démocratiques des institutions européennes. Or, je suis frappé de constater que le gouvernement met en avant deux priorités. Il s'agit notamment de préserver la capacité décisionnelle de l'Union. Cependant, le gouvernement ne semble pas se soucier de la subsidiarité et du rôle des parlements nationaux. Cela contribuerait pourtant à renforcer la légitimité démocratique de l'Union et à la rapprocher du citoyen.

La deuxième priorité du gouvernement, ce sont les résultats concrets que devrait produire l'Union. Comme le souligne Renaud Dehousse, « En Europe, le vouloir vivre ensemble est une affaire de projets plus que d'institutions ». Il a tout à fait raison. Il est en effet probablement opportun de revenir à la méthode d'un des pères fondateurs de l'Europe, Jean Monnet. Cette méthode était axée sur les résultats, mais je constate que ce sont des résultats concrets dans les matières « sécurité et justice » que l'on veut en priorité offrir au citoyen et cela, en lieu et place d'objectifs socioéconomiques ou environnementaux. Les objectifs socioéconomiques n'arrivent qu'en deuxième place dans la note du gouvernement et l'environnement a à peine droit de cité.

Pour prendre un exemple d'actualité, on évoque beaucoup la libéralisation du marché des services postaux et de la disparition du service universel qui l'accompagne. Je crains que le citoyen comptabilise également ce type de mesures parmi les résultats négatifs de l'Union européenne.

J'en reviens aux résultats en matière de sécurité. Certes, les citoyens européens ont des attentes légitimes en matière de sécurité. La création d'un véritable espace de liberté, de sécurité et de justice est donc une priorité. Toutefois, la coopération dans ces matières touche aux compétences les plus sensibles de nos sociétés démocratiques et aux principes fondamentaux de l'État de droit. Il convient dès lors d'être particulièrement attentifs à l'équilibre devant prévaloir entre les principes de sécurité et de liberté. Certaines affaires récentes, notamment l'affaire Swift avec son transfert de données à caractère personnel, les données passagers en matière de circulation aérienne et les vols secrets de la CIA, montrent qu'il existe de nombreux dossiers dans lesquels nos

forum. Dat is niet erg concreet. De strijd tegen de gevolgen van clandestiene immigratie daarentegen zou op korte termijn worden georganiseerd.

Het andere voorbeeld betreft de Europese relance. De twee volksraadplegingen waarin het verdrag werd afgewezen, hebben vragen opgeroepen, zowel bij de burgers als bij niet-gouvernementele organisaties in heel Europa. De burgers hadden vragen bij de sociale dimensie van het Europese model en over het democratisch deficit van de Europese instellingen. Ik stel vast dat de regering het behoud van de beslissingsmacht van de Unie als eerste prioriteit vooropstelt. Zij lijkt zich echter geen zorgen te maken over de subsidiariteit en over de rol van de nationale parlementen. De democratische legitimiteit van de Unie zou daardoor nochtans worden versterkt en de burger zou zich meer betrokken voelen.

De tweede regeringsprioriteit heeft betrekking op de concrete resultaten die de Unie moet kunnen voorleggen. Renaud Dehousse onderstreept terecht dat de wil om in Europa samen te leven veeleer een kwestie is van projecten dan van instellingen. Wellicht moeten we teruggrijpen naar de methode van een van de grondleggers van Europa, Jean Monnet. Zijn methode bestond erin resultaten te boeken. Ik stel echter vast dat men de burger eerst en vooral concrete resultaten wil tonen op het gebied van veiligheid en justitie. Sociaal-economische doelstellingen komen maar op de tweede plaats in de regeringsnota, terwijl milieudoelstellingen nauwelijks worden vermeld.

Zo is er op dit ogenblik veel te doen over de liberalisering van de postdiensten en de verdwijning van de universele dienstverlening. Ik vrees dat de burger dat soort negatieve gevolgen op rekening van de Europese Unie schrijft.

De Europese burgers hebben het recht verwachtingen te koesteren wat veiligheid betreft. De totstandkoming van een ruimte van vrijheid, veiligheid en rechtvaardigheid is dus een prioriteit. De samenwerking op deze terreinen raakt echter aan de gevoeligste bevoegdheden van onze democratische samenlevingen en aan de basisbeginselen van onze rechtsstaat. We moeten dan ook veel aandacht besteden aan het evenwicht tussen veiligheid en vrijheid. Recente gebeurtenissen zoals de uitwisseling van persoonlijke gegevens in de Swift-affaire, van passagiersgegevens in het luchtverkeer en de geheime CIA-vluchten tonen aan dat onze fundamentele vrijheden in heel wat dossiers op het spel staan.

We moeten opnieuw leren zeggen dat alle problemen niet noodzakelijk bedreigingen vormen en dat veiligheidsmaatregelen niet altijd het beste antwoord zijn.

Het tweede verwijt dat ik de regering maak, heeft betrekking op haar functionalistische benadering van de internationale organisaties.

Ik vind het inderdaad spijtig dat men internationale organisaties benadert vanuit het oogpunt van de spill-over, alsof zij zich automatisch en autonoom ontwikkelen ten opzichte van de nationale regeringen en hun burgers. Ik geef twee voorbeelden.

De Europese Unie hecht meer belang aan resultaten dan aan de broodnodige voortzetting van het debat over de grondbeginselen van de Unie, haar bestaansreden, haar

libertés fondamentales sont en jeu.

Nous devons réapprendre à dire que tous les problèmes ne sont pas forcément des menaces et que tous les problèmes n'appellent pas forcément des réponses exclusivement sécuritaires.

Le deuxième reproche que j'adresserai au gouvernement porte sur son approche fonctionnaliste des organisations internationales.

Je déplore en effet cette approche qui tend à voir les organisations internationales sous l'angle du *spill-over*, c'est-à-dire d'un développement automatique et autonome par rapport aux gouvernements nationaux et à leurs citoyens. Je citerai deux exemples à cet égard.

Premier exemple : l'Union européenne où, comme je l'ai déjà dit, on privilégie les résultats plutôt que la poursuite, pourtant indispensable, d'un débat sur les fondements de l'Union, sa raison d'être, ses objectifs. Ce débat peut faire peur mais selon moi nous devons oser parler de l'Union et de son fonctionnement !

Second exemple : l'OTAN. Sa transformation est présentée comme inéluctable compte tenu de l'évolution des relations internationales, notamment depuis la chute du Mur de Berlin ou l'effondrement du communisme. Une telle évolution semble indispensable. C'est en tout cas ce qu'a laissé entendre le ministre des Affaires étrangères lors des Journées diplomatiques.

Aujourd'hui, l'OTAN n'est plus une organisation défensive mais une organisation de sécurité collective.

Elle n'est plus vraiment régionale, puisqu'appelée à s'étendre à travers des partenariats en différents endroits du globe et non plus uniquement dans la zone ouest du monde.

Je rappelle en effet que dans le cadre du Traité de l'Atlantique Nord de 1949, les États ont convenu d'agir conjointement en cas d'attaque menée contre l'un des membres. En 1999, en adoptant le concept stratégique, les États ont déclaré vouloir faire évoluer l'OTAN : celle-ci serait désormais chargée de préserver la paix et de prévenir les conflits – sans limites géographiques – plutôt que de se défendre en cas d'attaque.

Or, ces changements radicaux de l'Organisation ont été opérés sans modification du traité. Il n'y a pas de base juridique claire pour certaines actions menées par l'OTAN et on peut se demander si l'on n'a pas préféré éluder tout débat citoyen sur la question, sans adapter les textes qui fondent la légitimité de l'Organisation et de ses interventions.

Il est regrettable que le prochain Sommet de Riga ne soit pas enfin l'occasion d'un débat plus transparent et d'une révision du traité qui permettrait à l'OTAN d'agir en conformité avec ses propres textes. Je demanderai au gouvernement de ne pas se contenter de veiller à « la gestion rigoureuse du budget de l'OTAN », mais de se soucier également du respect de l'acte constitutif de cette organisation et, si nécessaire, de l'adapter, mais après un véritable débat démocratique et citoyen.

Par ailleurs, je rappelle que l'OTAN n'est pas l'organisation principale en matière de sécurité. Cela doit être clair : c'est le Conseil de sécurité des Nations unies qui a cette charge au titre de sa Charte fondatrice. À part les cas de légitime défense – tels que prévus par la Charte – l'OTAN ne peut

doelstellingen. Het is mogelijk dat een dergelijk debat afschrikt. Ik vind echter dat we over de Unie en haar werking moeten durven spreken.

De hervorming van de NAVO werd door de minister van Buitenlandse Zaken tijdens de Diplomatieke Dagen voorgesteld als onvermijdelijk, rekening houdend met de evolutie van de internationale betrekkingen na de val van de Berlijnse muur en de ineenstorting van het communisme.

De NAVO is geen defensieorganisatie meer, maar een organisatie van collectieve veiligheid.

Ze is niet meer regionaal, aangezien ze verondersteld wordt zich via partnerschappen overal ter wereld uit te breiden en zich niet meer te beperken tot het Westen.

In het Noord-Atlantisch Verdrag van 1949 zijn de Staten overeengekomen gezamenlijk op te treden als een van hun leden wordt aangevallen. Toen in 1999 het Strategisch Concept werd goedgekeurd, hebben de Staten verklaard dat vredeshandhaving en conflictpreventie – zonder geografische beperking – belangrijker zouden worden dan de wederzijdse verdediging tegen een aanval.

Deze radicale veranderingen binnen de Organisatie werden doorgevoerd zonder verdragswijziging. Voor sommige NAVO-acties bestaat geen duidelijke juridische basis. Men kan zich dan ook afvragen of men het debat met de burger niet heeft willen vermijden door de teksten waarop de Organisatie haar legitimiteit en die van haar interventies baseert, niet aan te passen.

We vinden het spijtig dat de volgende Top van Riga niet wordt aangegrepen voor een helder debat en een herziening van het verdrag waardoor de NAVO kan handelen conform haar eigen teksten. Ik vraag de regering zich niet tevreden te stellen met een strenge controle op de uitvoering van de NAVO-begroting. Zij moet ook toezien op de eerbiediging van het oprichtingsverdrag van de organisatie en dat zo nodig aanpassen, maar na een echt democratisch debat met de burger.

Overigens herinner ik eraan dat de NAVO niet de belangrijkste veiligheidsorganisatie is: overeenkomstig het Handvest is dat de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties. Afgezien van de gevallen van wettige zelfverdediging kan de NAVO alleen optreden met een mandaat van de Veiligheidsraad. De dubbelzinnigheid van de regering hieromtrent is onaanvaardbaar.

Ik verwees al naar de opgetogenheid van de eerste minister, ondanks de vele patstellingen waaruit de internationale gemeenschap zich moet zien te bevrijden. Het treft me dat ik in de nota Buitenlandse Zaken die bij de beleidsverklaring van de regering is gevoegd, analyses vind over conflicten waarin Belgische troepen optreden, conflicten waarop de internationale gemeenschap duidelijk geen vat heeft, en dat is een eufemisme.

In Kosovo bijvoorbeeld hebben de diplomatieke inspanningen om een institutionele oplossing te vinden, geen enkele vooruitgang opgeleverd. Op het terrein mediatiseren bepaalde Servische leiders de incidenten al te zeer en bestempelen die als etnische agressie. Wetende dat de Servische minderheid twee en een half jaar lang uitgesloten werd van deelname aan de werkzaamheden van de assemblee

intervenir que sur mandat du Conseil de sécurité. L'ambiguïté du gouvernement sur ce plan n'est pas acceptable.

Troisième forme de critique : j'ai parlé de la vision « enchantée » que le premier ministre nous a présentée et où n'apparaissent pas les impasses dans lesquelles se trouve la Communauté internationale, impasses dont nous devons sortir. Je suis frappé de lire dans la note Volet Affaires étrangères, annexée à la déclaration du gouvernement des analyses parfois lapidaires concernant des conflits dans le cadre desquels les forces belges interviennent, conflits où manifestation, la communauté internationale patine, et c'est un euphémisme.

Au Kosovo, par exemple, les efforts diplomatiques déployés en vue de trouver une solution institutionnelle n'ont permis aucune avancée. Sur le terrain, certains dirigeants serbes médiatisent à l'excès les incidents en les qualifiant d'agressions à caractère ethnique. Quand nous savons que la minorité serbe a été interdite de participation aux travaux de l'Assemblée du Kosovo et au gouvernement pendant deux ans et demi, nous comprenons que ces tensions soient loin d'être anodines. Il est urgent de repenser l'action internationale dans la région. Il faut oser des solutions plus créatives qui rapprochent ces populations. Il ne faut pas se contenter, comme j'ai pu le lire dans certains communiqués de presse des Nations unies, de miser sur le développement du secteur privé, la privatisation ou la libéralisation pour remédier à la situation. Sur le plan économique, la privatisation ou la libéralisation ne suffiront pas. Il faudra aussi des investissements. Qui investira dans la région si la sécurité et la stabilité politique ne sont pas assurées ? Il s'agit tout de même de la première mission des organisations internationales.

En Afghanistan, il faut aujourd'hui déchanter. Dans un premier temps, l'objectif de reconstruction et de sécurité semblait à portée de main mais, depuis quelque temps, la situation se dégrade. Le ressentiment de la population locale vis-à-vis des forces étrangères est croissant. L'OTAN découvre avec stupeur la force de frappe résiduelle des talibans. L'OTAN se donne désormais six mois pour améliorer la sécurité, c'est-à-dire pour « battre les talibans ». Le général Richards, commandant de l'ISAF, a déclaré : « Si ce n'est pas le cas, nous aurons un problème ». La situation est à ce point préoccupante que, selon le journal *Le Monde*, la France envisage de retirer ses troupes d'élite de l'Afghanistan. En Afghanistan, comme en Irak, après avoir cru que certaines situations étaient réglées, l'OTAN se rend compte qu'une occupation de longue durée est nécessaire, voire « indispensable » et qu'elle a des effets contraires à ceux qui étaient attendus.

Enfin, il y a le cas du Liban. La décision de déployer nos troupes dans ce pays, conformément à la résolution 1701, est une très bonne chose. Nous avons soutenu le gouvernement quand il a pris cette décision courageuse mais je ne peux m'empêcher de rappeler que cette guerre, évitable, probablement inutile, a laissé des populations blessées et meurtries des deux côtés de la frontière. Dans ce conflit, les Nations unies n'ont pas été capables de se faire entendre. Quant à l'Union européenne, elle n'était pas très unie ! Les visions de l'Allemagne et de l'Espagne étaient assez différentes. L'Italie, qui a pris l'initiative d'organiser la

van Kosovo en aan de regering, zijn die spanningen lang niet onschuldig. Het internationale optreden in die regio moet dringend worden herzien. We moeten creatievere oplossingen durven overwegen die deze bevolkingsgroepen dichter bij mekaar brengen. We mogen niet, zoals ik gelezen heb in bepaalde perscommuniqués van de VN, rekenen op de ontwikkeling van de privé-sector, de privatisering of de liberalisering om de situatie te verhelpen. Op economisch gebied is privatisering of liberalisering niet voldoende. Er zijn ook investeringen nodig. Welnu, wie zal in die regio investeren als de veiligheid en de politieke stabiliteit niet verzekerd zijn? En dat is toch de eerste opdracht van de internationale organisaties.

In Afghanistan worden we teleurgesteld. In eerste instantie leek het herstel van de veiligheid binnen handbereik, maar sedert enige tijd wordt de situatie erger. De wrevel van de lokale bevolking ten opzichte van de buitenlandse troepen neemt toe. De NAVO ontdekt met ontsteltenis de overblijvende slagkracht van de Taliban. De NAVO geeft zichzelf echter zes maanden om de veiligheid te verbeteren, met andere woorden, de Taliban te verslaan. Als dit niet het geval is, zal er volgens generaal Richards, de commandant van ISAF, een probleem rijzen. De situatie is dermate zorgwekkend dat, volgens het dagblad Le Monde, Frankrijk eraan denkt zijn elitetroepen terug te trekken uit Afghanistan. De NAVO, die eerst geloofde dat bepaalde situaties geregeld waren, beseft nu dat in Afghanistan, net als in Irak, een langdurige bezetting vereist, ja zelfs onontbeerlijk is en dat die bezetting averechtse gevolgen heeft.

Dan is er nog Libanon. De beslissing om onze troepen naar dat land te sturen, overeenkomstig resolutie 1701, is een zeer goede zaak. We hebben de regering gesteund toen ze deze moedige beslissing heeft genomen, maar ik herinner er wel aan dat deze vermijdbare, wellicht zinloze oorlog aan weerszijden van de grens voor doden en gewonden heeft gezorgd. De VN waren in dit conflict niet bij machte zich te laten horen. De Europese Unie was niet zeer eensgezind. De visies van Duitsland en Spanje waren nogal uiteenlopend. Italië, dat het initiatief genomen heeft om de conferentie van Rome te organiseren, werd onterecht bekritiseerd. Moest het dan werkeloos toezien? Op diplomatiek vlak moest werkelijk alles worden geprobeerd. Volgens mij was Europa niet voldoende aanwezig in dit drama, hoewel het een wezenlijke rol te spelen had.

Het verheugt mij in de federale beleidsverklaring te lezen dat België, met betrekking tot het Midden-Oosten, 'elk initiatief van de internationale gemeenschap zal ondersteunen teneinde, op het geschikte moment, tot een algehele vredesoplossing te komen'. De tijd dringt. Elke dag sterven immers Palestijnse en Israëliëse burgers, ook kinderen, een onzinnige dood. Gaza wordt geconfronteerd met een humanitaire crisis. De lonen van de Palestijnse ambtenaren zijn al zes maanden geblokkeerd als gevolg van de door Israël en de internationale gemeenschap opgelegde sancties. De, nochtans legitieme, Palestijnse regering zit gevangen op haar eigen grondgebied. Het toppunt is dat Israël opnieuw een grootscheepse militaire operatie zou plannen. De problemen ter plaatse kunnen uiteraard niet op die wijze worden geregeld.

Ondertussen steunt België de idee van een conferentie, een

conférence de Rome, a été injustement critiquée. Fallait-il rester les bras croisés ? Tout, absolument tout, devait être tenté sur le plan diplomatique. À mon avis, l'Union européenne n'a pas été suffisamment présente dans ce drame, alors qu'elle avait pourtant un rôle essentiel à jouer.

Je suis bien sûr heureux de lire dans la note de politique générale que la Belgique, concernant le Moyen-Orient, soutiendra « toute initiative de la communauté internationale qui, le moment venu, visera à trouver une solution de paix intégrale ». L'urgence s'impose. Chaque jour en effet, des civils palestiniens et israéliens – dont des enfants – meurent inutilement. Gaza est confrontée à une crise humanitaire. Les salaires des fonctionnaires palestiniens sont bloqués depuis six mois en raison de sanctions imposées par Israël et par la communauté internationale. Le gouvernement palestinien, pourtant légitime, est emprisonné sur son propre territoire. Comble de l'histoire, Israël projeterait à nouveau une opération militaire de grande envergure ! Ce n'est évidemment pas de cette façon que l'on pourra régler les problèmes sur place.

Pendant ce temps, que fait la Belgique ? Elle soutient l'idée d'une conférence – une sorte d'Oslo II ! – qui aurait lieu dans un an. D'ici là, le mur, pourtant condamné par les autorités judiciaires internationales, sera terminé et Gaza ne sera sans doute plus qu'un champ de ruines. Certains centres d'études comme l'*International Crisis Group* et des ONG comme la Fédération internationale des droits de l'homme appellent à la levée immédiate des sanctions contre le peuple palestinien, avant que tous les efforts consentis dans le cadre de l'Union européenne pour la mise sur pied de l'autorité palestinienne et pour l'amélioration des conditions de vie de la population soient anéantis, c'est-à-dire avant la faillite complète des institutions palestiniennes. Il faut être cohérent. Nous avons soutenu le projet d'un État palestinien. Nous soutenons le respect du droit international. Nous ne pouvons dès lors pas abandonner les projets utiles et urgents dans la région.

Dans les situations que je viens d'évoquer, celles du Kosovo, du Liban, de l'Afghanistan et du Moyen-Orient, les perspectives sont loin d'être roses et enchantées. Il est temps, me semble-t-il, d'oser une diplomatie plus audacieuse. La leçon mérite d'être entendue par l'Union européenne tout entière pour l'ensemble de ces dossiers.

Le deuxième volet de la politique « Relations internationales » de la Belgique a trait à la coopération au développement. Le premier ministre a annoncé – nous nous en réjouissons – que le Congo reste une priorité de la politique étrangère de notre pays. Nous apprécions également la reconduction des investissements consentis au Congo. Mais la question centrale est également – tous les experts s'accordent à le reconnaître – celle des investissements et du financement de la reconstruction au lendemain des élections. Je suis étonné de ne pas lire un mot à ce propos dans la déclaration de politique fédérale ni même, ce qui est encore plus surprenant, dans l'annexe relative aux affaires étrangères. Le gouvernement me répondra peut-être que tel est bien l'objectif poursuivi par la décision d'annulation de la dette du Congo. Cette initiative, certes intéressante, devrait permettre un nouveau départ pour le pays, mais nous restons prudents et nous attendons de voir de quelle manière cette annulation de la dette sera mise en œuvre. Nous serons, dans les mois à

soort Oslo II, die over een jaar zou plaatsvinden. Daartegen zal de muur, die nochtans door de internationale gerechtelijke autoriteiten werd veroordeeld, afgewerkt zijn en zal Gaza waarschijnlijk nog slechts een puinhoop zijn. Bepaalde studiecentra, zoals de International Crisis Group en NGO's, zoals de Internationale Federatie voor de Mensenrechten, roepen op tot de onmiddellijke opheffing van de sancties tegen het Palestijnse volk, voordat alle inspanningen in het kader van de Europese Unie voor de instelling van de Palestijnse Autoriteit en voor de verbetering van de levensomstandigheden van de bevolking teniet gegaan zijn, met andere woorden, vóór de volledige ineenstorting van de Palestijnse instellingen. We moeten logisch zijn. We hebben het project voor een Palestijnse Staat gesteund. We steunen het respect voor het internationaal recht. We mogen dan ook niet de nuttige en dringende projecten in de regio opgeven.

In Kosovo, Libanon, Afghanistan en het Midden-Oosten zijn de vooruitzichten lang niet rooskleurig. Het is tijd om een gewaagder diplomatie te proberen. Het zou goed zijn dat de Europese Unie dit beseft voor al deze dossiers.

Het tweede gedeelte van het beleid 'internationale betrekkingen' van België gaat over de ontwikkelings samenwerking. De eerste minister heeft aangekondigd dat Congo een prioriteit blijft in het buitenlands beleid van ons land. We waarderen ook de voortzetting van de investeringen voor Congo. De investeringen en de financiering van de wederopbouw na de verkiezingen vormen echter ook een kernprobleem. Het verbaast mij dat daarover niets staat in de federale beleidsverklaring, en al evenmin in de bijlage over de buitenlandse betrekkingen, wat nog verontrustender is. De regering zal mij wellicht antwoorden dat het juist met die bedoeling is dat ze beslist heeft de schulden van Congo kwijt te schelden. Dankzij dit initiatief moet het land een nieuwe start kunnen nemen. We blijven echter voorzichtig en wachten af hoe die schuldkwijtschelding zal worden doorgevoerd. De komende maanden zullen wij dit gedeelte van het regeringswerk nauwlettend gadeslaan.

De eerste minister heeft overigens een verhoging van het bedrag van de openbare ontwikkelingshulp beloofd. Die zou, met 0,5% van het BBP, de doelstelling van 0,7% in 2010 beter benaderen. De verhoging van onze openbare ontwikkelingshulp zou eens te meer het resultaat zijn van de kwijtschelding van de Congolese schuld.

Volgens de CDH is dit een budgettaire operatie ten koste van een echt ontwikkelingsbeleid. Ze is zelfs betwistbaar in de geest van de millenniumdoelstellingen en van de in Monterrey bereikte consensus, waar gevraagd werd dat de middelen die verleend worden voor de schuldkwijtschelding niet in mindering zouden komen van de bedragen voor de openbare ontwikkelingshulp die voor de ontwikkelingslanden beschikbaar moeten zijn of worden geboekt.

Op 30 mei verklaarde de heer De Decker in een persmededeling: een interministeriële werkgroep maakt thans de evaluatie op van de uitvoering, door België, van zijn verplichtingen inzake openbare ontwikkelingshulp. Indien de conclusies van de werkgroep niet de zekerheid bieden dat de verplichtingen van België worden gerespecteerd, worden nieuwe maatregelen genomen naar aanleiding van de begrotingscontrole van juli. Wat zijn de resultaten van die

venir, particulièrement attentifs à ce volet de l'action gouvernementale.

Par ailleurs, le premier ministre nous a annoncé une augmentation du montant de l'aide publique au développement, qui devrait atteindre 0,5% du PIB et se rapprocher ainsi de l'objectif de 0,7% pour 2010. Il semblerait, une fois de plus, que l'augmentation de notre aide publique au développement ne soit que le résultat de la comptabilisation de cette opération d'annulation de la dette congolaise.

Pour le CDH, ce type d'opération budgétaire se fait au détriment d'une véritable politique de développement. Elle est émise contestable au regard de l'esprit des objectifs du millénaire et du consensus qui s'était dégagé à Monterrey où il avait été demandé que les ressources fournies pour l'allègement de la dette ne réduisent pas les montants alloués pour l'aide publique au développement qui doivent être disponibles ou comptabilisés pour les pays en développement.

Le 30 mai dernier, M. De Decker déclarait dans un communiqué de presse : « Un groupe de travail interministériel procède actuellement à l'évaluation de l'exécution, par la Belgique, de ses obligations en matière d'aide publique au développement. Si les conclusions de ce groupe de travail n'apportent pas la certitude que les engagements de la Belgique seront respectés, de nouvelles mesures seront prises à l'occasion du contrôle budgétaire de juillet. » Quels sont les résultats de ce groupe de travail ? Disposerons-nous de ses conclusions avant la fin de la législature ?

Enfin, dans le cadre de cette note d'analyse de la politique de relations internationales de notre pays, je saluerai à nouveau un élément positif, à savoir le fait que la Belgique déclare se rallier aux pays européens et non européens qui adhèrent à la taxe sur les billets d'avion, afin de dégager un budget plus important pour cette politique publique de développement. C'est une bonne chose, même s'il a fallu du temps pour concrétiser cette mesure qui semblait poser problème au gouvernement.

La deuxième partie de mon intervention porte sur les matières qui ont trait à la police locale, au renforcement maintes fois annoncé du nombre d'agents ou d'unités disponibles. Je n'entrerai pas dans les détails, mais force est de constater qu'à cet égard, la déclaration gouvernementale entretient le flou. On ne sait d'ailleurs pas si c'est la police locale ou la police fédérale qui sortira renforcée. Nous avons l'impression que ce flou est entretenu pour dissimuler que la réalité est inférieure aux promesses de 2004. Sur le site Info zones qui reprend la morphologie des différentes zones de police, seuls les chiffres de 2004 sont disponibles.

On nous promet des mesures particulières de recrutement pour différents corps qui souffrent de déficit chronique, sans préciser lesquels. On nous annonce la création d'un corps de gardiens de la paix dont l'objectif serait de rassembler les différents métiers de la sécurité sous un vocable unique. En effet, on a vu fleurir des stewards, des gardiens de parc, des agents de prévention et de sécurité. Il y a peu, Elio Di Rupo appelait à la création de véritables *bobbies*. Est-ce cela que l'on veut créer sous ce vocable de gardien de la paix ? Je pense que nous ne pourrions pas faire l'économie – et notre

werkgroep? Kunnen wij over de conclusies ervan beschikken vóór het einde van de legislatuur?

Ik het kader van de analysenota over het beleid inzake internationale betrekkingen van ons land, verheugt het mij dat België verklaart mee te doen met de Europese en niet-Europese landen die instemmen met de heffing op vliegtuigtickets om meer middelen te kunnen vrijmaken voor de openbare ontwikkelingshulp. Dat is een goede zaak, ook al heeft het enige tijd geduurd om de maatregel, die voor de regering een probleem leek te vormen, te concretiseren.

Het tweede gedeelte van mijn uiteenzetting heeft betrekking op aangelegenheden inzake de lokale politie, op de al menigmaal aangekondigde versterking van het aantal beschikbare personeelsleden of eenheden. De regeringsverklaring is daarover nogal vaag. We weten overigens niet of de lokale dan wel de federale politie er versterkt zal uitkomen. We hebben de indruk dat die onduidelijkheid in stand wordt gehouden om te verdoezelen dat de werkelijkheid onder de beloftes van 2004 blijft. Op de website info zones die de structuur van de verschillende politiezones weergeeft, zijn alleen de cijfers van 2004 beschikbaar.

Er worden bijzondere wervingsmaatregelen beloofd voor verschillende korpsen met een chronisch tekort, maar ze worden niet gepreciseerd. De oprichting van een korps van gemeenschapswachten wordt aangekondigd, met als doel alle veiligheidsberoepen te verenigen onder één enkele benaming. We hebben inderdaad de opkomst gezien van stewards, parkwachters, preventie- en veiligheidsagenten. Onlangs riep Elio Di Rupo op tot de aanstelling van echte bobbies. Is het dat wat men wil invoeren onder het begrip gemeenschapswachten? Ik denk dat we ons moeten bezinnen over de wijze waarop activiteiten op het gebied van de openbare veiligheid moeten worden beheerd of overgelaten.

Inzake de politiezones is iedereen het ermee eens dat de KUL-norm, die de verdeling van de gemeentelijke dotaties over de politiezones vastlegt, betwistbaar is en moet worden herzien. De verklaring bevat in dat opzicht weinig nieuwe, formele en geloofwaardige elementen. We vinden er ook geen enkele maatregel in voor de verbetering van het ASTRID-netwerk, dat nog niet het volledige Belgische grondgebied bedient.

In de verklaring staat wel iets over de rationalisering van de structurele organisatie van de brandweerdiensten, maar niets over de financiering ervan en over de tenlasteneming, door de federale regering, van ongeveer de helft van de kosten van die diensten, terwijl thans 90% van die diensten ten laste vallen van de gemeenten. We moeten zeer nauwgezet toezien hoe de regering deze hervorming van de brandweerdiensten zal doorvoeren.

Tot zover onze opmerkingen met betrekking tot de verklaring van de regering over haar algemeen beleid.

assemblée a commencé ce travail – de la réflexion sur la manière de gérer ou de céder des activités dans le domaine de la sécurité publique.

En matière de zones de police, tout le monde s'est accordé à dire que la norme KUL fixant la répartition des dotations communales au sein des zones de police était critiquable et devait être revue. La déclaration contient peu d'éléments neufs, formels et crédibles à ce sujet. Nous n'y trouvons d'ailleurs aucune mesure prévoyant l'amélioration du réseau ASTRID qui, à l'heure actuelle, ne couvre pas encore l'ensemble du territoire belge.

Enfin, si la déclaration évoque la rationalisation de l'organisation structurelle des services d'incendie, elle ne contient rien au sujet de son financement et de la prise en charge par le gouvernement fédéral d'une part qui devrait se rapprocher de la moitié du coût desdits services, alors qu'à l'heure actuelle 90% de celui-ci sont à charge des communes. Nous devons être particulièrement attentifs à la manière dont le gouvernement mettra en œuvre cette réforme des services d'incendie.

Telles sont nos remarques par rapport à la déclaration de politique générale du gouvernement.

M. Hugo Vandenberghe (CD&V). – *Écoutant le premier ministre – je l'espère pour la dernière fois – exposer sa déclaration gouvernementale, je ne pouvais me départir de l'impression que nous assistions à une réunion d'une chambre de rhétorique moyenâgeuse discutant d'un sujet arbitraire sans lien avec la réalité et où l'art oratoire est l'élément principal. Le premier ministre serait sans doute aucun devenu le chef d'une guilde de rhétorique au Moyen-Âge.*

C'est évidemment plus difficile lorsque nous voulons discuter de la réalité. Ceux qui critiquèrent le budget ont déjà été discrédités ce matin. Il suffit de ne pas être d'accord avec la majorité pour être discrédité. C'est une évolution dans nos usages démocratiques. M. Sturtewagen, rédacteur du Standaard, à qui l'on ne peut sûrement reprocher d'avoir agressé systématiquement la coalition violette durant ces dernière sept années, écrit sous le titre « La limite de la décence est franchie » : « Le budget, qui est présenté avec bien de la bravoure par le gouvernement fédéral, avec en tête le premier ministre Verhofstadt, n'est pas sérieux. Il nie de manière flagrante la réalité, il est totalement obscur, il fait usage de techniques qui coûteront sur le long terme bien plus que ce qu'elles n'apportent maintenant, il ne tient simplement nul compte d'arrêts d'annulation prononcés par des institutions respectables comme la Cour des comptes ou la Cour d'arbitrage. Ceci n'est pas du discours d'opposition platement prévisible. Il s'agit pour faire bref d'un jugement unanime de tous les spécialistes budgétaires qui ont été contactés par ce journal ».

Il s'est produit un dangereux glissement dans nos institutions démocratiques. Les thèmes à l'ordre du jour ne sont plus fixés en fonction de la Constitution ou des usages démocratiques mais par des spécialistes en communication politique. Le premier ministre était évidemment très jaloux du ministre président démocrate-chrétien Balkenende qui, lors de la présentation de sa dernière déclaration gouvernementale, a pu exhiber des résultats magnifiques, après quatre ans de

De heer Hugo Vandenberghe (CD&V). – Toen ik de eerste minister – hopelijk voor de laatste maal – zijn regeringsverklaring hoorde afleggen, kon ik me niet van de indruk ontdoen dat we een vergadering van een middeleeuwse rederijkerskamer bijwoonden, waar over een willekeurig onderwerp, dat geen betrekking heeft op de werkelijkheid, wordt gesproken. Spreekvaardigheid staat daarbij centraal. De eerste minister zou ongetwijfeld hoofdman geworden zijn van een middeleeuwse rederijkersgilde.

Het wordt natuurlijk moeilijker als we over de werkelijkheid willen spreken. De critici van de begroting zijn vanmorgen reeds gediscredeerd. Het volstaat het niet eens te zijn met de meerderheid om gediscredeerd te worden. Dat is een evolutie in onze democratische omgang. De heer Sturtewagen, redacteur van *De Standaard* – die zeker niet kan worden verweten de voorbije zeven jaar paars systematisch te hebben aangevallen – schrijft onder de titel 'Fatsoensgrens overschreden': 'De begroting, die door de federale regering, premier Verhofstadt op kop, met veel bravoure is voorgesteld, is niet serieus. Ze negeert op flagrante wijze de werkelijkheid, ze is totaal ondoorzichtig, ze maakt gebruik van technieken die op lange termijn een veelvoud kosten van wat ze opbrengen, ze legt vernietigende uitspraken van eerbiedwaardige instellingen als het Rekenhof en het Arbitragehof simpelweg naast zich neer. Dit is geen voorspelbare platte oppositietaal. Het is, kort samengevat, het unanieme oordeel van alle begrotingsspecialisten die deze krant contacteerde.'

Er is een belangrijke verschuiving in de werking van onze democratische instellingen opgetreden. De agenda's worden niet langer bepaald door de Grondwet of de democratische gebruiken, maar door spindoctors. De eerste minister was natuurlijk zeer jaloers op CDA-minister-president Balkenende, die bij de voorstelling van zijn jongste regeringsverklaring met prachtige cijfers kon uitpakken, na vier jaar herstelbeleid, na vier jaar ernstig spaarbeleid. Nederland kent nu een veel grotere economische groei dan

politique de relance et d'économie. Les Pays-Bas connaissent aujourd'hui une croissance économique bien plus importante que la Belgique et sont plus performants sur le plan budgétaire. Le premier ministre voudrait bien ne le céder en rien face à M. Balkenende et voudrait aussi présenter une bonne politique, mais cela n'a plus rien à voir avec la réalité.

En outre, l'argumentation du premier ministre et de la majorité démontre un état d'esprit dangereux à l'égard de la Constitution. Je donne un exemple : le gouvernement propose une taxe sur les emballages jetables.

Le problème est connu : la Cour d'arbitrage a déjà prononcé deux arrêts à ce sujet. De Standaard titre : « Pour le gouvernement, l'arrêt de la Cour d'arbitrage ne pose pas de problème. La Cour d'arbitrage suspend pour la deuxième fois la taxe sur les emballages de boissons, sur laquelle le gouvernement voulait baser sa taxe sur les emballages, la clef de voûte de son budget. »

L'arrêt 156/2006 du 18 octobre 2006 par lequel la Cour d'arbitrage a déclaré cette taxe contraire à la Constitution et l'a suspendue, n'est pas un problème pour le gouvernement !

Le journal cite ensuite la réponse du ministre Reynders à la Chambre : « ... si l'article de loi est suspendu, redevient applicable un article d'une loi précédente qui a le même contenu que l'article suspendu... » Comme si c'était juridiquement tenable. C'est du verbiage juridique. D'un ministre des Finances qui en outre veut exercer les fonctions de bourgmestre de la ville de Liège, j'attendais un argument d'un tout autre niveau. Il fut un temps où les parlementaires liégeois non seulement étaient de bons orateurs mais en outre était ferrés en droit. Le ministre Reynders est au demeurant juriste. Son état d'esprit n'en est que plus inquiétant.

Chers collègues, vous avez tous juré fidélité à la Constitution. Outre l'arrêt 156/2006 du 18 octobre 2006, la Cour d'arbitrage s'est aussi prononcée dans son arrêt 186/2005 d'octobre 2005 sur la taxe sur les emballages de boissons. Cette taxe a été annulée par cet arrêt. Après cette arrêt d'annulation, le gouvernement rétablit cette taxe et elle est à nouveau suspendue.

Les avocats du ministre tentent de sauver la situation en ces termes, je lis l'attendu B.10.1 : « Lors de l'examen de l'affaire au cours de l'audience du 13 septembre 2006, le Conseil des ministres a fait valoir que la suspension n'aurait pas d'effet utile puisqu'elle aboutirait à remettre en vigueur les dispositions correspondantes de l'article 371 de la loi ordinaire du 16 juillet 1993, dans la rédaction qu'elles avaient avant leur modification par la loi attaquée, c'est-à-dire telles qu'elles ont été remplacées par l'article 25 de la loi-programme du 9 juillet 2004... » Le Conseil des ministres argue que la suspension est sans effet puisque la version précédente du texte avec un contenu identique peut s'appliquer. La Cour d'arbitrage ne se laisse pas prendre à pareil verbiage. Je lis dans l'attendu B.10.2 : « La Cour ne peut préjuger de ce que cet article 371 sera appliqué, compte tenu de la portée de l'arrêt n° 186/2005, ni de l'issue du contentieux auquel cette application pourrait donner lieu. » Une expression prudente et même sibylline de la Cour d'arbitrage.

Le plaidoyer du ministre Reynders devant la Cour d'arbitrage est fort de café. Alors que le texte original est annulé et la

België en doet het beter op budgettair vlak. De eerste minister wou natuurlijk niet onderdoen voor de heer Balkenende en wou eveneens een goed beleid voorstellen, maar dat had niets meer met de werkelijkheid te maken.

Daarenboven vertoont het betoog van de eerste minister en van de meerderheid een gevaarlijke geestesgesteldheid ten aanzien van de Grondwet. Ik geef één voorbeeld: de regering stelt een belasting voor op wegwerpverpakkingen.

De problematiek is bekend want het Arbitragehof heeft ter zake al twee arresten geveld. *De Standaard* kopt: 'Ook oordeel Arbitragehof voor regering "geen probleem"'. Het Arbitragehof schorst voor een tweede maal de drankverpakkingstaks, waarop de regering haar verpakkingshemming – het sluitstuk van de begroting – wou baseren.'

Het arrest 156/2006 van 18 oktober 2006 waarin het Arbitragehof de heffing ongrondwettelijk verklaart en schorst, vormt voor de regering geen probleem!

De krant citeert verder het antwoord van minister Reynders in de Kamer: '... als dat wetsartikel geschorst wordt, vallen we terug op een artikel uit een vorige wet en die heeft dezelfde inhoud als het geschorste artikel ...' Alsof dat juridisch haalbaar zou zijn. Dit is juridische prietpraat. Van een minister van Financiën die bovendien burgemeester van Luik wil worden, had ik toch een argument van een ander niveau verwacht. Er was een tijd dat de parlementsleden uit Luik niet alleen erg welsprekend waren, maar ook juridisch beslagen. Minister Reynders is trouwens een jurist. Zijn geestesgesteldheid is dus des te meer verontrustend.

Geachte collega's, u hebt allen trouw gezworen aan de Grondwet. Behalve in zijn arrest 156/2006 van 18 oktober 2006 heeft het Arbitragehof zich ook in zijn arrest 186/2005 van oktober 2005 over de drankverpakkingstaks uitgesproken. Met dat laatste arrest werd die taks vernietigd. Na het vernietigingsarrest stelt de regering de taks opnieuw in en nu wordt hij opnieuw geschorst.

De advocaten van de minister trachten de zaak in volgende bewoordingen te redden, ik lees overweging B.10.1: 'Bij het onderzoek van de zaak tijdens de terechtzitting van 13 september 2006 heeft de Ministerraad aangevoerd dat de schorsing geen nuttig effect zou hebben aangezien daardoor de overeenstemmende bepalingen van artikel 371 van de gewone wet van 16 juli 1993 opnieuw in werking zouden worden gesteld in de redactie die ze hadden vóór de wijziging ervan bij de aangevochten wet, namelijk zoals vervangen bij artikel 25 van de programmawet van 9 juli 2004, ...' De Ministerraad redeneert dat de schorsing zonder gevolg blijft, aangezien ze de vorige versie van de tekst met dezelfde inhoud kan toepassen. Het Arbitragehof laat zich door dergelijke prietpraat niet vangen. Ik lees overweging B.10.2: 'Het Hof kan, rekening houdend met de draagwijdte van het arrest 186/2005, niet vooruitlopen op de vraag of dat artikel 371 zal worden toegepast, noch op de afloop van het contentieux waartoe die toepassing zou kunnen leiden.' Een voorzichtige en zelfs sibyllijnse uitspraak van het Arbitragehof.

Het pleidooi van minister Reynders voor het Arbitragehof is sterke koffie. Nadat de originele tekst is vernietigd en de nieuwe versie geschorst, grijpt minister Reynders terug naar

nouvelle version suspendue, le ministre Reynders revient à la première version. Fort de café !

L'attendu B.10.2 est clair et précis. Il ne laisse subsister aucun doute sur le fait que l'argument du ministre Reynders est rejeté, sinon la suspension ne serait d'aucune utilité.

Le gouvernement se rabaisse lui-même au rang d'une attraction foraine.

Il veut résoudre les problèmes au moyens de trucs et n'hésite pas à faire fi des considérations des plus hautes instances juridiques. Toutefois, il est évident que le secteur ne respectera pas cette disposition. Il s'agit d'une disposition anticonstitutionnelle et la jurisprudence est claire : il ne peut être donné aucune suite à un ordre légal anticonstitutionnel ; sinon on se trouve dans une situation totalitaire. Nous connaissons les circonstances dans lesquelles cette jurisprudence est venue au jour. Un ordre légal que l'on sait anticonstitutionnel ne doit pas être respecté par le secteur concerné. Je conseille au secteur d'envoyer au ministre des Finances un courrier recommandé reprenant ces arguments juridiques, comme l'a bien fait comprendre la Cour d'arbitrage.

M. Luc Van den Brande (CD&V). – *M. Wille ne semble pas en être conscient.*

M. Hugo Vandenberghe (CD&V). – *Nous nous adressons aux citoyens conscients.*

Le gouvernement a essayé de développer une approche de la justice. Je ne prétends pas que toutes les propositions du gouvernement soient mauvaises, mais je n'accepte pas la mentalité de la majorité violette qui refuse le débat lorsque l'opposition fait une proposition, particulièrement en commission de la Justice du Sénat, et qui plus tard sous la pression des circonstances se trouve tout de même obligée d'en débattre. Je prends l'exemple de la sous-capacité des prisons et du surnombre de détenus, parmi lesquels des malades mentaux qui ont commis des délits. Nous avons, au début de cette législature, déposé une proposition de loi sur la défense sociale pour améliorer le sort des malades mentaux enfermés dans les prisons, pour les extraire de prison et leur donner des soins spécifiques. Cette proposition était il y a quelques mois encore à l'ordre du jour de la commission de la Justice. Puis le gouvernement déclara que durant cette législature on n'apporterait aucun changement aux dispositions légales en ce domaine. J'ai reposé le problème lors de la discussion sur le projet de loi sur les tribunaux d'application des peines. Il me fut alors répondu que ce problème serait étudié ultérieurement. Des mois plus tard, le gouvernement semble être arrivé à la conclusion que notre critique doit être prise en compte de manière prioritaire et qu'il faille retirer les malades mentaux des prisons. Cette incarcération des malades mentaux est en effet en contravention avec la CEDH. Les malades mentaux doivent recevoir un traitement et un accompagnement humains. C'est aujourd'hui ce qu'annonce le gouvernement. Nous attendons des initiatives concrètes. La construction des institutions à Gand et Anvers ne se réalisera certainement plus durant cette législature. Le gouvernement annonce qu'un projet de réforme de la loi sur la défense sociale sera discuté lors de la réunion du Conseil des ministres du 27 octobre. Je suivrai cette question attentivement.

de eerste versie. Sterke koffie!

Overweging B.10.2 is klaar en duidelijk. Ze laat er geen twijfel over bestaan dat het argument van minister Reynders is verworpen, zo niet zou de schorsing geen nuttig effect hebben.

De regering reduceert zichzelf tot een kermisattractie.

Het is een regering van kermiskoersen, die door middel van trucs de problemen wil oplossen en niet aarzelt om overwegingen van de hoogste rechterlijke instanties naast zich neer te leggen. Het is echter evident dat de sector die bepaling niet zal naleven. Het betreft een ongrondwettelijke bepaling en de rechtspraak is duidelijk: aan een ongrondwettelijk wettelijk bevel mag geen gevolg worden gegeven, zo niet heeft men te maken met een totalitaire toestand. We kennen de omstandigheden waarin die rechtspraak is tot stand gekomen. Een kennelijk ongrondwettelijk wettelijk bevel moet door de betrokken sector niet worden nageleefd. Ik raad de sector aan een aangetekende brief met juridische argumenten te sturen naar de minister van Financiën. Het Arbitragehof heeft dat duidelijk gemaakt.

De heer Luc Van den Brande (CD&V). – De heer Wille ligt daar kennelijk niet wakker van.

De heer Hugo Vandenberghe (CD&V). – Wij richten ons tot de wakkere burgers.

De regering heeft een visie trachten te ontwikkelen op de justitie. Ik beweer niet dat alle voorstellen van de regering slecht zijn, maar ik aanvaard de mentaliteit van paars niet om het debat te weigeren wanneer iets wordt voorgesteld door de oppositie, meer bepaald in de commissie voor de justitie van de Senaat, en nadien onder druk van de omstandigheden wordt verplicht er toch op terug te komen. Ik neem het voorbeeld van de ondercapaciteit van de gevangnissen en het overaanbod van het aantal gevangenen, waaronder de geesteszieken die misdrijven hebben gepleegd. Wij hebben bij het begin van deze legislatuur een wetsvoorstel over het sociaal verweer ingediend om de toestand van de in gevangnissen opgesloten geesteszieken te verbeteren, hen uit de gevangenis te halen en een specifieke verzorging te geven. Dit voorstel stond enkele maanden geleden nog op de agenda van de commissie voor de Justitie. Toen verklaarde de regering dat er deze legislatuur ter zake geen wijzigingen meer zouden worden aangebracht aan de wettelijke bepalingen. Ik heb het probleem naar voren gebracht bij de bespreking van het ontwerp op de strafuitvoeringsrechtbanken. Toen werd geantwoord dat dit probleem later zou worden aangepakt. Na maanden is de regering blijkbaar tot het inzicht gekomen dat aan onze kritiek in de eerste plaats moet worden tegemoetgekomen door de geesteszieken uit de gevangnissen te halen. Die gevangenzetting is trouwens strijdig met het EVRM. De geesteszieken moeten een humane verzorging en begeleiding krijgen. Dat wordt nu door de regering aangekondigd. We wachten op concrete initiatieven. Het bouwen van inrichtingen in Antwerpen en Gent zal zeker niet meer tijdens deze legislatuur gebeuren. De regering kondigt aan dat een ontwerp tot hervorming van de wet op het sociaal verweer op 27 oktober op de Ministerraad zal worden besproken. Ik zal dat aandachtig opvolgen.

Je me tiendrai à ces deux exemples. Puisque la déclaration du gouvernement prononcée par le premier ministre n'était qu'un exercice de rhétorique avec peu de contenu réel, je n'ai pas l'intention d'en approfondir tous les points. Je veux cependant encore faire une considération qui convient à une chambre de réflexion.

Dans une démocratie il est nécessaire de mener un débat politique consistant. Le débat rend en effet les solutions décisives pour l'avenir du pays plus claires. De la qualité d'un pareil débat démocratique ne dépend pas seulement la légitimité des élus, mais surtout la possibilité de mener à bien les réformes et réorientations ou améliorations nécessaires. Le débat public est la clé de la marge de manœuvre d'un gouvernement, de la cohérence d'un projet politique, de l'attrait de la vie politique et de la direction politique. L'inertie politique de la majorité veut empêcher ce débat. La majorité violette a comme slogan que les citoyens peuvent voter mais non choisir. Ils ne peuvent pas connaître l'enjeu des élections, il ne peuvent pas connaître la vérité, ils ne peuvent être informés des diverses solutions car la majorité violette dirige comme des régents éclairés à partir de cabinets obscurs dans le secret desquels se concluent des compromis. La présentation de l'histoire est la partie la plus importante du discours politique. La majorité violette a constitué durant sept ans un héritage de mensonges et de démagogie. La majorité violette choisit de cultiver l'ambiguïté plutôt que le débat sur la vérité. La majorité violette fuit le débat à de nombreuses occasions. La compréhension violette de l'opinion publique s'effrite. Cependant il est encore bien plus grave qu'à cause de cela la confiance des citoyens dans nos institutions continue à s'effriter.

Durant un débat au Bundestag, lors du dépôt d'une motion de défiance contre le précédent gouvernement allemand dirigé par le chancelier Schröder, l'actuelle chancelière, Mme Merkel, a dit, dans son intervention : la confiance est en quelque sorte le lubrifiant de notre démocratie. Cette intervention fut accueillie par des ricanements dans l'assemblée parlementaire. Pourtant la confiance est une valeur essentielle en démocratie et elle est indispensable à son fonctionnement. La confiance des citoyens dans les institutions et dans les élus représentants du peuple est indispensable pour maintenir la crédibilité du système. Cette confiance ne s'accorde pas avec l'égoïsme mais avec l'idée de liberté. Des instituts de sondages internationaux ont depuis des dizaines d'années réalisé des recherches sur le lien entre la confiance et le sentiment de liberté du citoyen. Je vous donne un exemple bien parlant parce nous commémorons le soulèvement hongrois qui s'est produit il y a cinquante ans. Lors d'un congrès aux États-Unis, à la fin des années 1960, un chercheur hongrois se demandait si l'on pouvait faire confiance à la plus grande partie des gens et aux institutions d'un pays. En Hongrie à l'époque, cette confiance s'élevait à 7%. En Allemagne de l'Ouest, après l'effondrement du nazisme et l'instauration d'un nouveau régime, on fit des sondages. Dans l'un de ces sondages, en 1953, on a demandé : croyez-vous que vous prouvez avoir confiance dans la plupart des gens ? La réponse fut positive pour 13% des personnes interrogées.

Lorsqu'on fit les mêmes sondages après l'écroulement du régime de la RDA, il apparut également que régnait une grande défiance tant à l'égard des personnes que des

Ik houd het bij deze twee voorbeelden. Aangezien de regeringsverklaring van de premier eigenlijk maar een retorische oefening was met weinig werkelijkheidsgehalte, ben ik niet van plan in te gaan op alle punten. Ik wil nog één overweging maken die past in een reflectiekamer. In een democratie is het noodzakelijk een politiek inhoudelijk debat te voeren. Het debat maakt immers de oplossingen duidelijk die beslissend zijn voor de toekomst van het land. Van de kwaliteit van een dergelijk democratisch debat hangt niet alleen de legitimiteit van de verkozenen af, maar vooral de mogelijkheid om de noodzakelijke hervormingen en heroriënteringen of verbeteringen door te voeren. Het publieke debat is de sleutel voor de bewegingsruimte van een regering, voor de coherentie van een politiek project en de aantrekkingskracht van het politieke leven en het politieke leiderschap. De politieke inertie van de meerderheid wil dit debat verhinderen. Paars hanteert als leuze dat de burgers mogen stemmen maar niet mogen kiezen. Ze mogen de inzet van de verkiezingen niet kennen, ze mogen de waarheid niet kennen, ze mogen de diverse oplossingen niet voor ogen zien, want paars bestuurt zoals verlichte regenten vanuit duistere achterkamertjes waar bepaalde compromissen worden gesloten. De voorstelling van het verhaal is het belangrijkste punt van het politieke discours. Paars heeft gedurende zeven jaar een erfenis van leugens en demagogie opgebouwd. Paars verkiest het cultiveren van de dubbelzinnigheid boven het debat naar de waarheid. Paars ontloopt het debat op vele ogenblikken. Het paarse begrip van de publieke opinie brokkelt af. Het is echter veel erger dat daardoor het vertrouwen van de burger in onze instellingen verder afbrokkelt.

Tijdens een debat in de Duitse *Bundestag*, naar aanleiding van een motie van wantrouwen tegen de vorige Duitse regering van kanselier Schröder, zei de huidige kanselier Merkel in haar toespraak: vertrouwen is iets als de smeerolie van onze democratie. Die uitspraak werd in de parlementaire assemblee op hoongelach onthaald. Nochtans is vertrouwen een basiswaarde in de democratie en onmisbaar voor de werking ervan. Het vertrouwen van de burgers in de instellingen en in de gekozen volksvertegenwoordigers is noodzakelijk om de geloofwaardigheid van het systeem overeind te houden. Dat vertrouwen gaat niet samen met egoïsme, maar met het vrijheidsidee. Internationale opiniepeilingbureaus hebben tientallen jaren onderzoek gedaan naar de band tussen het vertrouwen en het vrijheidsgevoel van de burger. Ik geef één voorbeeld dat sprekend is omdat we de Hongaarse opstand van vijftig jaar geleden herdenken. Op een congres in de VS refereerde eind de jaren 1960 een Hongaarse wetenschapper over de vraag of men de meeste mensen en instellingen in het land vertrouwen kon geven. In Hongarije werd die vraag toen voor 7% positief beantwoord. In West-Duitsland werden na de instorting van het nazisme en het nieuwe regime peilingen gehouden. Zo werd in 1953 in een peiling gevraagd: gelooft u dat u de meeste mensen kan vertrouwen. 13% van de ondervraagden heeft daarop ja geantwoord.

Wanneer men dezelfde peilingen organiseerde na de instorting van het DDR-regime bleek ook dat er een groot wantrouwen heerste tegenover de mensen en de instellingen. In de mate dat er meer vrijheid tot stand kwam in de organisatie van de samenleving, groeide het vertrouwen, zo bleek uit de peilingen.

institutions. À mesure que la liberté prenait davantage de place dans l'organisation de la société, la confiance croissait, c'est ce qui ressortait des sondages.

Dans notre pays, la confiance a à nouveau faibli ces dernières années...

M. Paul Wille (VLD). – *Ce n'est pas vrai. La confiance dans l'actuel gouvernement est élevée et augmente.*

M. Hugo Vandenberghe (CD&V). – *Je sais parfaitement que je ne peux pas vous convaincre, car, durant toute la législature, vous êtes venu ici lire les petits papiers préparés par le premier ministre.*

La confiance baisse, pas seulement la confiance dans la majorité ou dans l'opposition, mais en général la confiance dans les institutions de l'État, la police, la justice. Jetez un œil sur les indices de confiance dans les sondages semestriels de la Commission européenne. Le gouvernement doit s'interroger sur la raison pour laquelle la confiance décroît dans ces sondages. Je suis convaincu que si la confiance faiblit si sensiblement, c'est par manque d'un vrai débat démocratique. Les gens perçoivent qu'un écran occulte la réalité à leurs yeux. Lorsque le citoyen sera placé face à ses responsabilités, il voudra une autre politique que celle que préconise cette majorité.

Mme Myriam Vanlerberghe (SP.A-SPIRIT). – *Après les critiques de l'opposition, je voudrais m'arrêter sur certains points que les médias ont, eux aussi, négligé de mettre en évidence.*

Je me pencherai surtout sur la politique sociale. L'opposition critique et passe les points positifs sous silence. On en peut pourtant pas ignorer que, pour la première fois depuis des années, la situation des soins de santé s'améliore dans notre pays. Sur le plan financier, ils sont sur la bonne voie et nous parvenons même à créer un Fonds pour l'avenir de notre système de soins qui permettra de satisfaire les futurs besoins en soins.

De plus, le budget est en équilibre. Si le budget est équilibré et si les soins de santé sont sur la bonne voie, c'est tout bénéfique pour les citoyens.

Ce budget n'est pas seulement un document, c'est aussi un instrument politique grâce auquel le revenu d'intégration et les pensions minimales peuvent être accrus et qui garantit des soins de santé de qualité. J'entends dire que de nouveaux impôts sont levés et que de nombreuses mesures ne sont pas réalisées mais que proposent ceux qui critiquent ?

En ce qui concerne les chèques services, la déclaration gouvernementale est mal interprétée dans la presse. Le gouvernement réaliserait des économies sur les chèques services en augmentant la part financée par les employeurs. Le personnel mis au travail grâce à ce système serait la victime de cette décision. Ce n'est pas correct.

Certaines entreprises vont effectivement devoir payer plus mais le produit de la mesure sera affecté à un fonds qui sera distribué aux employeurs qui offrent des formations. Certaines entreprises se servent en effet de ce système pour faire du profit et négligent de former les travailleurs. La mesure ne vise donc pas à combler l'un ou l'autre déficit mais à soutenir les entreprises qui offrent des formations et qui

In ons land zwakt het vertrouwen de afgelopen jaren terug af ...

De heer Paul Wille (VLD). – Dat is niet zo. Het vertrouwen in de huidige regering is groot en neemt toe.

De heer Hugo Vandenberghe (CD&V). – Ik ben mij ervan bewust dat ik u niet kan overtuigen, want u komt hier al de hele regeerperiode de spiekbriefjes van de premier voorlezen.

Het vertrouwen neemt af. Ik bedoel daarmee niet het vertrouwen in de meerderheid of in de oppositie, maar meer algemeen in de overheidsinstellingen, de politie, het gerecht. Kijk maar naar de vertrouwensindexen in de zesmaandelijkse peilingen van de Europese Commissie. De regering moet zich bezinnen over de vraag waarom het vertrouwen in die peilingen afneemt. Ik ben ervan overtuigd dat het vertrouwen in dergelijke mate afneemt door een gebrek aan een echt democratisch debat. De mensen voelen aan dat ze een scherm voor ogen krijgen die de werkelijkheid verbergt. Wanneer de burger op zijn verantwoordelijkheid zal worden aangesproken, zal hij een ander beleid willen dan datgene waar deze meerderheid voor staat.

Mevrouw Myriam Vanlerberghe (SP.A-SPIRIT). – Na de oppositie die vooral kritiek heeft en weinig positiefs in de begroting ontwaart, wil ik stilstaan bij een aantal punten die ook in de media op de achtergrond zijn verdrongen bij de voorstelling van de beleidsverklaring.

Ik zal het vooral over het sociaal beleid hebben. Wie vanmorgen naar het debat geluisterd heeft, kreeg de indruk dat er in de verklaring niets staat waar de mensen beter van worden. Dat klopt niet, dat weet iedereen. Ik zou denken dat wie een betoog voorbereidt toch de hele beleidsverklaring leest. Het valt me echter op dat de oppositie nalaat om de positieve punten te zien. Je kan er bijvoorbeeld toch niet naast kijken dat de gezondheidszorg er in ons land voor het eerst in jaren op vooruitgaat. We hebben een goede gezondheidszorg en zitten nu financieel ook weer op het goede spoor. Meer nog, er kan een Zilverzorgfonds van af voor de zorg voor mensen die het later nodig hebben. Dat wordt hier niet gezegd, terwijl dat toch opvallend is.

Daarenboven is de begroting in evenwicht. Daar wordt niet over gesproken. En voor het overige is alles slecht. Dat kan toch niet. Als de begroting in evenwicht is en de gezondheidszorg op het goede spoor zit, dan varen de mensen er wel bij.

Deze begroting is niet alleen een document, maar ook een beleidsinstrument dat onder meer het leefloon en de minimumpensioenen verhoogt en dat borg staat voor een goede gezondheidszorg. Waarom wordt dat niet meer benadrukt? Welk alternatief stellen de grote critici voor? Ik hoor hier alleen zeggen dat er bijkomende belastingen worden geheven en dat een hoop zaken niet worden gerealiseerd. Ik hoor echter niet zeggen met welk geld die zaken moeten worden betaald.

In verband met de dienstencheques wordt de beleidsverklaring in de pers verkeerd geïnterpreteerd. Dienstencheques zijn heel belangrijk voor alle gezinnen waar

éprouvent aujourd'hui des difficultés.

Les personnes souffrant de maladies chroniques bénéficieront par ailleurs d'un remboursement plus important. Je ne vois là aucun tour de passe-passe mais une politique qui conforte notre système social, qui ne se soucie pas seulement des entreprises et de l'emploi mais aussi des familles et des personnes qui ont besoin de soins.

Je ne comprends dès lors pas pourquoi ce budget est à ce point décrié. Je suis fière du volet social du budget et je me réjouis en outre que le budget prenne enfin parti pour l'environnement.

M. Luc Van den Brande (CD&V). – *Je m'oppose à l'idée selon laquelle l'opposition doit jouer un rôle négatif. Elle doit au contraire présenter son alternative politique.*

Le Premier ministre a fait remarquer que les gens en avaient assez de la polarisation. Cependant, j'ai constaté que la majorité – M. Wille pour ne pas le citer – porte la polarisation à son sommet. Les arguments de fond sont absents. On nous raconte simplement que notre pays a un bel avenir. Tous les arguments et critiques de fond sont considérés comme témoignant de négativisme. Dans quel type de démocratie sommes-nous s'il n'y a plus de place pour le débat de fond mais seulement pour la fiction et les perceptions ?

M. Paul Wille (VLD). – *Manifestement, M. Van den Brande préfère le système du devoir de réserve que l'on applique au Parlement flamand.*

M. Luc Van den Brande (CD&V). – *La seule chose que j'ai retirée des propos de M. Wille était sa critique à l'égard des conceptions et de l'approche de M. Leterme. Pourtant, la ministre Moerman assume systématiquement la défense du gouvernement flamand et du ministre-président.*

J'ai entendu, à mon grand soulagement, que le Sénat était propriétaire de ce bâtiment. En 1990, je faisais partie du premier gouvernement fédéral qui pensait devoir vendre des ambassades et autres bâtiments à l'étranger. Cependant, cela ne s'est pas produit. Je me demande quels bâtiments

beide partners werken. De pers meldt echter dat de regering zou besparen op de dienstencheques door de werkgevers meer te laten betalen. Het huispersoneel dat via de dienstencheques wordt tewerkgesteld zou daarvan het slachtoffer zijn. Dat is niet correct. De beleidsverklaring is daarover heel duidelijk.

Sommige bedrijven zullen inderdaad meer moeten betalen. De opbrengst daarvan komt terecht in een fonds en vloeit terug naar de werkgevers die opleiding geven. Dat is de bedoeling van de besparing en niet het opvullen van een of ander gat. We mogen de tweeverdieners niet laten geloven dat we ons eigen goed werkende systeem van dienstencheques zullen afbouwen. Sommige bedrijven maken van het systeem echter gebruik om winst te maken en laten na mensen op te leiden. Via een zogenaamde besparing wordt nu een fonds opgericht waarvan de middelen terugvloeien naar de bedrijven die opleiding geven. Het is dus niet correct dat sommige bedrijven daardoor in het rood zullen gaan. Het zijn immers de goede bedrijven, die nu al opleiding geven, die vandaag problemen hebben.

Als ik bovendien zie dat chronisch zieken meer terugbetaald zullen krijgen via de maximumfactuur, dan vind ik dat geen tovenaarsmaatregel, maar een beleid dat ons sociaal systeem bevestigt en voortzet, een beleid dat niet alleen zorgt voor bedrijven en werkgelegenheid, maar ook denkt aan de gezinnen en aan degenen die zorg nodig hebben.

Ik begrijp dan ook niet waarom deze begroting een zo negatief rapport moet krijgen. De oppositie moet niet alleen kritiek geven, maar ook alternatieven aanreiken. Ik ben trots op het sociale gedeelte van de begroting en ben ook blij dat nu eindelijk voor het milieu wordt gekozen.

De heer Luc Van den Brande (CD&V). – Ik verzet mij tegen de idee dat de oppositie een negatieve rol moet spelen. Ze moet in tegendeel haar alternatief voor het beleid voorstellen.

De eerste minister merkte op dat de mensen genoeg hebben van de polarisatie. Nochtans heb ik de afgelopen dagen en ook vanochtend gemerkt dat de meerderheid – en ik wil de heer Wille niet bij naam noemen – de polarisatie ten top drijft. Inhoudelijke argumenten worden niet gebruikt. Er wordt gewoon verteld dat ons land een nieuwe toekomst wacht. Alle inhoudelijke argumenten en kritieken worden als negativisme terzijde geschoven. In wat voor een democratie zijn we aanbeland als er geen plaats meer is voor het inhoudelijke debat, maar enkel en alleen nog voor fictie en perceptie?

De heer Paul Wille (VLD). – De heer Van den Brande geeft blijkbaar de voorkeur aan het systeem van de zwijgplicht dat in het Vlaams Parlement wordt gehanteerd.

De heer Luc Van den Brande (CD&V). – Het enige wat ik uit de woorden van de heer Wille kon opmaken was zijn kritiek op de opvattingen en de aanpak van de heer Leterme. Nochtans neemt minister Moerman overal de verdediging van de Vlaamse regering en de minister-president op zich.

Ik heb tot mijn geruststelling gehoord dat de Senaat eigenaar van dit gebouw is. Ik maakte in 1990 deel uit van de eerste federale regering die ambassades en andere gebouwen in het buitenland meende te moeten verkopen. Dat is echter niet gebeurd. Ik vraag me af welke gebouwen nog zullen

subsisteront et quel en sera le propriétaire. Il est rassurant de savoir que le gouvernement ne pourra pas vendre le bâtiment du Sénat, pas même par le biais d'une saisie-arrêt. Le gouvernement en vient à se défaire de tout.

M. Philippe Mahoux (PS). – Ce n'est pas le gouvernement actuel qui a inventé le *sale-and-leaseback*. Un membre éminent de votre groupe l'a proposé avec insistance.

M. Luc Van den Brande (CD&V). – *La liquidation du patrimoine n'a rien à voir avec des opérations de « sale-and-leaseback ». L'étape suivante est la mise en gage, ce qui devient une opération très coûteuse.*

Quoi qu'il en soit, ce budget est complètement décousu et il n'est absolument pas crédible. Le générations à venir devront en payer la lourde facture.

En introduction à sa déclaration de politique, le Premier ministre a annoncé tranquillement que nous ne devons pas nous focaliser sur le présent et que la politique allait au-delà de la gestion et de l'administration. Pourtant, à mes yeux, et pour les citoyens européens, la politique est essentiellement une question de « good governance ».

Le gouvernement annonce qu'il est tourné vers l'avenir et qu'il veut repousser les limites. Cependant, la déclaration de politique comporte une lacune, outre toutes les lacunes budgétaires que quelques experts ont déjà relevées. Les critiques émises par les politiques ne sont pas souvent acceptées, en particulier lorsqu'elles émanent de l'opposition. Nous nous en remettons dès lors totalement aux personnes qui procèdent à une analyse objective. Il est évidemment ennuyeux que cette analyse provienne de MM. De Grauwe et Vuchelen. (Protestation de la part de M. Wille.)

La grande lacune dans la vision d'avenir du gouvernement n'est pas nouvelle : quelle forme la démocratie prendra-t-elle dans notre pays pour chacune des communautés et à l'intérieur de l'Europe ? Il n'est nulle part question de la nouvelle réforme indispensable qui s'annonce. Quel que soit le gouvernement qui sera formé après les élections, il sera confronté à la question de savoir comment on va réorganiser le pays. Comment confiera-t-on aux entités fédérées davantage de responsabilités en matière de gestion ? Quelle place donnera-t-on aux différents niveaux de pouvoir ? Après six ans durant lesquels ce point n'était pas discuté, Mme Vanderpoorten a finalement déclaré que le moment était venu de constituer un front flamand commun. Soyons clairs à ce sujet. Le CD&V n'a pas besoin d'un nouveau front flamand. Il nous suffit de tenir notre promesse. Je pense aux cinq résolutions du Parlement flamand et à l'accord gouvernemental flamand, qui ont obtenu la confiance de tous les partis flamands.

Concentrons-nous donc sur ce qui concerne vraiment la société. Nous connaissons le point de référence. Nous ne devons pas nous fatiguer à constituer un front. Nous y avons participé en 2004 avec la combinaison De Batselier-Somers. Cela s'est terminé par une complète déliquescence.

Selon nous, aucun gouvernement fédéral ne peut être constitué sans un programme de réforme substantiel, nécessaire en vue de résoudre les problèmes en matière

overblijven en wie er eigenaar van zal zijn. Het is geruststellend te weten dat de regering het Senaatsgebouw zelfs niet via een derdenbeslag zal kunnen verkopen.

Er wordt een politiek van het pandjeshuis gevoerd, waarbij alles van de hand wordt gedaan.

De heer Philippe Mahoux (PS). – *Sale-and-leaseback is geen uitvinding van deze regering. Een vooraanstaand lid van uw fractie heeft dat uitdrukkelijk voorgesteld.*

De heer Luc Van den Brande (CD&V). – Het verpatsen van het patrimonium heeft niets met *sale-and-leaseback*-operaties te maken. De volgende stap is het verpanden, wat een zeer kostbare operatie wordt.

Kortom, deze begroting hangt met haken en ogen aaneen en is absoluut niet ernstig te nemen. De komende generaties zullen de dure rekening moeten betalen.

In de inleiding van zijn beleidsverklaring zei de premier met het grootste gemak dat we niet bij vandaag moeten blijven hangen en dat politiek meer is dan beheren en besturen. Nu lijkt politiek me toch bij uitstek een kwestie van goed bestuur. *Good governance* is ten minste in Europa al vijf eeuwen dé grote bezorgdheid van de bevolking.

De regering zegt dat ze naar de toekomst kijkt en de grenzen wil verleggen. Dan wil ik in dit verband toch kort op één punt ingaan. In deze hele beleidsverklaring is er één zwart gat, naast alle gaten in de begroting waarop enkele deskundigen al hebben gewezen. Kritische bedenkingen van politici, zeker als ze tot de oppositie behoren, worden vaak niet aanvaard. Wij hebben dus alle vertrouwen in de mensen die neutraal en vanop afstand hun objectieve analyse maken. Lastig is natuurlijk dat die kritische analyse uitgerekend van de heren De Grauwe en Vuchelen komt. (*Protest van de heer Wille.*)

Het grote zwarte gat in de toekomstvisie van de regering is niet nieuw: hoe zal de democratie in ons land, voor elk van de gemeenschappen en binnen Europa verder vorm krijgen? Dat is een essentiële vraag. Met geen woord wordt er gerept over de noodzakelijke nieuwe hervorming die eraan komt. Welke regering er na de verkiezingen ook wordt gevormd, ze zal worden geconfronteerd met de vraag hoe we het land opnieuw zullen inrichten. Hoe geven we de deelstaten meer bestuursverantwoordelijkheid? Hoe geven we de verschillende beleidslagen een plaats?

Na zes jaar waarin dit punt niet bespreekbaar was, heeft mevrouw Vanderpoorten eindelijk gezegd dat het ogenblik is aangebroken om tot een gemeenschappelijk Vlaams front te komen. Laten we daar kort en duidelijk over zijn. CD&V heeft geen nieuw Vlaams front nodig. Het volstaat gewoon ons woord gestand te doen. En dat woord dat zijn de vijf resoluties van het Vlaams Parlement en het regeerakkoord van de Vlaamse regering, dat het vertrouwen kreeg van alle Vlaamse partijen.

Laten we ons dus richten op de dingen waarover het maatschappelijk écht gaat. We kennen het referentiepunt. We moeten ons niet vermoeien met een front. We hebben het meegemaakt met de combinatie De Batselier-Somers in 2004. Het draaide toen uit op een totale verwatering.

Ons standpunt is dus duidelijk. Voor ons kan er geen federale

d'emploi, de qualité de la vie et d'économie. Il ne s'agit pas d'oppositions. C'est une occasion que nous devons saisir ensemble.

C'est une des grandes faiblesses de la déclaration de politique. En 1999, nous avions un point de départ commun. Nous savions que nous devrions toujours rechercher un compromis, que nous n'obtiendrions jamais tout ce que nous souhaitions. C'est le propre du dialogue démocratique. Celui qui, dans une déclaration politique, met à ce point l'accent sur la vision, sur l'avenir et sur une nouvelle approche, mais ne souffle mot de cette problématique, se dérobe à ses responsabilités.

Les cinq résolutions du Parlement flamand et l'accord gouvernemental flamand sont pour nous le point de départ de toute réforme. Si elles ne sont pas exécutées, aucun accord de gouvernement n'est possible avec le CD&V.

Au fil de l'histoire, il est arrivé, à de nombreuses reprises, que la confiance du citoyen soit proche du point zéro. Cependant, j'évoquerai seulement l'analyse réalisée voici peu par le professeur Moesen sur le capital social et la confiance dans les institutions. Auparavant non plus, tout n'était pas nécessairement parfait, mais après sept ans de coalition violette, on aurait, selon l'actuelle coalition, abouti à une démocratie modèle.

Cependant, une telle démocratie ne peut reposer que sur la confiance qu'ont les gens dans les institutions. Les références historiques, les analyses menées à l'échelle européenne et celle réalisée par le professeur Moesen, indiquent que la confiance dans les institutions est descendue au point zéro. Il ne s'agit pas seulement d'un problème majorité-opposition mais d'une question de cohésion sociale. Cela risque d'être la grande responsabilité de la législature actuelle. Les gens sont plus intelligents qu'on ne le pense. Ce profond sentiment les amène à rechercher une alternative.

M. Philippe Mahoux (PS). – En démocratie, la technique du panzer ne peut pas fonctionner. Par ailleurs, après avoir entendu les positions de M. Van den Brande et celles du CD&V à propos d'une future négociation, il ne me paraît pas nécessaire de rappeler les positions et les exigences francophones ni celles de mon parti.

M. Wouter Beke (CD&V). – *Ces dernières semaines, le CD&V a craint que la majorité ne reprenne dans cette déclaration de politique générale la formule gagnante des élections communales, à savoir la bonne gestion. Mais je dois féliciter le gouvernement : il nous a présenté une déclaration brillante, qui ne témoigne absolument pas d'une bonne gestion ! Il s'agissait d'un discours typique de cette coalition violette, dans lequel la « télévision » était la vision principale. Les gestes, la communication non verbale, la perception étaient plus importantes que le texte et les chiffres.*

M. Wille, qui préside le groupe VLD, a assumé il y a un instant la défense de la déclaration. Il n'a pas non plus évoqué les chiffres, mais bien la communication non verbale,

regering tot stand komen zonder een substantieel en consistent hervormingsprogramma, niet als doel op zich, maar omdat zo'n hervorming nodig is om de problemen inzake werkgelegenheid, kwaliteitsvol leven, economie op te lossen. Dit draait niet om tegenstellingen. Dit is een kans die we samen moeten waarmaken.

Dit is een van de grote tekorten en misrekeningen van de beleidsverklaring. In 1999 – ik herinner het me levendig – hadden wij een duidelijk gemeenschappelijk uitgangspunt. We wisten dat we altijd een vergelijk zouden moeten zoeken, dat we nooit helemaal zouden krijgen wat we wensten. Dat is eigen aan de democratische dialoog. Wie in een beleidverklaring die zo sterk de nadruk legt op visie, toekomst en een nieuwe aanpak, over deze problematiek evenwel met geen woord rept, vlucht voor zijn verantwoordelijkheid.

De vijf resoluties van het Vlaams Parlement en het Vlaams regeerakkoord blijven voor ons dus het uitgangspunt van elke hervorming. Als die niet worden uitgevoerd is er met CD&V geen bestuursakkoord mogelijk.

In de loop van de geschiedenis waren er vele momenten waarbij het vertrouwen van de bevolking bijna het nulpunt bereikte. Ik wil echter niet zover in de tijd teruggaan en het hebben over de analyse die professor Moesen niet zo lang geleden maakte over het sociaal kapitaal en het vertrouwen in de instellingen. Ook voordien was niet alles perfect, maar na zeven jaar paars zouden we, volgens paars althans, in een modeldemocratie beland zijn.

Een modeldemocratie heeft echter geen vijftientig inhouden. Ze kan enkel steunen op het vertrouwen van de mensen in de instellingen. Niet alleen historische referenties, maar ook de Europese analyses en die van professor Moesen wijzen uit dat het vertrouwen in de instellingen tot het nulpunt is gezakt. We scoren niet zoals het moet; we bengelen zelfs aan de staart. Dat probleem is niet alleen een probleem van meerderheid en oppositie, maar een probleem van sociale en maatschappelijke cohesie. Dat riskeert de grote verantwoordelijkheid te zijn van de afgelopen bestuursperiode. De mensen zijn verstandiger dan men soms denkt. Dit diep aanvoelen brengt ze ertoe naar een alternatief te zoeken.

De heer Philippe Mahoux (PS). – *In een democratie kan de bulldozertechniek niet werken. Na het horen van de standpunten van de heer Van den Brande en van de CD&V over toekomstige onderhandelingen lijkt het me overigens niet nodig de standpunten en eisen van de Franstaligen of van mijn partij te herhalen.*

De heer Wouter Beke (CD&V). – *CD&V was de voorbije weken bang dat de meerderheid het succesmiddel van de gemeenteraadsverkiezingen, goed bestuur, in deze beleidsverklaring zou overnemen. Maar ik moet de regering feliciteren: ze heeft een voor ons schitterende beleidsverklaring, afgelegd, één die allerminst van goed bestuur getuigt! Het was een typisch paarse toespraak, waarin de 'televisie' de belangrijkste visie was. De gebaren, de non-verbale communicatie, de perceptie waren belangrijker dan de tekst en de cijfers, dan *the facts and figures*.*

*VLD-fractievoorzitter Wille nam daarnet de verdediging van de beleidsverklaring op zich. Ook hij had het niet over de cijfers, over *the facts and figures*, maar over de non-verbale*

les gestes et la perception du premier ministre.

« *Ce n'est pas l'origine mais l'avenir qui importe* ». *Ces paroles furent prononcées mardi dernier en séance plénière. Ce slogan n'est pas très original ; il a été emprunté à un rapport néerlandais concernant la société multiculturelle. L'avenir est, certes, important, mais le gouvernement ne le prépare pas.*

Dans le journal De Morgen de ce jour, Geert Noels de Petercam constate que seuls les revenus d'aujourd'hui comptent, et non les dépenses de demain, ce qui ne constitue pas une gestion durable. Hier, dans De Standaard, le professeur Paul De Grauwe notait que la reprise des fonds de pension et la vente de bâtiments nous aidaient un peu, mais nous coûteraient davantage plus tard. Les principaux économistes du pays ont ni plus ni moins qualifié ce budget de bombe à retardement.

Mais si l'on en juge par le discours de M. Wille, les Jef Vuchelen, Paul De Grauwe, Geert Noels et Wim Moesen sont des professeurs ratés, des gens frustrés qui ont trop de temps et un univers trop étriqué. Lorsque les arguments font défaut, il faut s'en prendre à l'homme. Le seul professeur valable qui exerce encore semble être le professeur Paul Wille, attaché à la haute école de la crédulité.

M. Paul Wille (VLD). – *M. Beke semble se référer volontiers aux professeurs. Je puis donc lui recommander le nouveau lauréat du nouveau prix Nobel d'économie. Il est ouvert sur le monde.*

M. Wouter Beke (CD&V). – *Je lirai certainement ses écrits, mais je ne puis imaginer qu'un lauréat du prix Nobel d'économie soutienne la déclaration de politique générale du gouvernement Verhofstadt.*

Mais je me demande si M. Wille classe aussi les jeunes VLD dans la catégorie des gens ratés et frustrés. Dans le journal De Standaard de ce jour, ils déclarent que le gouvernement hypothèque l'avenir parce qu'il ne prend aucune mesure budgétaire structurelle.

M. Paul Wille (VLD). – *Les jeunes VLD – MM. Noreilde et Verhofstadt en ont un jour fait partie – doivent toujours adopter une position plus ferme. Dans une coalition, les décisions prises ne sont pas toujours ultralibérales.*

M. Wouter Beke (CD&V). – *Lorsque des membres plus âgés et plus expérimentés du VLD veulent se positionner et exprimer leur point de vue, ils sont purement et simplement mis sur la touche. Les jeunes libéraux reprochent au gouvernement un manque de courage, dénoncent le manque de mesures structurelles et démolissent la taxe sur les emballages.*

Le gouvernement ne prend aucune initiative concernant les problèmes de société. Les libéraux flamands et les socialistes wallons ont un point de vue totalement différent à ce sujet, ce qui conduit à un immobilisme complet.

Le manque de mesures structurelles se vérifie aussi dans la politique relative au marché du travail. Ce n'est pas seulement mon analyse, mais aussi celle du professeur Johan Vande Lanotte. Lorsque ce dernier est devenu, l'an dernier,

communicatie, over de gebaren en over de perceptie van de premier.

'Niet de afkomst is belangrijk, maar de toekomst.' zo weergalmdde het hier dinsdag jongstleden in de plenaire arena. Deze slogan is weinig origineel, want ze is overgenomen van een Nederlands rapport over de multiculturele samenleving. Paars heeft dat zedig verzwegen. De toekomst is wel belangrijk. Dat is juist. Maar de regering bereidt de toekomst niet voor.

Geert Noels van Petercam zegt vandaag over de begroting in De Morgen: 'Alleen de inkomsten van nu tellen en niet de uitgaven van later. Dat is geen duurzaam beheer'. 'De overname van pensioenfondsen en de uitverkoop van gebouwen helpen ons even, maar ze kosten ons later meer', aldus professor Paul De Grauwe gisteren in De Standaard. De belangrijkste economen van het land noemden deze begroting zonder meer een tijdbom.

Maar goed, sinds de toespraak van Paul Wille weten we dat de Jef Vuchelens, de Paul De Grauwes, de Geert Noels en de Wim Moesens van Vlaanderen mislukte professoren zijn, gefrustreerde jongens met te veel tijd in te kleine kamertjes. Als de argumenten opdrogen, moet op de man gespeeld worden. De enige goede professor die nog rondloopt, is blijkbaar professor Paul Wille, verbonden aan de hogeschool van goedgelovigheid.

De heer Paul Wille (VLD). – *De heer Beke verwijst blijkbaar graag naar professoren. Welnu, ik kan hem de nieuwe Nobelprijswinnaar voor economie aanbevelen. Die is wereldgericht.*

De heer Wouter Beke (CD&V). – *Ik zal hem zeker lezen, maar ik kan me niet voorstellen dat iemand die de Nobelprijs voor economie heeft gekregen, de beleidsverklaring van de regering-Verhofstadt zou steunen.*

Ik vraag me echter af of de heer Wille jong VLD ook in de hoek van gebuisde en gefrustreerde jongens plaatst. Jong VLD zegt in De Standaard van vandaag dat de regering de toekomst hypothekeert omdat ze geen structurele begrotingsmaatregelen neemt.

De heer Paul Wille (VLD). – *Jong-VLD'ers – de heer Noreilde en de heer Verhofstadt zijn dat ook ooit geweest – moeten zichzelf altijd sterker profileren. In een coalitie is uiteraard niet alles wat wordt beslist, ultraliberaal.*

De heer Wouter Beke (CD&V). – *Als oudere en ervaren VLD'ers zich nog wensen te profileren en hun gedacht willen zeggen, worden ze blijkbaar gewoon aan de kant geschoven. De liberale jongeren verwijten de regering een gebrek aan moed, klagen het gebrek aan structurele maatregelen aan en breken de verpakkingssheffing af.*

Met betrekking tot de samenlevingsproblemen neemt de regering geen enkel initiatief. Vlaamse liberalen en Waalse socialisten denken daar zo fundamenteel anders over en dat leidt tot een compleet immobilisme.

Een gebrek aan structurele maatregelen is er ook op het vlak van het arbeidsmarktbeleid. Ook dat is niet alleen mijn analyse, maar eveneens die van professor Johan Vande Lanotte. Toen Johan Vande Lanotte vorig jaar voorzitter van de SP.A werd, stelde hij de regionalisering van het

président du SP.A, il a présenté la régionalisation de la politique en matière d'emploi comme une question tout à fait prioritaire. On n'en retrouve aucune trace. Le gouvernement évoque la politique belge de l'emploi et du marché du travail, alors que le marché belge du travail n'existe plus.

Un exemple : le taux d'emploi, également évoqué par M. Wille. En 2005, il s'élevait à 61,1% pour la Belgique, à 56% pour la Wallonie, à 54,8% pour Bruxelles et à 65% pour la Flandre. L'écart entre les régions est donc de 10%. Cette différence appelle une gestion propre à chaque entité fédérée. Le professeur Vande Lanotte, nous-mêmes, ainsi que les libéraux, voulons une gestion propre, mais le gouvernement reste sourd à cette demande. Celui-ci a pourtant solennellement promis, dans la déclaration de politique de 2003, d'organiser un forum qui réserverait une large attention à de tels thèmes.

Je ne partage pas, tant s'en faut, toutes les idées de Jean Jaurès, mais je suis d'accord avec l'affirmation selon laquelle qui veut préparer l'avenir doit le construire lui-même. Le gouvernement n'a pas préparé l'avenir, il l'a grevé dans tous les sens du terme.

Rien n'est donc positif dans la déclaration de politique ? Tout n'est pas mauvais. Ainsi, la déductibilité fiscale des dépenses en matière de rénovation des habitations est une mesure positive. La pénurie de maisons convenables, libres et abordables sur le marché de la location constitue l'une des principales plaintes des personnes à bas revenus.

Mais les propriétaires n'ont pas toujours la possibilité de doter leur bien du confort nécessaire. On encourage les propriétaires à mieux aménager leur bien, car ils peuvent déduire fiscalement le coût des travaux de rénovation et/ou d'aménagement, à condition de s'engager à recourir à une agence immobilière sociale et à pratiquer un loyer raisonnable, pour une période minimale de neuf ans. Cette décision profite également aux locataires.

Une partie du patrimoine privé peut ainsi devenir disponible pour la location sociale et répondre à un réel besoin sociétal. Les propriétaires peuvent aussi faire effectuer plus rapidement les travaux d'entretien nécessaires, ce qui ne peut que profiter à la qualité de l'habitation. À terme, la réglementation proposée offrira un avantage social et financier se traduisant par une diminution des besoins en logements sociaux supplémentaires, un bon entretien des biens locatifs privés et des habitations convenables à des prix abordables. C'est une très bonne mesure.

Au début de cette année, j'ai déposé une proposition de loi visant à inciter les propriétaires, via la déductibilité fiscale des frais de rénovation, à effectuer les travaux nécessaires de rénovation et d'aménagement dans leurs habitations et à mettre celles-ci à la disposition du marché locatif social. En mars, la majorité a rejeté ma proposition de loi en commission des Finances et des Affaires économiques.

Selon les libéraux, les agences immobilières sociales portent atteinte à la liberté du propriétaire. Cette opposition aux agences immobilières sociales exprimée au Sénat par les libéraux se révéla assez gênante. En effet, dans sa déclaration de politique devant le Parlement flamand, le ministre flamand du Logement, Marino Keulen, a chanté les louanges des agences immobilières sociales. J'ai, à l'époque, dénoncé ce

arbeidsmarktbeleid als een rood aandachtspunt voorop. Daarvan is nu geen spoor terug te vinden. De regering heeft het over het Belgische werkgelegenheids- en arbeidsmarktbeleid, terwijl er geen Belgische arbeidsmarkt meer is.

Eén voorbeeld: de werkgelegenheidsgraad, waarover de heer Wille het ook had. In 2005 bedroeg die in heel België 61,1%, maar in Wallonië 56%, in Brussel 54,8% en in Vlaanderen 65%. Er is dus een verschil tussen de gewesten van maar liefst 10%. Dit verschil roept om een eigen aanpak van de deelstaten. Professor Vande Lanotte, wijzelf en ook de liberalen willen een eigen aanpak, maar de regering blijft doof voor die vraag. In de regeringsverklaring van 2003 beloofde ze nochtans plechtig een forum te zullen organiseren waarin aan dat soort van thema's ruim aandacht zou worden besteed.

Ik deel de meeste ideeën van Jean Jaurès niet, maar ik deel wel deze uitspraak van hem: wie de toekomst wil voorbereiden, moet ze zelf maken. De regering heeft de toekomst niet voorbereid, ze heeft de toekomst belast in alle betekenissen van het woord.

Is er dan niets positiefs in de beleidsverklaring? Toch wel. Niet alles is slecht. De fiscale aftrekbaarheid van renovatie-uitgaven bij huurwoningen is zo'n goede maatregel. Eén van de grote klachten van mensen met een laag inkomen is het tekort aan beschikbare en betaalbare, goede woningen op de huurmarkt.

Voor eigenaars is het echter niet altijd mogelijk om hun eigendom met het noodzakelijke comfort uit te rusten. Eigenaars die de prijs van renovatie – en/of aanpassingswerken fiscaal kunnen inbrengen, op voorwaarde dat ze zich verbinden tot verhuring via een sociaal verhuurkantoor en tot een redelijke huurprijs voor een minimumperiode van negen jaar, krijgen een duwtje in de rug om hun eigendom in orde te maken. Dat speelt ook in het voordeel van de huurders.

Op die manier kan een gedeelte van het particuliere patrimonium beschikbaar worden voor sociale verhuring en aldus tegemoetkomen aan een reële maatschappelijke behoefte. Tevens kunnen de eigenaars noodzakelijke onderhoudswerken sneller laten uitvoeren, wat de kwaliteit van de woning alleen maar ten goede kan komen. Op termijn zal de voorgestelde regeling een maatschappelijk en financieel voordeel opleveren: minder nood aan extra sociale woningen, een goed onderhouden particuliere huurmarkt én kwalitatief betaalbare huurwoningen. Een zeer goede maatregel.

Begin dit jaar heb ik zelf een wetsvoorstel ingediend om via fiscaal aftrekbare renovatiekosten eigenaars aan te zetten om de nodige verbeterings- en aanpassingswerken in hun huurwoningen te laten uitvoeren en om die woningen ter beschikking te stellen van de sociale huurmarkt. Mijn wetsvoorstel werd in maart in de commissie voor de Financiën en voor de Economische Aangelegenheden door de meerderheid vrolijk weggestemd.

Volgens de liberalen tastten sociale verhuurkantoren immers de vrijheid van de eigenaar aan. Het verzet van de liberalen in de Senaat tegen de sociale verhuurkantoren was een wat genante vertoning. Vlaams minister van Wonen, Marino Keulen, stak in zijn beleidsverklaring in het Vlaams

grand écart – un de plus – du VLD. Aujourd'hui, je me réjouis qu'ils nous rejoignent enfin.

Madame Vanlerberghe, voilà l'une des propositions alternatives du CD&V, au rejet de laquelle vous avez contribué.

Mme Myriam Vanlerberghe (SP.A-SPIRIT). – *Nous n'avons pas voté contre cette proposition. (Protestations sur les bancs de l'opposition)*

M. Wouter Beke (CD&V). – *Relisez donc le rapport.*

M. Paul Wille (VLD). – *Monsieur Beke, vous ne suivez pas le conseil de votre collègue Luc Van den Brande qui invitait votre groupe à ne pas faire de polarisation.*

M. Wouter Beke (CD&V). – *Je ne fais pas de polarisation car en tant que chrétien, je pardonne humblement à Mme Vanlerberghe.*

Autre point positif de la déclaration de politique : l'enregistrement gratuit des baux locatifs. J'ai également déposé une proposition de loi à ce sujet, débattue en ce moment. Je déposerai à nouveau la première proposition de loi. J'espère que les deux propositions seront rapidement adoptées en commission, de façon à ce que le gouvernement puisse joindre l'acte à la parole.

À la fin de son intervention, M. Wille s'est référé à Churchill.

M. Paul Wille (VLD). – *Churchill était aussi, alors, un grand libéral.*

M. Wouter Beke (CD&V). – *Churchill a d'abord été libéral, puis il a tourné le dos au libéralisme, qu'il a fini par rejoindre.*

M. Paul Wille (VLD). – *Cela arrive fréquemment. Ils apprennent le métier chez nous, puis nous laissent tomber et lorsqu'ils atteignent la maturité...*

M. Wouter Beke (CD&V). – ... *ils perdent les élections.*

M. Joris Van Hauthem (VL. BELANG). – *Non, ils sont mis dehors.*

M. Wouter Beke (CD&V). – *Les véritables libéraux sont mis dehors. C'est ainsi.*

M. Paul Wille (VLD). – *Une fois parvenus à la maturité, ils reviennent au VLD.*

M. Wouter Beke (CD&V). – *La référence à Churchill m'a rappelé une autre de ses déclarations. Il disait de son prédécesseur, Lloyd George, qu'il était un charmeur qui parvenait à faire fondre un cœur de pierre. Dans son discours, M. Wille est parvenu au même résultat avec la coalition violette.*

Churchill, tant apprécié par M. Wille, disait toutefois aussi : « Qui veut s'améliorer doit changer ». M. Wille a dit sans détours que le VLD était partant pour une troisième législature violette. Nous le lui rappellerons régulièrement. Le VLD ne veut pas changer pour s'améliorer ; il veut seulement poursuivre son association avec le PS. Tel est

Parlement immers de loftrompet van de sociale verhuurkantoren. Die spagaat – één van de vele VLD-spagaten – heb ik toen aangeklaagd. Vandaag ben ik wel blij dat ze ons eindelijk bijvallen.

Mevrouw Vanlerberghe, zie hier een van de alternatieve CD&V-voorstellen, dat u mee hielp wegstemmen.

Mevrouw Myriam Vanlerberghe (SP.A-SPIRIT). – Wij hebben niet tegen dat voorstel gestemd. (*Protest van de oppositie*)

De heer Wouter Beke (CD&V). – Lees er het verslag maar eens op na.

De heer Paul Wille (VLD). – Mijnheer Beke, uw partijgenoot, Luc Van den Brande, heeft gezegd dat uw fractie niet zou polariseren, maar u volgt zijn goede raad niet op.

De heer Wouter Beke (CD&V). – Ik polariseer helemaal niet, want als christenmens wil ik mevrouw Vanlerberghe ootmoedig vergeven.

Een ander goed punt uit de beleidsverklaring is de kosteloze registratie van huurovereenkomsten. Ook hierover heb ik een wetsvoorstel ingediend, dat nu ter bespreking ligt. Ik zal ook dat eerste wetsvoorstel weer indienen. Ik hoop dat beide voorstellen dan in de commissie in versneld tempo zullen worden goedgekeurd, zodat de regering de daad bij het woord kan voegen.

Tot slot van zijn toespraak verwees de heer Wille naar Churchill.

De heer Paul Wille (VLD). – Churchill was dan ook een groot liberaal.

De heer Wouter Beke (CD&V). – Churchill was eerst liberaal, heeft het liberalisme daarna de rug toegekeerd en heeft zich uiteindelijk terug bij de liberalen aangesloten.

De heer Paul Wille (VLD). – Dat komen we wel meer tegen. Ze leren de stiel bij ons, ze laten ons vallen en als ze tot volle maturiteit komen, dan ...

De heer Wouter Beke (CD&V). – ... dan verliezen ze de verkiezingen.

De heer Joris Van Hauthem (VL. BELANG). – Neen, dan worden ze eruit gezet.

De heer Wouter Beke (CD&V). – De echte liberalen vliegen dan buiten. Zo is dat.

De heer Paul Wille (VLD). – Als ze tot volle maturiteit zijn gekomen, keren ze naar de VLD terug.

De heer Wouter Beke (CD&V). – Het citaat van Churchill deed me denken aan een andere uitspraak van hem, over zijn voorganger, Lloyd George: 'George was een charmeur die de schors van een boom kon doen afglijden.' Ook de heer Wille wist in zijn betoog de kalende paarse boom dermate te vleien dat hij er zijn schors bij is verloren.

Churchill, die de heer Wille zo diep in het hart draagt, zei trouwens ook: 'Wie zich wil verbeteren, moet veranderen.' De heer Wille zei onomwonden dat de VLD gaat voor een derde paarse regeerperiode. We zullen hem dat op geregeld tijdstippen in herinnering brengen. De VLD wil niet veranderen om te verbeteren, maar wil gewoon verder blijven

l'enjeu des élections de 2007 : toujours les mêmes ou un changement ? L'électeur décidera.

Mme la présidente. – L'ordre du jour de la présente séance est ainsi épuisé.

La prochaine séance aura lieu le jeudi 26 octobre à 15 h 00.

(La séance est levée à 13 h 40.)

Excusés

Mme Defraigne, pour raison de santé, Mmes Bousakla et Pehlivan, MM. Roelants du Vivier et Lionel Vandenberghe, à l'étranger, Mme Annane, pour raisons familiales, Mme De Schamphelaere, MM. Steverlynck et Wilmots, pour d'autres devoirs, demandent d'excuser leur absence à la présente séance.

– **Pris pour information.**

gaan met de socialisten van de PS. Dat is de inzet van de verkiezingen van 2007: meer van hetzelfde of verandering? De kiezer zal daarover beslissen.

De voorzitter. – De agenda van deze vergadering is afgewerkt.

De volgende vergadering vindt plaats donderdag 26 oktober om 15.00 uur.

(De vergadering wordt gesloten om 13.40 uur.)

Berichten van verhindering

Afwezig met bericht van verhindering: mevrouw Defraigne, om gezondheidsredenen, mevrouw Bousakla en mevrouw Pehlivan, de heren Roelants du Vivier en Lionel Vandenberghe, in het buitenland, mevrouw Annane, om familiale redenen, mevrouw De Schamphelaere, de heren Steverlynck en Wilmots, wegens andere plichten.

– **Voor kennisgeving aangenomen.**